

Bulletin
de l'Association pour l'étude de l'œuvre
d'Henri de Man

N° 17 - N o v e m b r e 1 9 9 0

ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'ŒUVRE D'HENRI DE MAN

p.a. Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques,
Place de l'Université 3, 1211 GENÈVE 4 (Suisse)

Bulletin
de l'Association pour l'étude de l'œuvre
d'Henri de Man

N° 17 - N o v e m b r e 1 9 9 0

SOMMAIRE

Michel BRELAZ	Léopold III et Henri de Man	1
Hendrik BRUGMANS	Over Hendrik de Man in 1940/1941	19
Johnny ANTHOONS	Minister in hemdsmouwen - de politieke ontwikkeling van Hendrik de Man	29
Piet CLEMENT	Progressieve frontvorming in de jaren 30 ? Het Plan van de Arbeid en de christen-democraten	42
Johnny ANTHOONS	Bedenkingen bij Léopold III, Hendrik de Man en de erfenis van 1945	
Hendrik de MAN	Vlaanderen tussen nationalisme en socialisme	75

Tous droits de reproduction et de traduction réservés

Copyright 1990

ASSOCIATION POUR L'ETUDE DE L'OEUVRE D'HENRI DE MAN

P.a. Département d'histoire du droit et des doctrines politiques

Place de l'Université 3 CH 1211 Genève/Suisse

Notre secrétaire-général Michel Brélaz vient de publier une étude approfondie (2 volumes, 796 pp.) sur les relations entre Léopold III et Henri de Man. Dans ce Bulletin vous trouvez l'exposé avec lequel l'auteur a présenté son ouvrage à la presse et au public au Colloque d'Anvers le 18 novembre 1989. Sa conférence fut suivie d'une discussion très animée ce qui prouve que, même quarante ans après sa mort, Henri de Man n'a pas encore cessé d'agiter les esprits en de stimuler des controverses. Et ce ne sont pas seulement les 'vieux copains' qui se prêtent à des discussions échauffées dès que le nom d'Henri de Man tombe. Dans ce même Bulletin un autre jeune membre de notre Association, Johnny Anthoons nous propose ses "remarques personnelles" sur ces deux tomes.

L'étude de Michel Brélaz a aussi suscité quelques réactions remarquables dans le journal De Standaard, le plus important journal flamand "intellectuel et culturel". Le 19 novembre 1989 déjà, Manu Ruys (rédacteur politique de grande renommée) a fait paraître sous le titre "Leugens en blunders in de koningskwestie" (Mensonges et gaffes dans la question royale) un article d'environ une page entière basé sur l'ouvrage de Brélaz. Le 12 mai 1990, un historien flamand, Lode Wils, a fait paraître un compte-rendu étendu et critique sous le titre "De Man over Leopold III". Et très récemment (mi-novembre 1990) le même Standaard publia une série de 4 grands interviews succesifs avec un de plus fameux historiens de notre pays, Albert De Jonghe sous le titre : "50 jaar na Berchtesgaden" sur la visite controversée de Léopold III à Hitler. Et une fois de plus, Michel Brélaz est amplement cité. Ce qui prouve d'un côté l'actualité persistante de Henri de Man et de l'autre côté la valeur incontestable de l'oeuvre de Michel Brélaz.

Les jeunes historiens (et même les étudiants) eux aussi se laissent encore toujours inspirer par les idées d'Henri de Man. Piet Clement nous a fourni un article (basé sur sa thèse de licencié, 1988) sur les relations entre les organisations ouvrières chrétiennes et ... le Plan du Travail dans les années trente.

Depuis la guerre, la situation politique belge a toujours été dominée par les "problèmes communautaires" : le mouvement

flamand, la réforme de l'état, l'unitarisme, le fédéralisme, le séparatisme, les problèmes linguistiques...(Qu'aurait pensé Henri de Man d'un Ministre de la Défense Nationale (un socialiste !) qui refuse carrément de parler la langue de 60 % de ses "sujets"?) Nous avons jugé utile de reprendre quelques pages de la brochure "Nationalisme en socialisme" que De Man a publié en 1933, il y a donc plus d'un demi siècle.

Dernier point de jonction avec l'actualité : journallement on peut lire et entendre les plaintes sur le "declin de la culture" (européenne) suite à la massification, la commercialisation, l'américanisation...

Vu l'actualité du sujet, l'Association a choisi comme thème pour son prochain Colloque : Démocratisation ou déclin de la culture. A l'occasion de ce Colloque nous présentons le texte intégral néerlandais (traduction de Walter De Brock) de "L'Ere des masses et le déclin de la civilisation" de Henri de Man(1953).

Dans la même période, l'Ecole Ouvrière Supérieure commémorera le fait qu'elle a été fondée il y a soixante-dix ans par Henri de Man !

Une raison valable pour organiser notre Colloque du 16 novembre 1991 dans les locaux de l'Ecole Ouvrière Supérieure, rue Brogniez, 46 1070 Bruxelles.

Enfin, excusez-nous de revenir encore une fois (c'est devenu une tradition !) sur le point pénible des finances. Nous n'avons qu'une seule source de revenus : les cotisations ! Nous ne pouvons pas nous en passer !

Rappelons encore une fois le barème (inchangé depuis 17 ans !)

Cotisation normale : 1.000.- BF

Cotisation de soutien : 2.000.- BF

Tous les versements à effectuer au compte bancaire 220-0866780-24. Generale Bank/Edegem.

J.C.

L'exposé qui suit a été présenté à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man le 18 novembre 1989 à l'auditorium de l'Archief en Museum voor het Vlaamse Cultuurleven à Anvers. L'auteur a rétabli certains passages supprimés lors de la présentation pour des raisons de temps et ajouté quelques notes en bas de page.

Introduction

Je remercie l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man de me donner l'occasion de présenter les deux ouvrages que j'ai récemment publiés : **Léopold III et Henri de Man** et, sous le nom d'Henri de Man lui-même, **Le "Dossier Léopold III"**.¹ Le premier est un essai sur les relations entre le roi des Belges² et Henri de Man, le second un recueil des sources documentaires de l'essai. Quoique complémentaires, ils ont été conçus de manière à pouvoir être lus indépendamment l'un de l'autre.

Il ne saurait être question de résumer ici la substance de cette double publication dont la principale ambition est de combler une lacune de la bibliographie portant sur cette période très discutée de l'histoire belge contemporaine. Elle ne prétend pas, au demeurant, bouleverser la connaissance que l'on en a grâce aux remarquables travaux d'Albert de Jonghe, Jean Stengers, Jean Vanwelkenhuyzen, Jules Gérard-Libois et José Gotovitch, etc., qui ont tous utilisé les archives d'Henri de Man, ma principale source de documentation.

Il ne suffit cependant pas que des matériaux soient conservés dans les archives pour être connus en dehors d'un cercle restreint de spécialistes. Nombre de textes du **"Dossier Léopold III"** -- comme l'importante **Note sur mes rapports avec le roi Léopold** (1949) déposées sous pli scellé jusqu'en 1988 -- n'étaient pas destinés à une publication immédiate et n'ont pas été publiés auparavant. D'autres l'ont été, comme les articles écrits pour le journal **"Le Travail"** pendant la guerre mais qui sont pratiquement introuvables aujourd'hui, les documents que De Man a inclus dans **Cavalier seul** (1948) ou ceux que Herman Balthazar a recueillis dans le cinquième volume des oeuvres d'Henri de Man parues aux Editions Standaard (en néerlandais). On sait au surplus qu'après son exil De Man n'eut jamais la possibilité de s'exprimer tout à fait librement du fait de l'interdit qui pesa sur lui à la suite de sa condamnation en 1946. Et si des mémoires justificatifs tels que **De la capitulation à l'exil** (1945) et **Pétition au Sénat** (1947) ont pu circuler à l'époque de main en main, le premier d'ailleurs dans une version tronquée de tous les passages relatifs au Roi, combien de personnes, même si elles en connaissent l'existence, les ont-elles réellement lus? Il était donc devenu indispensable de rassembler l'essentiel de ces matériaux en un tout cohérent, à défaut d'être vraiment exhaustif, permettant au lecteur de se faire une opinion sans intermédiaire.

C'est notamment pour cette raison qu'il m'a paru préférable de séparer rigoureusement la documentation de l'interprétation -- exception faite des brèves notices explicatives ajoutées au

volume documentaire pour qu'il forme un tout se suffisant à lui-même. Je n'en parlerai donc pas davantage ici et m'attacherai plutôt à montrer pourquoi, à mon sens, le rapprochement entre le Roi et Henri de Man fut tout autre chose que le produit des circonstances immédiates auxquelles on est parfois tenté de le réduire, du fait probablement de leur caractère exceptionnel. Evoquer ces rapports en relation avec des événements aussi tragiques que la guerre et l'occupation comporte en effet deux écueils : l'un est de les ramener à un aspect purement événementiel et anecdotique, l'autre de leur donner une portée politique et historique qu'ils n'ont certainement pas eue. Considérés entre ces deux extrêmes, ils apparaissent plutôt comme un cas singulier de sympathie politique dont l'intérêt ne se circonscrit pas aux péripéties de la question royale. Pour comprendre ce rapprochement à première vue insolite, une double démarche est nécessaire. L'une consiste à suivre le "chemin" du Roi, de la politique d'indépendance à la rupture de Wynendaele, à observer comment les prémices d'une crise larvée du régime menèrent à un conflit des personnes prenant un tour décisif sous le choc de la guerre et de l'invasion. L'autre démarche consiste à suivre le "chemin" d'Henri de Man, à comprendre par quelle évolution personnelle un socialiste par vocation allait voir son destin politique se recouper étroitement avec celui du premier personnage de l'Etat, devenu de par son attitude en mai 1940 symbole vivant de la nation envahie et "prisonnier silencieux" de l'occupant allemand. Je n'insiste pas ici sur la première approche, qui a déjà fait l'objet de nombreuses études, pour mieux évoquer la seconde, moins connue parce que plus particulière, quand bien même on pourrait lui reprocher de privilégier le point de vue d'Henri de Man. Cela est d'ailleurs inhérent à la documentation disponible qui, du côté du Roi, ne contient que de rares allusions à notre sujet. Il est dès lors d'autant plus important de ne pas se borner aux "textes justificatifs", généralement postérieurs aux faits, et de partir de la pensée antérieure de De Man, qui a l'avantage de porter sur une longue période et de constituer une témoignage intellectuel indélébile.

Expliquer l'inexplicable

Prétendre chercher dans l'évolution de la pensée l'explication de l'attitude ultérieure n'implique évidemment pas que l'on veuille rejeter en bloc les critiques qui, sans se préoccuper de cette perspective, embrassent l'action politique de De Man en 1940 comme une donnée immédiate, parmi d'autres, de la défaite et de l'occupation, et voient en elle, avec plus ou moins d'indulgence, un "choix erroné" provoqué par la reconnaissance prématurée de la victoire allemande et l'ambition de jouer un rôle éminent dans le gouvernement de collaboration. Mais il faut ensuite trancher et dire s'il s'agit, dans le meilleur des cas, d'un de ces accidents de parcours dont l'histoire fournit maint exemple ou, dans le pire des cas, d'une intention machiavélique, opportuniste ou réfléchie, d'usurper le pouvoir par la faveur de l'occupant -- tentative où l'on pourrait alors voir la résurgence d'une longue dérive souterraine vers l'autoritarisme auquel l'oeuvre du penseur socialiste aurait servi de terreau nourricier, soit que l'action ait été l'aboutissement logique de la pensée ou, au contraire, sa négation et, dans les deux hypothèses, sa condamnation.

Voilà pourquoi certains ont d'emblée éprouvé de la méfiance lorsque Ivo Rens prit l'initiative d'organiser à Genève, en 1973, un colloque sur sa pensée en déclarant que le moment lui paraissait venu d'évoquer sereinement une oeuvre qui avait subi une éclipse en raison de la position prise par son auteur pendant la guerre. "Du point de vue de l'histoire des doctrines politiques, ajoutait-il, l'importance théorique et la signification historique de cette oeuvre sont fondamentalement indépendantes de l'évolution personnelle de son auteur."³

Bien que je me sois réclamé de cette manière de voir dans le premier ouvrage que j'ai consacré à Henri de Man,⁴ force m'est de reconnaître qu'elle n'a pas prévalu jusqu'ici. Tout se passe encore comme si l'attitude de De Man en 1940 avait rendu définitivement équivoque, inutile ou impossible l'évocation "sereine" de sa pensée. Mais si c'est Ivo Rens qui a raison, comme j'en reste persuadé, je crois aussi qu'il faut chercher ailleurs la raison d'une éclipse que la guerre a seulement précipitée. Je la vois dans le fait que la partie la plus connue de l'oeuvre -- le dépassement du marxisme -- a été confirmée par le déclin historique de celui-ci. Certes, Au delà du marxisme, l'Idée socialiste, le Plan du travail, voire les ouvrages postérieurs, nous interpellent sur un tout autre registre d'actualité que le dépassement du marxisme, mais cet aspect constructif n'a pas eu le retentissement de la critique et n'a dès lors connu ni la même diffusion ni la même réception dans l'opinion. Il y a une autre raison, peut-être plus décisive parce que plus générale, à cette éclipse, et que l'on peut vérifier à travers toute l'histoire des doctrines politiques, plus spécifiquement dans celle du marxisme et de sa postérité :

l'importance première d'une pensée n'est pas tant dans l'oeuvre ou l'idée en soi que dans la faculté des hommes d'y trouver une réponse à leurs interrogations. Une oeuvre ne reste ou ne devient muette que lorsqu'on ne l'interroge pas ou plus. Le "recours interdit" à la pensée d'Henri de Man ne serait ainsi, en renversant les termes, que l'interdiction de ce recours, le refus d'entendre ou même, tout simplement, d'interroger -- à tort ou à raison, ce n'est pas le lieu d'en juger.

Mon essai sur Léopold III et Henri de Man relève toutefois d'une autre problématique. Là il n'est plus question d'éclipse, mais de la permanence d'une controverse où voisinent pêle-mêle la mémoire résiduelle des peuples, la mémoire sélective des témoins, la mémoire reconstituée et actualisée des historiens, autrement dit les mythes, les convictions et les interprétations. Je me souviens qu'à l'époque où j'abordais l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man et participais à la préparation du colloque de Genève, le seul fait de manifester un intérêt pour le sujet fut ressenti par certains comme une provocation, par exemple ce professeur d'université suisse qui m'écrivit : "Quoi! Un colloque sur De Man? Hélas, le fascisme renaît partout!"

Je n'aurais guère accordé d'importance à ce genre de réactions sans le succès que se tailla Zeev Sternhell avec son livre Ni droit ni gauche.⁵ Son mérite est d'exprimer intelligemment -- parce qu'il prend soin, lui, de restituer le fil conducteur de son raisonnement -- ce que d'autres, à l'instar de mon professeur d'université, se contentent d'affirmer sur le mode péremptoire. Parlant du colloque de Genève, Sternhell tente donc à tout le moins d'expliquer pourquoi les participants n'étaient que de fervents admirateurs de De Man, soucieux de montrer que son

comportement politique en 1940 était "tout simplement inexplicable et qu'il devrait par conséquent rester inexplicable" : Nous n'étions tout simplement pas capables de comprendre que la pensée de De Man avait très tôt -- dès la phase révisionniste d'Au delà du marxisme -- alimenté une mentalité fasciste, véritable synthèse révolutionnaire de gauche et de droite contre l'ordre bourgeois et libéral, "reniement total du 18e siècle dont le libéralisme et le marxisme sont les héritiers" (p. 159, 161, 291, s.).

Persuadé d'avoir découvert la clé -- la seule clé, passée inaperçue jusqu'ici parce que trop évidemment offerte -- de l'explication d'une époque qui se complaisait dans l'ambiguïté et la confusion des valeurs, Sternhell ne semble pas remarquer ce que son jugement doit à la fois à la langue de bois du communisme de l'entre-deux-guerres, lui aussi féru de synthèses et d'amalgames, qui voyait dans le socialisme réformiste un "frère jumeau" du fascisme, ce "stade ultime" de la crise du capitalisme impérialiste -- et à la critique d'Henri de Man lui-même, pour qui les fondements philosophiques du marxisme étaient effectivement les mêmes que ceux du capitalisme libéral du 19e siècle. C'est précisément parce qu'il y avait là, entre marxisme et capitalisme libéral, une fausse alternative (comme la "perestroïka" en fournit aujourd'hui la démonstration) que De Man ne percevait une issue possible que dans une troisième voie, peut-être hésitante et floue, mais en tout cas opposée à la dérive vers le fascisme. Sternhell n'en a cure. Il suffit que le chercheur y reconnaisse une idéologie fasciste pour que ses adeptes l'aient été eux aussi, même sans porter la chemise brune. Voilà ce qui permit "à un grand nombre d'intellectuels d'être fascistes sans le savoir"; pour un Drieu la Rochelle qui passa spontanément aux aveux, combien d'autres préférèrent se voiler la face, à commencer par De Man (p. 311). De quoi donner raison à Robert Poulet qui, à propos de Léopold III et de mon essai, intitulait l'un de ses derniers articles : "Un roi fasciste".⁶ Bien que sous sa plume le mot substitue l'éloge à l'accusation, il n'en est pas moins outrancier et dénué de sens que l'assimilation à laquelle Sternhell procède systématiquement entre fascisme et "idéologie de contestation et de révolte" -- autrement dit toute "puissance de rupture" avec l'ordre établi. Sternhell n'a d'ailleurs rien inventé. En découvrant dans la révision du marxisme la dimension idéologique spécifique du fascisme, il n'a fait que renouveler un argument propre au marxisme dogmatique, tel que l'utilisa par exemple un Karl Kautsky, retranché dans la tour d'ivoire de son orthodoxie en péril, pour qui la génération qui avait grandi pendant la grande guerre préférait la volonté au savoir, la facilité à l'effort, et était mûre de ce fait pour le fascisme.⁷ C'est de cette rupture que tant d'auteurs, après Kautsky et avant Sternhell, ont tiré grief contre De Man.

On sait depuis Talleyrand que la trahison est une question de date. Pour certains, la publication d'Au delà du marxisme (1926) marque le moment où sa pensée oblique vers les solutions volontaristes et autoritaires de son action ultérieure. De là, d'autres remontent aisément à 1919 ou à 1914 ou, inversement, repoussent l'apparition de la "tentation fasciste" à 1933 (Plan du travail), ou après l'expérience décevante de sa participation au gouvernement (1935-1938) ou plus tard encore à la déclaration de neutralité de la Belgique (1939) et à l'invasion allemande

(1940). Qu'importe : à partir d'un point de rupture situé quelque part dans l'évolution de la pensée, toutes ces critiques tracent une ligne continue jusqu'au comportement de mai et juin 1940, aboutissement des stades antérieurs. Il est même étonnant que personne n'ait songé à mettre tout le monde d'accord en expliquant la trahison de 1940 par la trahison originelle commise par Henri de Man en 1902 lorsqu'il tourna le dos à son milieu bourgeois pour embrasser la cause du mouvement ouvrier. Parce que, enfin, si l'on veut absolument raisonner par apostériorisme et remonter de 1940 à 1933 ou à 1926 voire à 1914, il n'y a aucune raison de ne pas aller jusqu'à 1902, date qui concilierait toutes les hypothèses des docteurs ès trahisons. L'unanimité serait ainsi réalisé -- et je n'en excepte pas le noyau dur du marxisme pour lequel un bourgeois trahissant sa classe, fût-ce par idéalisme prolétarien, restait toujours plus ou moins suspect, comme si les pères fondateurs du mouvement n'avaient pas été eux-mêmes des bourgeois et donc des traîtres en puissance. Pour ceux, cependant, qui refusent de jeter le bébé avec l'eau du bain -- ceux qui, suivant Sternhell, n'ont rien compris -- 1940 marque la vraie rupture dans la pensée d'Henri de Man, une rupture qui, au lieu de l'annoncer, suit la continuité supposée de la pensée et en signifie non par l'aboutissement, mais la négation abrupte, injustifiée et injustifiable, laissant du moins intact ce qui précède. C'est ce que Sternhell appelle "laisser inexplicé l'inexplicable". Mais que propose-t-il de plus convaincant? Reprenant les termes du postulat minimaliste, il substitue au schéma de l'évolution continue brisée par la rupture finale le schéma d'une rupture initiale qui déclenche l'évolution continue, la dérive vers le fascisme, laquelle prend du coup l'apparence d'une longue préméditation et révèle son véritable caractère -- fût-ce à l'insu de l'auteur et à contre-courant de sa profession de foi constante de 1926 à 1940. La démarche est astucieuse, car il ne suffit pas d'objecter que si la rupture (ou la "trahison") est au début du processus, elle ne peut être à la fin, et vice-versa ; que si De Man "trahit" le marxisme en 1926, il ne peut le trahir une deuxième fois en 1940. En effet, Sternhell a beau jeu de répondre que l'objet "trahi" n'est pas le même dans les deux cas ; en 1926, c'est le marxisme ; en 1940, la Belgique, le mouvement socialiste et, ajoutent les minimalistes, la propre pensée de De Man (alors que pour Sternhell elle est au contraire le révélateur de sa préméditation). Les deux "trahisons", loin de s'exclure, se combinent dans des proportions variées, selon le point de vue. Chez Sternhell elles se combinent même si bien qu'elles n'en forment plus qu'une seule, comme le veut sa définition maximaliste de l'objet "trahi" qui englobe le "matérialisme et ses sous-produits -- le libéralisme, le capitalisme, le marxisme et la démocratie" (p. 312). Ainsi, en faisant coulisser l'acte de rupture le long d'un axe temporel, de l'hypothèse minimaliste -- la "trahison" immédiate et spontanée, inattendue et inexplicable autrement qu'a posteriori -- à l'hypothèse maximaliste, on éclaire la source et le cours tout entier de la dérive vers le fascisme, depuis la faille initiale jusqu'à la chute finale. Mais ce que cette optique croit gagner en valeur explicative, elle le perd en précision et se perd dans une vision si extensive de l'objet "trahi" -- le "matérialisme et ses sous-produits" -- qu'elle se dilue bien avant d'arriver à le cerner. Qui trop embrasse mal

étreint. Qui trahit "tout" ne trahit rien ni personne. A force de généralisation, Sternhell laisse donc tout autant "inexpliqué l'inexplicable" que les minimalistes avec leur prudent distinguo.⁸ Et aucune position intermédiaire n'est de mesure de nous en dire davantage, car, selon la logique qu'elle privilégie, elle est irrésistiblement attirée par un extrême et repoussée par l'autre, puisque aussi bien tous deux procèdent du même postulat, dont ils inversent seulement l'ordre chronologique des termes en s'annulant réciproquement : Si la constante a pour origine la rupture (version maximaliste), alors elle ne peut être brisée par elle (version minimaliste), et inversement. Il faut trancher et comme aucun contenu explicatif ne l'emporte sur l'autre, le choix purement formel est déterminé par la préférence idéologique qui le guide tacitement.

Le seul moyen de ne pas renvoyer dos à dos les deux positions et, sinon de les réconcilier, du moins de ne pas éluder la question du rapport entre rupture et continuité chez De Man, est de rétablir, à titre d'hypothèse, un postulat dans lequel c'est l'élément de continuité qui détermine et peut expliquer la rupture, que ce soit celle de 1926 ou celle de 1940, et non pas l'inverse.

Une conception volontariste de l'histoire

Pour peu que l'on fasse l'effort de comprendre pourquoi l'évolution de la pensée d'Henri de Man a pu suggérer des interprétations aussi contradictoires que le glissement vers un "fascisme de gauche" et l'espoir d'un "autre socialisme", on s'aperçoit que c'est avant tout lié à sa perception de la mutation de la pensée occidentale entre le positivisme du XIXe siècle et ce qu'il a appelé la "révolution copernicienne" du XXe, véritable "révolte de la nature", "où l'esprit humain échange son rôle de spectateur immobile contre le rôle de participant actif, non seulement dans les processus sociaux mais encore dans les processus naturels."⁹ Cette différence de perception fit que De Man -- et pas seulement lui, bien sûr -- changea sa manière de penser le socialisme qui, sous sa forme marxiste, déduisait l'impératif (ce qui devrait être) de l'indicatif (ce qui est), alors que sous sa forme volontariste et étique, il est une protestation de l'impératif contre l'indicatif. De là sa critique du marxisme et une rupture qui, loin d'expliquer une telle évolution, est au contraire expliquée par elle.

Jusqu'en 1933, De Man participa à mainte tentative de tirer la social-démocratie allemande de la sclérose où elle s'enfonçait, à cause de son inertie tant bureaucratique que doctrinale.

Parallèlement, il s'employa à démontrer que le national-socialisme n'était pas un simple avatar de l'esprit de revanche, l'exacerbation d'une volonté de puissance spécifiquement allemande, mais la conséquence de l'attrait croissant qu'il exerçait sur les classes sociales meurtries par la crise du capitalisme et qui ne trouvaient pas ou plus dans les partis de gauche l'espoir d'en sortir. Pour combattre le fascisme, il fallait par conséquent s'attaquer non pas à ses symptômes mais à ses causes, en proposant une alternative réelle au moins aussi socialiste et aussi révolutionnaire que les mouvements nouveaux. Il importe moins de rappeler ici tous les thèmes que De Man développa à cet égard (par exemple, la capacité primant la propriété, la dialectique de masses et chefs demythifiant la notion du gouvernement du peuple par le peuple, le socialisme

national comme moyen de lutte pour et dans la nation contre le nationalisme, la déprolétarianisation au moins aussi nécessaire que la lutte contre le paupérisme, etc.) que d'insister sur la relation de cette alternative avec la démocratie qui en conditionne le sens. Ce n'est pourtant pas à De Man qu'il faut reprocher de l'avoir ignorée, alors que tous les grands partis politiques qui s'en réclamaient sont demeurés aveugles devant les dangers que la démocratie courait, parce que leur organisation et leur routine bureaucratiques faisaient d'eux les défenseurs d'intérêts sectoriels plutôt que les réalisateurs d'une idée-force.

Le contestataire est toujours, au moins pour commencer, un homme seul, contesté, marginalisé ou confiné à un groupuscule. C'est bien pourquoi l'on a cru déceler dans le renversement des perspectives chez De Man une convergence avec certains groupes non conformistes des années 1930 (Esprit, Ordre Nouveau, les néo-socialistes, etc.) qui ne cherchaient leur vérité ni à gauche ni à droite ; ou, en remontant le temps, avec Proudhon et Sorel qui, eux aussi, avaient essaimé à gauche et à droite. Mais on commet un amalgame insoutenable en attribuant ces idées à une contagion par l'idéologie fasciste, car c'est le contraire qui est vrai. Qu'il s'agisse du fascisme italien ou du national-socialisme, l'un et l'autre sont nés et ont prospéré du fait que les mouvements socialistes s'avéraient incapables de secouer leur immobilisme doctrinal face à une crise de société censée les servir mais qui menaçait de tourner à leur confusion. Ne pouvant accuser les masses elles-mêmes de désertir et de "trahir le marxisme", il ne leur restait qu'à rejeter la faute sur le contestataire et à le contester.

Comme l'a noté Jean Touchard à propos de reproches semblables adressés en France aux néo-socialistes, ce qui différenciait à l'époque ce "fascisme de gauche" de l'antifascisme de la majorité, c'était la tactique à employer pour barrer la route au fascisme.¹⁰ De fait, la solution préconisée par De Man refusait aussi bien la passivité que la violence, comme faisant l'une et l'autre le lit du fascisme. Et si l'on ne peut prétendre que le Plan du travail et l'action des socialistes belges au gouvernement à partir de 1935 furent seuls à enrayer la montée du rexisme, ils y ont en tout cas contribué. On retrouve la même opposition de tactiques quelques années plus tard dans les tensions au sein du P.O.B. et le débat autour des idées du "socialisme national" et de la "démocratie autoritaire". Pour De Man comme pour Spaak, qui en étaient les auteurs, ces notions n'exprimaient rien d'autre que la nécessité de renforcer l'action entreprise au gouvernement par des réformes de structures destinées à en accroître l'efficacité.

Une offensive pour la paix

Mais c'est dans le domaine des relations internationales que De Man fit le plus figure de contestataire contesté. Ce fut même là l'origine de sa contestation. La "rupture" de 1914, qui le poussa à s'engager volontairement dans l'armée belge et à se déclarer partisan "jusqu'au-boutiste" de la défaite du militarisme allemand, eut bien plus de retentissement sur sa conviction internationaliste que celle de 1926 n'en eut pour sa conception du socialisme ; Au delà du marxisme n'était pas au premier chef, comme on l'a cru trop souvent, une théorie néo-socialiste, mais avant tout le reflet critique d'une expérience vécue. L' "aura"

du combattant rallié à la cause nationale fit oublier le vrai moment de cette douloureuse conversion. Il en alla autrement quand De Man proclama sa solidarité avec la République de Weimar. Il ne fut certes pas le seul¹¹ à comprendre aussitôt le danger que représentait pour la paix si durement acquise une Allemagne vaincue et humiliée. Mais, à peu près seul de son avis dans son parti, il y fut faiblement défendu quand -- déjà -- la presse nationaliste belge l'accusa de trahison (Le XXe Siècle ; "Il travaille pour le roi de Prusse" fulminait La Nation Belge). Géant économique mais nain politique, la République de Weimar a péri de la conjonction d'un sentiment d'impuissance et de résignation dans le camp démocratique et, par réaction, d'un besoin de revanche nationaliste d'autant plus inquiétant qu'il se développait parallèlement à la crise du parlementarisme. La politique des vainqueurs (intransigeance française, repli américain, stratégie d'équilibre britannique) n'était assurément pas seule responsable des occasions alors perdues de prévenir l'avènement de Hitler. Il n'empêche que cette politique obéissait exclusivement à de froides considérations d'intérêts nationaux, dans lesquelles la sauvegarde de la démocratie n'avait pas sa place. La chute de la République de Weimar n'eut d'autre effet que d'amener les pays occidentaux à pratiquer envers Hitler une politique de concessions qu'ils avaient jugé impossible de consentir à la République.

L' "offensive de paix" entreprise par Henri de Man au lendemain de Munich (septembre 1938) consistait à mettre ce sursis à profit pour déclencher un processus de détente négociée, alors que les partisans de la "Realpolitik" (de gauche comme de droite) se persuadaient qu'il n'y avait désormais plus d'autre alternative que la guerre ou le déshonneur dont Churchill devait dire : "Nous avons choisi le déshonneur ; nous aurons la guerre". Là encore les apparences étaient contre De Man, mais les apparences seulement, car c'est en réalité après Munich qu'Anglais et Français passèrent sans transition et à contretemps de la reddition à la riposte automatique sans jamais avoir tenté une véritable négociation qui aurait pu leur épargner l'une et l'autre.

Inefficace parce que marginale, l'offensive de paix d'Henri de Man était malgré tout plus clairvoyante que le fatalisme avec lequel les démocraties donnaient sans contrepartie des gages aux entreprises de Hitler. A supposer que la négociation pour la paix -- et non pas seulement pour retarder la guerre -- fut vouée à l'échec, c'était une chance à courir d'autant plus résolument que cet échec aurait au moins eu l'avantage d'opérer clairement le partage des responsabilités. Au lieu de cela, la diplomatie occidentale s'enferma dans une position qui rendit la guerre inévitable lorsque l'Angleterre -- entraînant la France dans son sillage -- décida de ne plus rien céder à Hitler sous prétexte qu'il ne respectait pas sa parole. Et c'est vrai qu'il ne la respectait pas. Mais alors, pourquoi avoir précédemment refusé à l'Allemagne républicaine, qui offrait pourtant de bien meilleures garanties sur ce chapitre, d'envisager une révision des traités qu'on accorda de facto au dictateur?

En agissant ainsi à contretemps, la diplomatie occidentale commit successivement une double erreur : elle prétendit d'abord maintenir l'Allemagne de Weimar dans un état de subordination sans en avoir réellement les moyens politiques (volonté) et militaires (armée d'intervention). Ce qui ne prêtait pas à

conséquence aussi longtemps que l'Allemagne n'avait pas elle même les moyens de sa politique révisionniste, devait se révéler catastrophique dès que le régime national-socialiste -- né de cette dissymétrie -- les lui eût donnés.

Les Occidentaux commirent là leur deuxième erreur en croyant peut-être réparer la première : donner au monde et à Hitler l'impression que la révision des traités ne s'opérait que par abandons successifs d'un côté, démonstrations de force de l'autre, et cela avant même que le Führer -- lui-même abusé par ce laxisme -- ne passât la mesure de ce que n'importe quel homme d'Etat allemand, du temps de Weimar, aurait pu réclamer de bonne foi, c'est-à-dire jusqu'au rattachement des Sudètes y compris et l'occupation de Prague en mars 1939 non comprise. Voilà pourquoi, paradoxalement, mais juste conséquence de cette inconséquence, la "drôle de guerre" eût pour cause immédiate et pour prétexte la question de Danzig, la plus aisée à résoudre de toutes celles qu'on eût dû résoudre avant le recours aux armes.

On ne peut imaginer à première vue de politique plus contradictoire que celle qui consista, tout d'abord, à réviser avec Hitler le traité que l'on avait imposé à l'Allemagne démocratique de 1919, à accorder au dictateur ce que l'on avait refusé à la République, puis à considérer qu'il s'agissait de concessions faites par gain de paix à des agressions successives de Hitler. A moins que, loin d'être contradictoire, cette politique n'ait obéi à une tactique précise quoique difficilement avouable : cette révision des traités, que l'on savait au fond juste et inéluctable, mais que l'on ne voulut pas accorder à l'Allemagne tant qu'elle n'avait pas la force de l'exiger, ne l'aurait-on pas laissée plus ou moins délibérément à la portée d'un dictateur dont les méthodes et les excès la feraient apparaître comme une série d'agressions justifiant qu'on lui déclarât la guerre? C'est ainsi du moins que l'on peut donner un sens à "l'inconséquence" politique des Occidentaux.¹²

La défaite

Vint alors mai 1940 et la défaite. Voilà enfin, penseront ceux qui me suivent peut-être jusque-là, le moment charnière où le destin d'Henri de Man se scelle, où il cesse d'être crédible et où il bascule dans le défaitisme et la collaboration.

Son destin se scelle en effet, mais pas pour la raison qu'on avance en général : la secrète sympathie pour le national-socialisme que la victoire allemande l'aurait encouragé à proclamer imprudemment. Là se situerait la rupture finale dont je parlais tout à l'heure, qui s'explique pour les uns comme la négation de toute sa pensée, et pour les autres comme l'aboutissement d'une rupture antérieure -- les deux propositions s'annulant réciproquement. Or, s'il y a bel et bien eu une rupture, en 1926 (je préfère pour ma part dire 1914) comme en 1940, l'une et l'autre n'ont de sens que si on les comprend, non comme une trahison envers ce que De Man rejette, mais comme une fidélité envers ce qu'il sert. Je m'explique :

La "trahison" à l'égard du marxisme qui a suscité autant de commentaires que celle de 1940, n'est plus perçue comme telle aujourd'hui -- les non-marxistes ne l'ont évidemment jamais perçue comme telle -- parce que l'ensemble du mouvement socialiste a depuis lors déserté la voie de l'orthodoxie (on peut même affirmer que De Man, dans l'expression la plus radicale de sa critique, non seulement n'a pas imaginé l'ampleur que

prendrait ce reniement, mais s'est bien gardé de le préconiser). Il en va tout autrement de la "trahison de 1940" parce que, à l'inverse du marxisme, l'idée de démocratie est sortie renforcée des abus commis en son nom et des assauts portés par ses adversaires. On observera néanmoins que la rupture de 1940 n'est plus perçue aussi sévèrement qu'elle a pu l'être et le serait encore moins si l'on cessait de la confondre avec une adhésion au national-socialisme et à la liquidation de la démocratie. Elle traduisait la conviction que la guerre était une sanction d'une politique désastreuse des puissances démocratiques (et non des dictatures, car ce n'est pas d'elles que l'on attendait le salut de la démocratie), cette sanction était un fait accompli et qu'elle avait détruit les obstacles mis à la construction d'un monde plus juste.

"Mais faisons pour un instant l'effort de supposer, contre toute raison, que ces engrais barbares aient réveillé la vertu productrice d'un sol épuisé, admettons que, par ces voies de l'histoire qui sont peut-être impénétrables aux contemporains, le nazisme et le fascisme soient venus saccager la vieille terre de l'Europe pour que l'Humanité socialiste pût finalement s'en élever et fleurir. Alors, quelle réparation, quelle heureuse vengeance!"¹³ Cette phrase de Léon Blum -- écrite en prison en 1941, avant le procès de Riom -- ne donne pas pour autant raison à De Man, parce que Blum précisait bien que la "vague barbare" n'aurait d'effet que si elle reflue et si la victoire des Alliés venait délivrer l'humanité des convulsions du despotisme. Reconnaissons que la condition était nécessaire, mais qu'elle pouvait paraître irréalisable en 1940-41 et que si elle s'est finalement réalisée, elle n'a pas du tout été la condition suffisante du monde nouveau espéré par Blum, moins il est vrai à cause de la restauration de l'ordre ancien qu'à cause de l'ordre nouveau que l'un des vainqueurs étendit par les mêmes méthodes que Hitler à la moitié de l'Europe qui avait le plus souffert du nazisme.

L'extraordinaire bouleversement auquel nous assistons actuellement à l'Est semble démentir le propos, mais outre qu'il faut encore attendre pour en juger les résultats, le facteur "temps" aurait aussi eu son importance si c'est la prévision de De Man qui avait prévalu et non celle de Blum. Au surplus l'erreur de prévision ne doit en tout cas pas être confondue avec la faute morale (A. Dami).

C'est donc l'erreur de prévision qui scelle le sort de De Man en 1940. Que pouvait-il faire de plus simple pour se sauver lui-même, quitte à invoquer l'avenir du socialisme et de la Belgique démocratique, sinon abandonner la partie ou se retirer dans un prudent attentisme? Mais, orgueilleux, il fait confiance à son intelligence de la situation. Honnête, il proclame sa conviction. Sa principale faille est que le désastre ne le surprend pas ; il l'a prévu et pense qu'à quelque chose malheur est bon. Il est alors président du Parti ouvrier belge. Son devoir est d'affronter la tempête. Il est également proche du Roi et témoin muet de la rupture de Wynendaele qui oppose violemment le chef de l'Etat à ses ministres. Pour lui, cependant, pas de dilemme. Il n'y aurait eu dilemme que si le Roi lui avait dit : J'ai décidé de partir, la reine me suit, choisissez vous-même de m'accompagner ou de rester. L'éventualité aurait pu se produire, elle ne s'est pas produite. La question ne s'est donc pas posée. Certes, on peut supposer que De Man reste en Belgique, près du

Roi, parce qu'il ambitionne de jouer un rôle important. Quel rôle? Envisageons l'hypothèse la plus vraisemblable, le seul moment où il est tout près d'accéder au pouvoir qu'il est censé ambitionner : le 24 mai, avant même la rupture de Wynendaele, le Roi lui expose que la capitulation n'est plus qu'une question de jours et lui demande (comme il le fera encore le 26) s'il serait prêt à prendre la responsabilité politique de la capitulation, dans le cas où il n'y aurait plus de ministre en fonction pour le faire et où la situation l'exigerait. De Man accepte. La lettre à George VI rédigée dans la foulée explique les intentions du Roi : suivre le sort de l'armée et du peuple, agir contre les rigueurs de l'occupation, la menace du travail forcé et les difficultés du ravitaillement, empêcher que la Belgique soit obligée de s'associer à une action contre les pays qui l'ont secourue. L'attitude du Roi, en dépit de ses fluctuations, ne s'écartera pas de cette ligne de conduite. C'est à cela que De Man se rallie le 24 mai.

A ce moment, il n'a manifestement aucune intention que celle du Roi : obtenir pour la Belgique les meilleures conditions possibles. Et quand bien même il aurait alors nourri une quelconque arrière-pensée, cet hypothétique calcul aurait été réduit à néant dans les 48 heures. Que Léopold III se soit résolu de lui-même à se constituer prisonnier ou qu'il y ait été incité par l'avis des juristes que la nécessité d'obtenir le contreseing d'un ministre en fonction ne change rien au fait que, pour De Man comme pour les autres personnalités pressenties le 26 mai, l'éventualité d'un nouveau gouvernement fut définitivement écartée le 27 par le veto du gouvernement et l'exigence allemande de la capitulation sans conditions. Le rôle de "premier ministre in petto" (Stengers) qui lui était prétendument dévolu prit fin par la volonté même du gouvernement légitime et le respect que le Roi, nolens volens, attachait à la Constitution.

Après la capitulation et avec le nouveau statut du Roi, Henri de Man cessa d'exercer un quelconque rôle de conseiller politique. Contrairement à ce que prétendront les membres de l'entourage royal et les historiens léopoldistes, il continua néanmoins d'avoir des relations avec le Roi et de s'entretenir avec lui de l'évolution de la situation. Mais ces rapports restèrent strictement personnels. Preuve en est que la décision du Roi d'éluder l'entrevue proposée par Hitler le 31 mai, fut prise avec Van Overstraeten, le conseiller militaire, sans que De Man fût seulement consulté, lui qui, le premier, avait pressenti ce mouvement de Hitler et avait encouragé le Roi de s'y préparer. Bien plus, quand le Roi prit l'initiative de relancer Hitler en juin 1940 et quand il fit solliciter en octobre l'audience que Hitler lui accorda à Berchtesgaden le 16 novembre, De Man en ignore tout en n'apprenant la chose qu'après le coup.

Il n'en demeure pas moins que, jusqu'à l'été de 1940, De Man continua -- comme tant d'autres -- de nourrir l'espoir que la fin des opérations militaires sur le continent ouvrirait la perspective d'une libération du Roi. C'est ce qui reflète le **Programme du 19 juin (1940)**, rédigé à la demande du Roi, et le **Manifeste aux membres du P.O.B. (28 juin 1940)**, au moment où toute la Belgique officielle s'attendait ou même contribuait à la constitution prochaine d'un nouveau gouvernement. Mais, peut-être mieux informé que d'autres, il se contenta de suivre l'évolution de la situation, prêt cependant à toute éventualité, comme il l'avait été en mai. En juin et juillet 1940, ce ne fut pas Henri

de Man, mais les Tschoffen, Lippens, Dierckx, Servais et autres notables influents qui firent assaut d'arguments auprès du Roi pour l'inviter à agir et à mettre un terme à ce qu'ils considéraient comme une dangereuse abstention. De Man avait admis pour sa part, et ne s'en dédit plus, que toute action politique restait impossible aussi longtemps que le Roi ne serait pas libre d'agir et donc aussi longtemps que durerait l'occupation.

L'attitude d'Henri de Man

En mai 1940 le destin d'Henri de Man est par conséquent scellé. Mais perd-il sa crédibilité? Certainement pas pendant la première période de l'occupation, lorsqu'il rédige les textes que j'ai cités et reçoit de nombreuses marques d'approbation de militants restés en Belgique comme de ceux qui rentraient de l'exode massif de mai 1940, ou encore de personnalités qui, après la guerre, seraient à la pointe de l'opposition au Roi, comme le futur premier ministre Achille van Acker et Paul-Henri Spaak.¹⁴ Ce fut ce qu'on a appelé l'euphorie de l'été 1940, terme peut-être impropre mais qui caractérise bien l'agitation politique déclenchée par l'absence de gouvernement qui provoqua autour du Roi un tourbillon d'initiatives diverses visant à combler ce vide inquiétant, surtout pour les intérêts établis. La crédibilité de De Man ne commencera à s'effriter qu'après l'été 1940, suivant l'évolution de l'opinion qui, dans sa très large majorité, fut initialement favorable au Roi, à la reprise de l'activité économique, à la collaboration avec le vainqueur au sens très général et nullement péjoratif du terme. Cette courbe fut à son plus haut niveau en juin et juillet 1940, avant de commencer à décliner pour ne plus jamais se redresser, ce qui correspond à la conjugaison de deux facteurs : la prolongation sine die de la guerre alors qu'elle avait semblé sur le point de se terminer rapidement sur le continent, le durcissement de l'occupation qui fut le corollaire de cette prolongation. Henri de Man a-t-il basculé dans le défaitisme? Si l'on entend par défaitisme la reconnaissance de la victoire allemande, alors il fut défaitiste -- avec, de nouveau, la grande majorité de l'opinion, et cela jusqu'à la bataille d'Angleterre, premier échec de Hitler. Si l'on entend par défaitisme le refus de la résistance armée contre l'occupant, alors De Man fut défaitiste, en pleine conformité avec l'absence initiale d'une telle résistance et avec le droit de la guerre -- un droit sans doute dépassé par les événements mais qui n'en était pas moins une loi internationale. Si, en revanche, on entend par défaitisme le parti pris de la victoire finale de l'Allemagne, alors cela ne s'applique pas à De Man, hormis les quelques semaines de l'été 1940 durant lesquelles cette issue paraissait inéluctable même aux yeux de ceux qui ne l'acceptaient pas. Dès l'automne de 1940, il eut tendance à penser que l'issue de la guerre était imprévisible et donc indéterminée et que, s'il avait une préférence à formuler, il pencherait pour une paix de compromis, toujours selon sa ferme conviction qu'une paix écrasante, d'un côté ou de l'autre, ne résoudrait rien. De Man a-t-il basculé dans la collaboration? Contrairement à celui de résistance, le terme de collaboration est chargé d'une connotation ambiguë. Le partisan, franc-tireur ou résistant, est un terroriste aux yeux de l'occupant (sauf, depuis 1949, s'il

remplit les conditions permettant de le traiter comme un combattant régulier). Tandis que le collaborateur est appelé ainsi d'un côté comme l'autre. Or les formes de la collaboration sont multiples. Celle imputée à Henri de Man fut, pour résumer, "d'avoir, étant militaire, méchamment servi les desseins de l'ennemi". Deux actes lui ont été principalement reprochés : son manifeste de juin 1940 et la création du syndicat unifié de l'UTMI (Union des travailleurs manuels et intellectuels). Sur douze chefs d'accusation, deux seulement ne concernaient pas ces griefs.

Le texte du Manifeste contient bien des mots qui heurtent le bon sens, mais qui reflétaient alors une situation et un état d'esprit quasi général. Il n'en contient aucun qui signifiait la rupture du lien national ou une atteinte à la sécurité de l'Etat, sans lesquelles il n'y a pas trahison. Encore aurait-il fallu que ce mot fatal eût trouvé un début d'exécution.

La création de l'UTMI répond à cette condition. Création sans doute contestable parce qu'inopportune, elle n'en était pas moins une initiative belge, prise pour défendre des intérêts belges, dans le domaine du droit privé et du travail. Fallait-il défendre ces intérêts sous l'occupation? C'est demander s'il fallait travailler, produire, manger, vivre ou tout simplement survivre. Il fallait, dira-t-on peut-être, ne pas agir contre le gouvernement légitime et, à défaut de résister, ne pas aller au devant des désirs allemands. Le grief s'effondre de lui-même quand on sait que, à l'époque du Manifeste et des débuts de la tentative d'unification des syndicats, le gouvernement légitime était absent et avait délégué le pouvoir administratif à des secrétaires généraux qui organisaient la reprise des activités. Il offrit même sa démission au Roi. La résistance armée (la résistance morale, elle, n'ayant jamais quitté l'esprit d'un certain nombre d'hommes) n'existait pas. L'occupation était le statut légal de la Belgique, lequel était défini juridiquement par la quatrième convention internationale de La Haye.

Que les choses aient ensuite évolué, que l'occupant ait abusé de son pouvoir, que la collaboration soit devenue de plus en plus pro-allemande, que la résistance armée se soit affermie en compensant son illégalité par une légitimité morale grandissante et que le gouvernement se soit partiellement reconstitué sous la protection des Anglais après avoir voulu pactiser avec le vainqueur, tout cela ne change rien à la situation sous l'emprise de laquelle De Man a agi, avant de cesser progressivement d'agir dans la mesure même où elle se modifiait, et de se retirer finalement en Haute-Savoie, plutôt que de servir, méchamment ou non, les desseins de l'occupant.

On me dira sans doute que De Man, s'il ne s'est pas rendu coupable de trahison, n'en a pas pour autant reconnu ses erreurs -- ce qui n'est d'ailleurs pas tout à fait vrai -- et n'a rien fait pour les racheter. Au contraire, il persévéra dans une manière de penser qui témoigne de son opposition foncière au gouvernement et à la continuation de la lutte. C'est bien à cela que se réduisit en fin de compte l'accusation de 1946 : un conflit de personnes greffé sur un différent politique, dont fut appelé à juger un tribunal militaire dans le prolongement direct d'une guerre civile.

La restauration politique conduite après la Libération sous le couvert de la répression et de l'épuration signifiait le retour à un régime dont Henri de Man mais aussi le Roi avaient dénoncé les

errements et souhaité la fin. C'est cela que l'un et l'autre durent payer, coupables qu'ils étaient en somme de ne pas avoir renié en temps utile leur attitude de 1940.

Là est sans doute l'essentiel, mais non pas toute l'histoire. Je n'évoque que pour mémoire les innombrables démarches faites par Henri de Man sous l'occupation pour tenter d'alléger le sort des prisonniers et des civils, avec pour toute récompense quantité d'allégations mensongères sur ses rapports réels avec les Allemands et un nombre de signes de reconnaissance inversement proportionnel au nombre des démarches.

Ce qui me paraît plus important et plus décisif dans un procès politique tel que celui-ci, c'est l'affrontement nécessairement inégal et proprement léonin entre la raison d'un seul et la raison d'Etat. L'Etat qui juge est tout à la fois juge et parti ; il impose sa vision des choses comme critère de la conformité.

L'individu n'est libre de se défendre qu'à l'intérieur d'étroites limites. Il n'a pas le droit de les discuter, ni d'invoquer sa propre vision des choses ou même de rappeler à ses accusateurs la fragilité de ce qu'ils tiennent pour incontestable.

Le pire est cependant atteint non pas parce qu'une nouvelle légitimité se substitue à l'ancienne, mais lorsque cette nouvelle légitimité entend juger des actes commis sous l'empire d'une autre, prenant en quelque sorte l'individu comme otage de la légitimité disparue.¹⁵

Le voile idéologique jeté sur la véritable nature de la crise européenne et sur les responsabilités de la guerre fut d'autant plus épais que la raison d'Etat se devait de racheter ses fluctuations en donnant libre cours à la juste réprobation de la folie hitlérienne.¹⁶ Mais l'historien, lui, est à la recherche d'explications, non de justifications. Il est trop facile de s'indigner de l'intention et de la volonté d'adaptation dont Henri de Man fit preuve en 1940 lorsque, parallèlement, on néglige, escamote ou falsifie le contexte historique, politique et humain qui, sans les justifier, explique cette intention et cette volonté. Il est trop facile d'accuser un homme de trahison alors que son tort principal devant l'histoire aura été le refus d'être dupe deux fois des mêmes illusions, d'avoir été non pas infidèle mais trop constant dans la dénonciation des erreurs qui ont entraîné le plus absurde et le plus inutile des holocaustes -- dont jamais, au demeurant, aucun des responsables non allemands, homme d'Etat ou Etat tout court, ni fut amené à rendre le moindre compte.

Illustrant la dualité que existe entre l'histoire qui se fait et l'histoire qui s'écrit, Churchill a eu cette phrase terrible : "Il n'y eut jamais de guerre plus facile à arrêter que celle qui vient de détruire ce qui restait du monde après la précédente. La tragédie humaine touche à son apogée dans le fait qu'après tous les efforts et les sacrifices de centaines de millions d'individus et les victoires de la cause juste, nous n'avons toujours pas trouvé la paix et la sécurité, et que nous sommes menacés par des périls plus graves encore que ceux que nous avons surmontés."¹⁷

Les relations entre Léopold III et Henri de Man

Les relations plus ou moins suivies mais constantes que le Roi entretenait avec Henri de Man dès son avènement jusqu'à l'automne de 1941 ont suscité, en gros, deux types de réactions. Il y eut

celles de l'entourage et des léopoldistes qui les ont systématiquement réduites à l'ambition tortueuse d'un homme avide de pouvoir et se réclamant faussement de l'approbation du Roi. Et il y eut celles des "antiléopoldistes" qui furent tentés, au contraire, d'en exagérer l'importance et d'en tirer argument contre le Roi. On peut en déduire que la vérité se situe entre ces deux extrêmes et affirmer que la version d'Henri de Man s'en rapproche beaucoup. Son principal défaut est d'être unilatérale, puisque aussi bien on ne sait pas ce que le Roi en pensait. Le témoignage paraît néanmoins solide. Il ne fait guère de doute que De Man a exercé sur le Roi une certaine influence intellectuelle et morale, un peu à la manière d'un frère aîné, d'un ami ou d'un homme de confiance, sans que l'on puisse en conclure que cette influence soit allée au-delà de ce que le Roi demandait et attendait. Inversement, le Roi incarnait pour De Man le pivot du système constitutionnel, le garant de l'unité du pays et la seule autorité incontestable du régime.

Plus essentielle est la question de la portée politique de ces relations. A mon sens, on doit écarter la thèse du "machiavélisme" du Roi qui aurait cherché auprès de De Man un "premier ministre" sur mesure pour mener une "politique personnelle" ou, inversement, la thèse du "machiavélisme" de De Man qui aurait manœuvré le souverain pour satisfaire sa soif de pouvoir. Chacun de leur côté, ils ont certes rêvé d'une réforme profonde des institutions qui renforcerait l'unité du pays et en atténuerait les inégalités sociales, et sans doute se sont-ils rencontrés largement dans ces "day dreams". Mais chacun de leur côté, ils sont restés à leur place respective -- le Roi dans celle qu'il tenait de la tradition dynastique et de la Constitution, De Man dans celle du serviteur intelligent et fidèle. Qu'ils n'en soient jamais sortis est peut-être ce qui a dérouté le plus leurs adversaires et ce qui explique la faiblesse des réquisitoires prononcés contre eux. Qu'il y ait eu des ombres au tableau, des intentions avortées et des ambiguïtés ne change rien à ce constat. S'il en avait été autrement, je ne crois pas que le Roi aurait jugé opportun, quatre ans avant sa mort, de sortir de son silence à l'occasion d'un article paru dans la revue "Res Publica" sur ses relations avec Henri de Man, pour dire qu'il n'avait jamais douté de ses "sentiments hautement patriotiques" ni de son profond attachement à la dynastie.¹⁸

Conclusion

Mais l'on peut tirer une conclusion plus large de cette singulière relation, que je vois comme se composant de trois sortes de rapports ou degrés d'interprétation :

1. Un premier degré, immédiatement perceptible, celui des relations proprement dites -- rapports de fonction ou rapports privés, entourés de sentiments d'estime et d'affection réciproques, avec les nuances, les réserves et les variations qu'on y perçoit. C'est le domaine de l'événementiel et de l'anecdotique.

2. Un deuxième degré, qui est celui des motivations dont l'analyse est plus aléatoire, mais où l'on peut voir, très schématiquement, une version moderne de "l'alliance du roi et du philosophe", une convergence d'intérêts entre celui qui détient le pouvoir (au demeurant très relatif) et celui qui détient le savoir (encore plus relatif). Sur un mode plus ironique (qui n'a pas échappé à De Man), on pourrait aussi évoquer la fable du roi

et du berger.

3. Un troisième degré, enfin, découlant des deux premiers, celui de l'aboutissement malheureux, du parallélisme des destins -- l'abdication pour l'un, la condamnation pour l'autre, et l'exil pour les deux.

Léopold III et Henri de Man n'ont pas été exempts de faiblesses ; ils ont commis des erreurs, tout comme leurs adversaires. Mais, à la différence de ceux-ci, ils ont eu l'orgueil de croire qu'ils pouvaient avoir raison seuls contre tout le monde, contre les Allemands et surtout malgré l'issue de la guerre et l'évolution de l'opinion. Ils ont péché par présomption, et l'on ne pardonne pas la présomption quand elle échoue.

Cependant, si l'accusation de félonie -- contre l'un, de trahison contre autre, ne résiste pas à l'examen, le mythe perdure à travers une histoire qui a beau se piquer de rationalité et d'objectivité : elle montre que les hommes ont encore et toujours besoin pour se réconcilier de boucs émissaires.

C'est ce que René Girard appelle "le mécanisme sacrificiel" ou "victimaire", la violence collective contre des victimes arbitraires dont la mort ou l'expulsion libère la communauté de son désarroi. Mais la victime est-elle vraiment arbitraire?

"Comment, écrit-il, ne croirait-on pas que cette victime a réellement commis les crimes dont on l'accuse puisqu'il a suffi de la tuer pour ramener l'ordre et la paix?"

Pourtant, dès que l'on prend conscience de l'arbitraire de la victime, le mécanisme est percé à jour et cesse de produire l'unanimité réconciliatrice. Il n'y a plus de retour en arrière.

"L'humanité entière, dit encore René Girard, se trouve déjà confrontée à un dilemme inéluctable : il faut que les hommes se réconcilient sans intermédiaires sacrificiels ou qu'ils se résignent à l'extinction prochaine de l'humanité".¹⁹

L'élimination de Léopold III et d'Henri de Man après le cataclysme de la seconde guerre mondiale était dans l'ordre des choses, mais un ordre de choses qui ne se situait déjà plus tout entier dans le premier terme de l'alternative si bien vue par René Girard et d'autres auteurs, dont Henri de Man lui-même qui, l'un des premiers, parla de l'engrenage de la peur, de la haine et de la guerre, et l'illustra par l'image de la spirale qui s'enroule toujours plus vite sur elle-même, jusqu'au point de dénouement de la catastrophe, qui se produira fatalement si l'on ne parvient pas à briser la spirale -- à se réconcilier sans victimes arbitraires.

Notes

1. M. Brélaz, **Léopold III et Henri de Man**, Genève, Editions des Antipodes, 1988, 340 p.

H. de Man, **Le "Dossier Léopold II" et autres documents sur la période de la seconde guerre mondiale**, Genève, Editions des Antipodes, 1989, 455 p.

2. Pour ce qui est de la situation et de l'attitude de Léopold III dont il sera peu question ci-après, voir mon article "Léopold III : naissance et mort d'une légende" paru dans le numéro 14 de ce Bulletin (mai 1987), p. 93-100.

3. Sur l'oeuvre d'Henri de Man, *Revue européenne des sciences sociales*, tome XII, n° 31, Genève, Librairie Droz, 1974, p. 7

4. M. Brélaz, **Henri de Man. Une autre idée du socialisme**. Genève,

Editions des Antipodes, 1985, 814 p.

5. Z. Sternhell, **Ni droite ni gauche**. L'idéologie fasciste en France. Paris, Seuil, 1983, 412 p.
6. R. Poulet, "Le secret de Léopold III. Un roi fasciste", Rivarol (Paris), 7.4.1989. L'auteur est décédé le 6 octobre 1989 à l'âge de 96 ans.
7. K. Kautsky, "De Man als Lehrer", Die Gesellschaft (Berlin), janvier 1927, p. 71
8. Il est d'ailleurs inexact de prêter cette position minimaliste à tous les participants du colloque de Genève. Le point de vue "marxiste" y fut défendu notamment par G. Desolre avec d'autant plus de pertinence qu'il ne se noyait pas, comme chez Sternhell, dans le vaste amalgame du "matérialisme et ses sous-produits". Cf. Sur l'oeuvre d'Henri de Man, Revue européenne des sciences sociales, tome XII, n° 31, Genève, Librairie Droz, 1974, p. 35 et s.
9. H. de Man, **L'Idée socialiste**, Genève, Presses Universitaires Romandes, 1975, p. 338
10. J. Touchard, **La Gauche en France depuis 1900**, Paris, Seuil, 1977, 383 p. : p. 185
11. Pour ne citer que lui, J.M. Keynes dressa alors un vigoureux réquisitoire contre les réparations, bien avant d'acquérir la célébrité en prenant d'assaut la forteresse du capitalisme libéral : "Il y a peu de faits dans l'histoire que la postérité aura moins de motifs à pardonner ; une guerre avait été faite ostensiblement pour défendre la sainteté des engagements internationaux, et voilà qu'elle se terminait par la violation du plus sacré de ces engagements, par les champions victorieux de ces idéals." **Les Conséquences économiques de la paix**, Paris, Ed. de la Nouvelle Revue Française, 1920, 237 p. : p. 122. La critique de Keynes était cependant fondée exclusivement sur les réalités économiques.
12. Mais on peut aussi soutenir que les dirigeants de l'époque furent systématiquement inférieurs à leur tâche. Nombre d'historiens adoptent cette explication, en même temps qu'ils voient en Hitler un conquérant servi par son absence de scrupules, son audace et, au moins jusqu'en 1940, sa chance. Le sort de l'Europe entre les deux guerres se serait en somme joué avec des dés pipés et, à ce jeu, les démocraties étaient forcément perdantes. C'est à mon sens la meilleure façon de ne rien comprendre à ces événements. Au lecteur soucieux de lire au moins une fois une explication historique différente, je signale A.J.P. Aylor, **The Origins of the second world war**, Harmondsworth, Penguin Books, 1967 (1961), 357 p. (il en existe une traduction française) et, malheureusement introuvable, Aldo Dami, **Dernier des Gilebins. Réflexions hétérodoxes sur la politique**, Genève, Ed. Connaître, 1960, 188 p., auteur dont la supériorité sur beaucoup d'historiens est d'avoir été... géographe ! Les politologues, experts en matière de théorie des jeux et des conflits, devraient être eux aussi à même d'apporter à l'histoire des correctifs intéressants. J'ignore ce qu'il en est, mais dois constater, par exemple, que Raymond Aron, dans un ouvrage de stratégie politique de 800 pages par ailleurs fort enrichissantes, règle le problème posé par le statut de Versailles en une parenthèse et une note de bas de page, lorsqu'il écrit : "La rationalité commandait une défense active, appuyée par la menace d'actions militaires", suit la parenthèse : "(à moins d'une franche

- tentative pour apaiser l'Allemagne de Weimar en lui donnant satisfaction)"; et la note de bas de page : "1. Cette possibilité théorique n'existait plus après l'avènement de Hitler" (Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 p. : p. 54).
13. L. Blum, *A l'Echelle humaine*, Lausanne, Mermod, 1945, 229 p. : p. 224
 14. M. Brélaz, *Léopold III et Henri de Man*, p. 186-7
 15. "Comme la légitimité d'un tribunal ne se fonde jamais en nature mais sur un pouvoir social, quel que soit celui-ci, un traître n'est jamais tel par essence (...). Le discours de l'accusation (...) est nécessairement inscrit dans un contexte déterminé, politique, historique et juridique. (...) Ainsi, selon l'état du régime politique, ce qui est ici résistance, marginalité ou dissidence tolérées peut devenir ailleurs acte de déloyauté et de trahison, soumis en tant que tel à des sanctions juridiques." *De la trahison*, Paris, Seuil, revue "Le Genre humain", février 1988, p. 10. Le pire auquel je fais allusion ne vise pas cette relativité temporelle des régimes qui se succèdent, comme ici, à intervalle rapproché.
 16. Je l'ai dit plus haut : En tant qu'homme politique Hitler n'était pas plus fou qu'un autre. Ses erreurs, qui furent grandes et nombreuses, étaient à la mesure de ses succès. Le drame de l'Allemagne fut que les succès précédèrent tous les erreurs. Par "folie hitlérienne", il faut entendre seulement la "justification idéologique" dont sa politique n'avait nul besoin, et sa tragique application raciste, qui ne joua au demeurant aucun rôle dans la volonté des Alliés d'abattre le IIIe Reich. Cf. à ce sujet la préface de A.J.P. Taylor "Second Thoughts" : *The Origins of the second world war*, op. cit. note 12.
 17. W. Churchill, *The Second World War*. Vol. 12 : *Triumph and Tragedy*, Londres, Cassell, 1965, 2e éd., 305 p. : préface
 18. M. Brélaz, *Léopold III et Henri de Man*, p. 309
 19. R. Girard, *Des Choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Grasset, 1978, p. 59, 160

Hendrik de Man (1885-1953) is, tussen de twee wereldoorlogen, een van de zeer weinigen geweest die baanbrekend werk hebben verricht in de socialistische theorie en daardoor ook, gedeeltelijk indirect, voor de socialistische praktijk. Wie daaraan nog mocht twijfelen, kan terecht in het lijvige boek van Michel Brélaz, Henri de Man. Une autre Idée du Socialisme¹. Wanneer je deze turf in handen neemt en constateert dat de bibliografie 1211 nummers omvat, weet je terstond dat hier een standaardwerk voor je ligt. Een analyse? Niet geheel. Wel een bijzonder vlijtige, bijna uitputtende behandeling van al wat De Man voor de Tweede Wereldoorlog heeft geschreven en gedaan.

Nieuw zicht op zijn betekenis voor de arbeidersbeweging
'Geschreven' en 'gedaan' : beide hoorden voor hem samen, want het zou onjuist zijn, in hem een kamergeleerde te zien of een salonsocialist. Integendeel, wat hij voor ogen had, was altijd een innerlijke vernieuwing van de arbeidersbeweging. Met name zijn kritiek op bepaalde elementen bij Marx komen allerm minst neer op de zoveelste 'weerlegging' : ze gaat uit van de vaststelling dat een dogma-geworden marxisme tot verlamming van het socialistische elan heeft geleid. Wil de beweging weer vlot komen, dan moet er een uitzuivering plaats vinden in het door Marx en Engels ontworpen historische perspectief, de wijsgerige fundamenteen ervan en de strategische consequenties. De Mans beeldenstorm heeft niets te maken met het traditionele, burgerlijke 'antimarxisme'.

Laat ik enkele thema's noemen die het denken en de actie van deze man hebben bepaald. We moeten dan tot de slotsom komen dat hij eigenlijk altijd gelijk heeft gehad -- althans voortdurend de werkelijke problemen bij de kop heeft gepakt. Hier volgt een lijstje.

Allereerst de permanente, actieve belangstelling voor de arbeiders-ontwikkeling. Het was voor De Man een fundamentele ervaring, te merken dat de marxistische 'cursussen' (zoals hij er voor 1914 veel gegeven heeft) niet het resultaat hadden dat men ervan verwachtte. De deelnemende arbeiders werden nauwelijks bewuster van hun 'historisch-revolutionaire taak'. Bij navraag bleek altijd weer dat ze weinig van het gehoorde konden navertellen. Het was over hun hoofden heengegaan. Dus, stelde hij : stelselmatig ontwikkelingswerk.

Dan : de erkenning van het nationale feit, zoals het tenminste na 1914 evident had moeten zijn. Toch bleef de socialistische beweging grotendeels hangen aan de beroemde zin uit het Communistische Manifest : 'De arbeiders hebben geen vaderland, men kan hun niet ontnemen wat ze niet bezitten.' Misschien was dat waar geweest in 1848, zeventig jaar later was het zeker onjuist.

Vervolgens : de industriearbeiders in de Verenigde Staten voelden niets voor socialisme. Waarom zij niet en de Europese proletariërs wél? Anders gezegd : wat zijn de mentale en morele drijfkrachten van het socialisme? In hoeverre zijn die economisch

bepaald? In hoeverre wortelen ze in oude idealen van gerechtigheid? En zijn deze laatste niet goeddeels van christelijke oorsprong?

Ten slotte : welke wegen leiden naar het socialisme (hoe men dat ook moet verstaan)? Revolutie, zoals in oktober 1917, toen de communisten in Rusland de absolute macht aan zich trokken? Reformisme? Maar werd het in de jaren 30 niet duidelijk dat de traditionele hervormingsbeweging was doodgelopen en dat de wereldcrisis nog verergerde? Zo ontstond het 'planisme', dat in België en Nederland het officiële partijprogramma werd, maar voorlopig zonder weerklank bleef buiten de eigen rangen. Het lijstje zou nog uit te breiden zijn, maar uit deze vier punten ziet men al hoezeer De Man de 'goede' vragen stelde, meer nog, hoezeer hij de richting aangaf die het socialisme na 1945 is gegaan. Wie bij voorbeeld het beginselprogramma van de Nederlandse Partij van de Arbeid bekijkt of het Godesberger Programm van de SPD in de Bondsrepubliek, zal daar heel wat in aantreffen dat direct of indirect uit De Man is voortgekomen.

Toch heeft De Man, tijdens zijn leven en postuum, weinig dank geoogst. Zeker, de zware hypotheek die op hem rust, begint langzamerhand afgelost te raken. De publikatie van zijn voornaamste werken, tussen 1974 en 1976 in Antwerpen en Amsterdam uitgegeven bij Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, heeft menigeen aan het denken gezet. Toen onlangs in het Museum van het Vlaamse Cultuurleven een De Man-tentoonstelling werd gehouden, kon de socialistische burgemeester van Antwerpen er getuigen van de positieve invloed die van De Man was uitgegaan. De 'Association pour l'Etude de l'Oeuvre d'Henri de Man', waarvan Michel Brélaz, de auteur van het boven genoemde boek, secretaris-generaal is, heeft in de loop der jaren allerlei studiemateriaal gepubliceerd en ook onuitgegeven teksten van De Man zelf openbaar gemaakt. Met name in november 1985, een eeuw na De Mans geboorte, verscheen een 13de cahier van extra omvang (218 pp. groot formaat), vol interessante beschouwingen en vooral veel 'inédits' uit de verschillende fasen van zijn denken en leven.

Zijn houding bij het begin van de bezetting

Volkomen wordt het 'eerherstel' echter nooit, zolang men geen menselijk aanvaardbare verklaring vindt voor wat bij het begin van de Duitse bezetting is gebeurd. Toen namelijk heeft De Man, als voorzitter van de Belgische Werklieden Partij (BWP), deze ontbonden en de bevolking opgeroepen zich te organiseren in een front van nationale solidariteit rond koning Leopold III. Een eenheidsvakbeweging, de Syndicale Unie van Belgische Arbeiders, werd in het leven geroepen. Ze bedoelde a-politiek en a-ideologisch te zijn en kreeg aanvankelijk steun van heel wat functionarissen, zowel uit de socialistische als uit de christelijke bonden. Dit alles, onvermijdelijk, onder Duits toezicht. Daarbij moet wel worden aangestipt dat, anders dan in Nederland, de bezetting in België werd uitgeoefend door militairen die veelal onverschillig of zelfs afwijzend stonden tegenover het Nationaal-Socialisme. De marge van reële mogelijkheden was of scheen althans breder dan in het Noorden. Deze dingen hebben zich afgespeeld in een periode waarin men geen sympathisant van het fascisme hoefde te zijn om te geloven dat Duitsland de oorlog reeds gewonnen had. Daar kwam bij, dat de Belgische koning niet naar Londen was gegaan -- koningin Wilhelmina deed dat wel -- en men dus kon leven in de illusie

dat, hoe de strijd verder ook zou verlopen, België toen in een positie van 'staakt het vuren' verkeerde. Die gedachte werd trouwens door de bezetter krachtig gepropageerd : 'Thans, nu de oorlog voor u afgelopen is...' De idee van bondgenootschappelijke trouw, ook na de militaire capitulatie, vond in het begin nauwelijks weerklank. Deze feiten en de psychologie die eruit voortkwam, moet men voor ogen houden als men, zonder daarom zijn beoordeling van de situatie en zijn actie juist te vinden, rechtvaardig wil oordelen over De Mans houding in die maanden. Ze verklaren wellicht ook het feit dat veel van zijn ondernemingen, waarvoor hij historisch de verantwoordelijkheid draagt, destijds door niet weinigen met instemming werden begroet, ook door socialisten, die hem later als 'verrader' hebben gebrandmerkt. Velen hebben hem toen ook om persoonlijke diensten gevraagd met het argument dat hij zo vaak bij de Duitsers over de vloer kwam..., terwijl ze zich na de oorlog erop lieten voorstaan dat zij nooit contact met de bezetter hadden gewild! De bitterheid van De Man daaromtrent heb ik kunnen constateren, toen ik hem, niet lang voor zijn dood, in Zwitserland bezocht. Karaktervastheid bleek niet iedereen gegeven².

Niettemin, hiermee hebben wij geen bevredigende verklaring voor wat De Man in 1940-41 heeft gemeend te moeten doen. Zeker, zijn persoonlijke verhouding met de koning verklaart veel. Ook zijn bewustzijn, opnieuw 'tegen de stroom' te roeien -- dat was hem, ondanks enkele successen, al zo dikwijls gebeurd. Misschien ook speelde de verwachting mee dat hij, die zo dikwijls marginaal was geweest in zijn actie, nu eindelijk de kans van zijn leven kreeg. Moest hij niet de man zijn die uitsprak wat zovelen dachten, maar te voorzichtig waren om het te zeggen en a fortiori te doen? Hoe dan ook, hij heeft 'zijn nek ver uitgestoken' toen hij het manifest wereldkundig maakte waarin hij de ontbinding van de BWP aankondigde. Daarin staan namelijk enkele dingen die later telkens weer zouden worden aangehaald om het 'schuldig' over hem uit te spreken. Ondermeer : 'Verre van een ramp te zijn, is deze ineensstorting van een vermoldde wereld voor de werkende klassen en voor het socialisme een verlossing.'

De vraag die gesteld blijft, is deze : Hoe kon juist iemand als Hendrik de Man een dergelijke analyse leveren van de toen geboden kansen? Maar voordat wij daarop ingaan, moet nog één feit worden vastgelegd, namelijk dat hij al heel gauw tot het bewustzijn gekomen is dat hij zich in de ruimte die door de omstandigheden geschapen was had vergist. In Gegen den Strom, de Duitse versie van zijn deels herwerkte gedenkschriften (1953), laat hij daarover geen twijfel bestaan : 'Schon im Spätsommer 1940 hatte ich das Gefühl, auf verlorenem Posten zu kämpfen. Dass ich diesen Kampf nicht früher aufgab lag daran, dass ich es für meine Pflicht hielt, auszuharren, so lang der Beweis der völligen Aussichtslosigkeit nicht erbracht war. Es war gewiss nicht das erste Mal, dass ich gegen eine erdrückende Uebermacht kämpfte ; dabei hatte ich jedoch nie eine so resignierte, um nicht zu sagen trostlose Grundstimmung gekannt'³.

De Man was waarschijnlijk een slecht mensenkenner, zoals Piet Vermeylen hem verwijt in zijn memoires, Een gulzig leven⁴, maar hij was wel een scrupuleus idealist. Men kan er zeker van zijn dat hij er lang voor huiverde, mensen in de steek te laten die in vertrouwen op hem de eenheidsactie hadden aangepakt.

Hoe is hij ertoe gekomen?

Hoe dan is De Man ertoe gekomen, te geloven dat er met de bezetting wel te praten viel? Zeker niet, zoals soms is geïnsinueerd, omdat hij als midden-vijftiger niet meer volledig zichzelf zou zijn geweest. De latere jaren bewijzen het tegendeel. Zijn studie over de niet-Franse troepen onder Napoleon⁵ en vooral zijn prachtige boek over Jacques Coeur van 1950 (om de Anglerfreuden. Erlebnisse eines Sportfischers in Europa und Amerika, van 1952, terzijde te laten), zijn de vrucht van een levendig gebleven intellect en een indringend historisch vermogen. Wat was er dan wél aan de hand?

Aanleiding tot De Mans finale keuze was de capitulatie van Frankrijk en de Beneluxlanden. Een militair feit dat meer dan louter militaire oorzaken had. Zeker, er was hier en daar met overtuiging gevochten, maar in veel sectoren heerste een gebrek aan zelfvertrouwen en offerbereidheid, dat vooral de oudstrijders van 1914-18 getroffen heeft. Vooral in het Franse leger had men ook te maken met een falen van de opperleiding. Het 'establishment' had zich gemakzuchtig verscholen achter de Maginot-linie, die technisch een aanfluiting was en psychologisch een zoethoudertje. Toen ik in februari 1940 De Man ontmoette, vertelde hij me over zijn enquête in de oorlogvoerende landen. 'De Duitsers', rapporteerde hij, 'geloven in hun overwinning en daarom zullen ze die behalen. De Fransen wachten maar een beetje af' (of woorden van die strekking). Mentale capitulatie dus op voorhand, als symptoom van een 'ancien régime' dat spankracht miste. Daartegenover : nazi-Duitsland. Het had al korte metten gemaakt met de 'Westerse democratieën' (Engeland, dacht De Man, zou wel bijdraaien zolang het nog troeven in handen had). Dat schiep de nieuwe historische situatie waarin wij voorlopig te leven en te werken hadden.

Maar als men al zo ver is in zijn denken, trekt men al spoedig verdere consequenties. Wanneer we voor een nieuwe realiteit staan, moeten we nagaan of ze misschien ook voordelen heeft -- teneinde vanuit dat perspectief een marsroute uit te stippelen. Aldus ligt de sleutel tot zijn (kortstondige) collaboratie in een passage van zijn dagboek uit die dagen : 'Hitler vertegenwoordigt een soort elementaire of demonische kracht, die een vermoedelijk nodig geworden venielingsarbeid verricht'. Ziedaar de persoonlijke verwoording van wat het Manifest politiek trachtte te zeggen.

Ligt hierin bij de filosoof De Man een stuk hegeliaanse geschiedenisfilosofie : 'Die Weltgeschichte ist das Weltgericht'? Waarschijnlijk wel. Iets ook dat verwantschap vertoont met Toynbees 'challenge and response'. Een uitdaging waarop geen adequaat antwoord komt, veroordeelt de niet-antwoordende tot de dood door ineensstorting. Deze laatste was nu 'een feit' geworden, en het had geen zin daarover te blijven treuren. Intussen, toen de late Romeinen geen passend antwoord vonden voor hun problemen en de 'barbaren' dus de kans kregen het Rijk te verwoesten, betekende dat nog niet dat de rauwe overwinnaars de capaciteit in zich droegen iets nieuws te scheppen. Zou het met de nationaal-socialisten evenzo gaan? Misschien, dacht De Man, maar misschien (hopelijk?) ook niet. Twee doelstellingen had de mensheid nu te verwezenlijken. Het democratisch socialisme had nationaal en internationaal gefaald en dus kreeg Duitsland een reële kans. Op de laatste bladzijde van zijn in 1941 verschenen Herinneringen (De Sikkels, Antwerpen/Van Loghum Slaterus, Arnhem)

spreekt hij zijn verwachtingen van toen uit (of waren ze al ietwat voorbij?) : 'Misschien zal ik twee dingen zien gebeuren die mij nog onlangs verder verwijderd schenen dan voor vijf en dertig : de Europeesche eenheid en de socialistische orde' (p. 265).

Europese eenheid en socialistische orde

Die uitspraak is kenschetsend. Hij had vastgesteld dat zijn socialistische voorstellen (het Plan van de Arbeid) de mist waren ingegaan, zowel door kapitalistische tegenstand als door de politieke zwakheid van het parlementaire regeringsstelsel. Effectief regeerbeleid was praktisch gefnuikt, telkens weer. Zeker, hijzelf was als minister betrekkelijk succesvol geweest, maar van het oorspronkelijke, ambitieuze program was weinig terechtgekomen. Het 'Front van de Arbeid' had zich niet verwezenlijkt doordat de christelijke vakbeweging geweigerd had eraan mee te doen. Geen sprake was er geweest van een sterke meerderheid in de bevolking, die de basis had moeten zijn van een doortastend kabinet. Ook dat was een historisch 'Gericht'. En nu kwam Duitsland dan. De kapitalisten waren er (anders dan in fascistisch Italië) tot redelijke grenzen van hun macht gereduceerd. De economie was door de staat in handen genomen en aan 'plan-beleid' was geen gebrek. Natuurlijk was het doel van dit 'dirigisme' : oorlogsvoorbereiding. Niettemin, de nazi-economie was een 'geleide' economie.

En dus socialistisch? Voor zover men het socialistische karakter van een regime afmeet naar de mate van de staatsbemoeiing, moest men zeggen : ja. Zeker, daarvoor was een hoge prijs betaald : de vrijheid werd in Duitsland geknecht en de gevoerde politiek had een agressief karakter. De Man wist dat intellectueel en had het kort geleden zelf nog duidelijk gezegd. Toch besloot hij samen te werken met een ideologie die zijn eigen boeken had verbrand. Socialistische trekken in het nazisme waren er inderdaad, en De Man heeft op die kaart gespeeld. De reële context liet hij maar liever niet meespreken. Evenmin liet hij zich weerhouden door het nationalistische grondkarakter van de Hitlerbeweging. Wel had hij dat gezien. In het algemeen kan men zelfs zeggen dat hij tot de weinige socialisten heeft behoord die iets begrepen van fascisme of nazisme in hun wezen. Hij althans had beseft dat die twee iets anders waren dan 'een pretorianen-garde rondom de brandkast', zoals het vulgair-marxisme zei. Hij had scherper gekeken en het nazi-imperialisme was hem dus evenmin ontgaan als het totalitaire karakter in deze dictatuur van een nieuw type. Maar hoe heeft hij die in 1945 een boek zou publiceren Au-delà du Nationalisme, toch met dit super-nationalisme kunnen pakteren?

Stellig, hij meende, zoals gezegd, dat in 1940 de teerling geworpen was, en je je plicht moest doen binnen het kader van wat 'nu eenmaal' door de geschiedenis (supreme rechter?) gegeven werd. Bovendien, de traditionele nationale grenzen waren in het bezette Europa opgeruimd en dat althans was winst. Curieus : de eerste politieke figuur die als bewindsman de term 'Europäische Wirtschafts Gemeinschaft' in de mond genomen heeft, was geen ander dan Hitlers minister van buitenlandse handel, dr. Funk (in de wandeling 'Rundfunk' genoemd)! In die omstandigheden moest men met het verkregene werken, want de eenwording was een objectieve historische noodzakelijkheid. Dat proces had kunnen plaatsgrijpen via overleg en conferenties, zoals de Paneuropa-beweging van Graaf Coudenhove-Kalergi gewild had. In 1929 had Aristide Briand

een voorstel in die richting gedaan. Er was niets uit gekomen. Blijkbaar kon Europa dus alleen worden geïntegreerd door overmacht van een hegemonist. Men zou het liever anders hebben gezien, maar zo lagen de zaken nu eenmaal. Tenslotte, ja, Hitlers Europa was 'verenigd'. Men moest trachten, binnen de plurinationale, door Duitsland gedomineerde entiteit, de eigen nationale en regionale specificiteiten te handhaven. Een klein-nationaal verzet daarentegen had historisch alle rechtvaardiging verloren. Zo dachten velen. Zo dacht De Man.

Vooral socialisten dachten zo, juist omdat ze socialist waren! Bij voorbeeld Marcel Déat, die 'chef' werd van de principieel collaborerende Mouvement National Révolutionnaire (MNR) nadat hij eerst de 'dauphin' van Léon Blum was geweest in de socialistische partij (SFIO). Déat was een van de beste denkers binnen het zogenaamde 'néo-socialisme', en als men vandaag de redevoering herleest die hij in juli 1933 hield op het scheurings-congres te Montrouge⁶, dan blijkt daaruit een uitzonderlijk scherpe kijk op de interne zwakte van het Franse socialisme, met zijn halfzachte marxistische, zijn sentimenteel pacifistische, zijn antistaats-anarchistische en zijn onvruchtbaar-internationalistische trekken. Al met al een partij, verdeeld in groepen en groepjes, met een onduidelijke strategie, vol ideologische onwaarschijnlijkheid, die haar de gemakkelijke prooi maakte van de communistische kritiek. Tenslotte was daar nog het feit dat ze op reëel regeringswerk niet voorbereid was. Toen ik De Man tijdens een later congres ontmoette, was zijn sympathie voor de 'néos' evident.

Natuurlijk lagen sommige zaken in België anders. België had geen Volksfront gekend, geen revolutionaire sit-in stakingen. Er was geen invloedrijke communistische partij die een socialistische georiënteerde regering kon 'soutenir comme la corde soutient le pendu'. De Man heeft daarom ook niet het rabiante anti-communisme gekend dat bij zo vele Fransen van links zijn oorsprong vond in de Volksfront-ervaring. De Belgische Werklieden Partij, altijd pragmatisch, kende niet de aarzeling die Léon Blum telkens als regeringsleider beving wanneer hij zich realiseerde dat hij 'binnen het kapitalisme' moest opereren. Wel echter heeft hij van zeer nabij de ineensstorting van de Duitse sociaaldemocratie beleefd en de gevolgen gezien van de toenmalige communistische strategie, 'klasse tegen klasse', waarbij SPD en NSDAP op dezelfde lijn werden gesteld. Dat was zijn trauma, niet het Franse. Aan het communisme had hij geen boodschap en zijn vertrouwen in het democratisch socialisme stond op een laag pitje; al sinds 1933, toen de Weimar-Republiek ineen zeeg en de SPD, samen met haar syndicale arm, de Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund, strijdloos onderging.

Van pacifisme naar fascisme

Toch was dat nog niet alles. Aan de collaboratie van 1940 was, twee jaar tevoren, een overtuigende instemming met het 'akkoord' van München voorafgegaan. In 1938, toen 'Munichois' en 'Antimunichois' tegenover elkaar stonden, moest er gekozen worden : zou men zich verheugen omdat 'de vrede gered was' of zich schamen omdat Frankrijk en Groot-Brittannië voor Hitler en Mussolini hadden gecapituleerd door het Sudetenland aan Duitsland over te dragen? Vooral in socialistische kring was het drama hartverscheurend : was men meer antifascistisch of meer antimilitaristisch? 'Pax optima rerum' of 'Le nazisme ne passera

pas!''? De Man stond hier tegenover de meerderheid van de Internationale, die het 'bellicistische' standpunt innam. Men mag van de door De Man gemaakte keus zeggen wat men wil, maar in elk geval was ze grondig doordacht. Het reeds geciteerde Bulletin n 13 reproduceert het artikel Pour une Politique Socialiste de Paix dat aan de vooravond van het beslissende 57ste congres van de BWP in Le Peuple verscheen. Enkele aanhalingen maken duidelijk wat De Man toen voor ogen stond. Tegenover de illusie, dat een 'korte' oorlog tegen Hitler-Duitsland de binnenlandse, 'proletarische' oppositie zou versterken : 'Il n'y a pas de guerre libératrice'. Vrijheid door middel van georganiseerd oorlogsgeweld? 'Une guerre européenne, aujourd'hui, commencerait à tuer la liberté partout, pour finir par tuer l'Europe elle-même'. Vervolgens komt de oud-frontsoldaat aan het woord : 'Toute guerre est pire que le mal qu'elle peut prétendre à vaincre'. Conclusie : 'le seul moyen d'éviter la guerre est de faire la paix avec tous les Etats européens, quel que soit leur régime politique'. Een 'Vredesconferentie' zou zonder verwijl moeten samenkomen.

Natuurlijk heeft De Man, terwijl hij de illusie van een 'bevrijdingsoorlog' ontmaskerde, zelf aan illusies geleden. Hij heeft niet gezien (niet durven zien?) dat het Hitler niet te doen was om de vrede te bewaren. Velen die daar eerst aan hadden geloofd en 'München' hadden gesteund, ontwaakten uit die droom toen Duitse troepen Tsjechoslovakië bezetten. Hij echter had zich intussen zozeer in zijn standpunt vastgebeten, dat hij bleef pleiten voor vrede tot alle prijs. Zijn pacifisme bracht hem dichtbij de beroemde leus die door Marcel Déat in L'Oeuvre zou worden gelanceerd : 'Mourir pour Dantzig?'. En toen deze grens eenmaal overschreden was, lag het in zijn lijn om wél zijn plicht te doen als officier, maar na de militaire capitulatie zich op te stellen tegenover degenen die de strijd willen voortzetten in contact met 'Londen'.

Men kan deze evolutie noodlottig vinden (voor mijzelf was 'München' indertijd het breukpunt met De Man), maar gezegd moet worden dat niet weinigen, juist socialistenvia het pacifisme bij de collaboratie zijn uitgekomen. Vooral de bittere herinnering aan de 'godsvrede' van 1914 heeft daarbij een rol gespeeld. Op het ogenblik van de toenmalige Duitse inval had de linkse socialist Hendrik de Man zich als vrijwilliger gemeld, in de veronderstelling dat de Belgische zaak rechtvaardig was en dat het keizerlijke Duitsland verslagen diende te worden. Nadien echter was hij zich gaan afvragen of die 'zwart-wit'-visie reëel was geweest. Lag de schuld aan de oorlog niet bij vrijwel alle combattanten? Nu, in 1940, probeerde de officiële propaganda opnieuw het publiek te doen geloven dat het een kwestie was van dictatuur tegen democratie. Maar lagen de contrasten zo simpel? Zeker, De Man had, naast Spaak, de Belgische neutraliteitspolitiek zonder voorbehoud gesteund en dat beleid had het land toch niet gespaard van invasie en bezetting. Niettemin, nu kon België rond de koning zonder gewetenspijn op het oude ideaal van militaire neutraliteit terugvallen. 'Niets vijandigs ondernemen tegen de bezettingsmacht' en 'De bevolking helpen om deze moeilijke tijd door te komen' -- dat waren de nieuwe leuzen! Bovendien kon men deze neoneutrale fase tevens benutten om in de luwte na te denken over wat de verderliggende structuurproblemen konden zijn, als de wapens zouden zwijgen. Kortom, De Man koos een middenpositie. De weg van de politieke

collaboratie -- dus naar het nationaal-socialisme -- wees hij af. Maar ook de idee : 'Wij blijven in oorlog, naast onze bondgenoten'.

Weinigen hebben dat geapprecieerd. Ook de bezettingsmacht gaf hem de gehoopte ruimte niet. Hij haakte dus af en werd... neutraal! Het was toen gemakkelijk hem te verwijten dat hij zijn vroegere partijgenoten die op zijn gezag aan dit soort collaboratie waren begonnen, in de steek liet. Sommigen zijn daardoor, vereenzaamd, verder en verder gegaan tot en met de logische consequentie : aanvaarding van het fascisme als een nieuwe vorm van revolutionaire doorbraak.

Voor jongere tijdgenoten kan het paradoxaal klinken, dat je van het pacifisme uit kunt evolueren naar het nazidom. Maar zo is het niet zelden geschied. Niemand heeft dat beter geformuleerd dan Claude Harmel (pseudoniem van Guy Lemonnier), die in het tijdschrift Est et Ouest⁷ een aangrijpende necrologie geschreven heeft van Georges Albertini, tijdens de oorlog algemeen secretaris van een der ideologisch-collaborerende groepen. Hoe is deze militante socialist daartoe gekomen, vraagt Lemonnier. Uit initiale sympathie met het fascisme? Neen! Wel echter heeft zich gaandeweg iets afgespeeld dat hij 'un processus de contamination intellectuelle et psychologique' noemt. Mensen als Déat en Albertini (allebei superintelligent) meenden tenslotte in het Italiaanse en het Duitse regime elementen te herkennen van het klassieke socialisme : 'le dirigisme économique, l'exaltation de l'Etat, le culte du Peuple, l'esprit communautaire, la participation quasi-religieuse des masses à la vie politique', zodat er tussen de Franse en de Duitse Revoluties duidelijke parallellen zichtbaar werden⁸.

Zoals gezegd, De Man heeft al gauw instinctief gevoeld dat zijn positie geen basis had in de werkelijkheid. Anders dan de hierboven genoemde Franse figuren had hij in zijn Duitse tijd, voor 1933, voldoende gelegenheid gehad om te zien waar het nazisme op uitliep. Hij had tot zijn geluk ook niet de Franse neiging om 'aller jusqu'au bout de ses idées' en logica boven alles te stellen. Toch heeft ook bij hem iets gespeeld van deze 'contaminatie'. Anders dan de kortzichtigen die in het fascisme niets anders zagen dan een 'uiterst rechtse' beweging, had hij begrepen waarom de nieuwe ideologie voor tallozen zo aantrekkelijk was. Hij was gevoeliger voor het aandeel geperverteerde waarheid dat door Mussolini en vooral door Hitler aangeboden werd. Helaas, scherpzinnigheid hoeft niet noodzakelijk te leiden tot betere intuïtie en minder illusies!

Het mysterie-De Man

Het mysterie-De Man blijft fascineren. Meer dan één auteur heeft getracht het te ontraadselen, althans het scherper te omschrijven. Daar is Dr. A.M. van Peski, die in een verhelderend en positief waarderend boek⁹ het gebeurde van 1940 onvoorwaardelijk afwijst : 'Als hij zijn eigen politieke ideeën onder de bezetting niet duidelijker kon of durfde uiten, dan had hij helemaal behoren te zwijgen, en geen verwarring moeten stichten' (p. 144). De Amerikaan Peter Dodge noemt het laatste hoofdstuk van zijn boek¹⁰ : Knight-Errant. Hij erkent de continuïteit in De Mans denken en handelen, van links marxisme tot een zekere waardering voor bepaalde elementen in het nazisme : 'Repelled by its brutality, appalled by many aspects of its doctrine, he nevertheless attempt to read into its activism

the possibility for an escape from the miasma of philistine venality, and it may be suggested that his very act of reluctant approval of Nazism may be taken as an index of the passion of the devotion to socialism, defined in his terms of the repudiation of the bourgeoisie' (p. 213).

Tot geheel andere conclusies komt Dick Pels in zijn boeiende opstel Hendrik de Man en 'De Psychologie van het Socialisme'. Een samenvatting voor de Jaren tachtig¹¹. Zijn redenering is aldus : de denker De Man ontmantelde allerlei marxistische voorstellingen, die inderdaad onhoudbaar waren gebleken niet alleen, maar ook schadelijk voor de groei van de arbeiders- (beter : volks-) ontvoogding. Maar zodoende verdwaalde hij op wegen die hem voerden naar iets als fascisme. De ene kant is dus positief : 'Niet alleen heeft De Man uit vele klare bronnen gedronken, ook zijn kritiek op het marxisme staat in grote lijnen nog recht overeind' (p. 117). Maar toch : 'Als we dit tot ons laten doordringen, dan zien wij niet alleen dat De Man -- zeker in de jaren tussen 1926 en 1933 -- nog verre van het "edelfascisme" is verwijderd, maar ook dat elke Marx-herziener die bovenstaande vragen ernstig overweegt, in de buurt zal komen van de fascistische ideologie'.

Dat stelt een fundamentele vraag. Kan men, door het 'goede' te doen, belanden bij het 'kwade'? Pels maakt die salto mortale, maar daar breekt zijn commentaar af.

Ik meen dat het antwoord op die vraag niet gegeven kan worden zonder uit te gaan van een vaststelling die menigeen als absurd, ja, verraderlijk in de oren zal klinken. De constatering namelijk dat fascisme en nationaal-socialisme een zo enorme aanhang hebben kunnen krijgen doordat ze dingen zeiden en deden die wel moesten aanslaan. Hadden beide niets anders beloofd dan wat ze in feite geven zouden -- oorlog, uitbuiting, onvoorstelbaar barbarisme -- dan zouden ze nooit groter geworden zijn dan een kleine sekte. Maar zo was het niet. Wanneer bij voorbeeld Hitler het Verdrag van Versailles wilde verscheuren en het daadwerkelijk verscheurd heeft, hoe kon een normale Duitser anders dan enthousiast reageren? Hoe kon het aarzelend defensief van de sociaal-democraten anders werken dan negatief? In een chaotische tijd was er een 'Führer' die leiding beloofde, ja, als Rijkskanselier ook daadwerkelijk leiding gaf (in welke richting dan ook!): moest dat niet attractief zijn? En als de republikeinen zeiden te gruwen van een 'autoritair bewind', leken ze dan niet te kiezen voor de slechtst denkbare regeringsvorm, die van de machteloosheid? Daar waar De Man de onduidelijkheid van veel socialistisch denken had aangeklaagd, presenteerden de nazi's, omgekeerd, een heel duidelijk program, waarvoor velen gevallen zijn omdat ze niet zagen waar het toe leiden moest.

De kapitale fout van De Man in 1940 is geweest, dat hij de waarheid niet heeft ingezien van een oud spreekwoord : 'Een halve waarheid is erger dan een hele leugen'. Het fascisme heeft te weinig 'hele leugens' verteld om ongevaarlijk te zijn. Het won omdat het zoveel zei dat als 'waar' aankwam. Daaraan heeft het zijn tijdelijke triomf te danken gehad. Dat die triomf geen laatste woord van de geschiedenis mocht zijn, heeft De Man niet willen of durven zien. Actief en strijdbaar als steeds, heeft hij zich in een uitzichtloze en rampzalige strijd geworpen. Hij heeft zich willen steunen op het element 'waarheid' dat inderdaad in de nationaal-socialistische ideologie en propaganda gelegen was. Hij zag eraan voorbij dat de elementen van duivelse anti-waarheid de

positieve krachten zouden perverteren, ja, dat de 'ware' factoren niets anders vertegenwoordigden dan het lokaas om het Europese publiek te vangen en mee te sleuren naar de afgrond. De conclusie kan mogelijkerwijs ooit weer actuele betekenis krijgen. Pas op voor bewegingen en gedachtengangen die er aantrekkelijk uitzien omdat ze ergens kloppen op stukken werkelijkheid, maar die u leiden 'naar waar gij niet wilt'!

Noten

1. M. Brélaz, Henri de Man. Une autre Idée du socialisme, Ed. des Antipodes, Genève, 1985, 814 pp.
2. M. Claeys-Van Haegendoren, Hendrik de Man, pp. 323-324 : 'De gebeurtenissen van 1940 toonden aan, dat in periodes van crisis veel politici niet beschikten over de leiderscapaciteiten die hun ten onrechte toebedacht waren... het geschokte vertrouwen van H. de Man in de morele waarden van politici kreeg door de gebeurtenissen van de zomer 1940 nog een zwaardere deuk -- met het gevolg, dat hij zijn eigen integriteit tot norm verhief'.
3. Ibid., p. 434, noot 93.
4. Kritak, Leuven, 1984. Vermeylen was een tegenstander geweest van het planisme en kon qua temperament niet opschieten met de hoekige en naar zijn oordeel onoprechte De Man. Die had hem, wetend dat hij geen 'planist' was, toch willen ronselen voor een propagandabaan. '... Op het eind luidde zijn conclusie : ik was in Brussel maar een behoeftige kleine advocaat, maar als ik aan de propaganda voor het Plan zou meewerken, zou hij me in Limburg een mooi huis bezorgen en ik zou daar de leider worden van de nieuwe actie met een schitterende toekomst. Het was walgelijk' (Een gulzig leven, p. 30).
5. Bulletin de l'Association..., n 13, novembre 1985.
6. B. Montagnon, Adrien Marquet, Marcel Déat, Néo-Socialisme? Ordre, Autorité, Nation, Grasset, Paris, 1933
7. Est et Ouest, Bulletin mensuel d'Etudes et d'Informations politiques Internationales, 86, Boulevard Hausmann, 75008, Paris, mai-juin 1983.
8. Dat parallellisme bestaat inderdaad. De vraag is echter of het fascisme daardoor wordt vrijgepleit, of dat de Franse Revolutie in haar dictatoriale fase erdoor wordt veroordeeld. Dat laatste is met overtuigingskracht verdedigd door de Pools-Israëlische historicus J.L.Talmon in zijn boek The Origins of totalitarian Democracy, Secker & Warburg, London, 1952
9. A.M. van Pesky, Hendrik de Man, Desclée de Brouwer, Brugge/Utrecht, 1969
10. Beyond Marxism : the Faith and Works of Hendrik de Man, Martinus Nijhoff, The Hague, 1966.
11. In Het vijfde Jaarboek voor het democratisch Socialisme, De Arbeiderspers, Amsterdam, 1984.

(Dit artikel werd, met toestemming van de redactie, overgenomen uit het Maandblad

STREVEN d.d. okto ber 1986. Waarvoor onze dank.)

MINISTER IN HEMDSMOUWEN

De politieke ontwikkeling van Hendrik de Man

Nu ook in Nederland de herdenking van vijftig jaar Plan van de Arbeid heeft plaatsgevonden, komt een ruimere reflectie over de ideologische achtergronden van dat plan niet ongelegen. Het ligt nogal voor de hand daarbij uit te gaan van het werk van de Belgische denker en politicus Hendrik de Man (1885-1953), maar in dat geval stuit de reflectie meteen op ernstige hinderpalen. Wie zich namelijk terdege rekenschap wenst te geven van de evolutie die de 'vader van het Plan' vanaf 1938 onderging en de houding die hij tijdens de Tweede Wereldoorlog in het bezette België innam, kan niet ontkomen aan de belastende werking die deze evolutie en houding -- achteraf -- op de door hem voor de Tweede Wereldoorlog bepleite leerstellingen uitoefenen ; en daarmee komen, wanneer naar een verklaring moet worden gezocht voor wat we gemakshalve als het 'nieuwe orde-denken' van De Man typeren, tegelijkertijd de ideologische achtergronden van het Belgische en Nederlandse Plan van de Arbeid onder verdenking te staan. Wie echter zo volledig en zo eerlijk mogelijk tewerk wenst te gaan, kan zich evenmin onttrekken aan het belang dat gelegen ligt in de ministeriële ervaringen van De Man (1935-1938), in de zeer bescheiden mate waarin zijn planisme metterdaad werd verwerkelijkt, in de voor hem diep teleurstellende praktijk van het Belgische Plan van de Arbeid.

In marxistische hoek wordt traditioneel aan die praktijk geen of een hooguit bijkomstige waarde gehecht ; de integrale verantwoordelijkheid voor De Mans opstelling tijdens de oorlogsjaren zou in laatste instantie berusten bij de theoretische vernieuwing van het socialisme die hij vanaf het begin van de jaren twintig voorstond. Hij die het eenmaal aandurft gevestigde zekerheden in twijfel te trekken, zal zich later onherroepelijk geplaatst zien tegenover de verderfelijke implicaties van zijn kritiek. Naar de mening van Ernest Mandel kon De Man, toen hij eenmaal het marxistische vertrouwen in de zelfbevrijding van de werkende klassen had opgegeven, eenvoudigweg niet anders dan terugvallen op een 'Realpolitik die meer en meer uitmondt in zuiver cynisme'. Diegene die, zoals De Man, ter verwezenlijking van hun ideeën, de weg van de Realpolitik inslaan, 'worden daarbij als vliegen gevangen in het spinnweb van de objectieve belangenconflicten van de fundamentele maatschappelijke klassen binnen onze samenleving. Zij spartelen een paar ogenblikken, of zij spartelen langer, maar ontsnappen kunnen zij niet'.² De zienswijze van de Israëliische historicus en politoloog Zeev Sternhell is in veel minder lapidaire bewoordingen uitgedrukt dan die van Mandel, maar wijkt daar inhoudelijk gezien niet fundamenteel van af. Volgens Sternhell namelijk vormden de geschriften van De Man tijdens de Duitse bezetting slechts de voltooiing van een proces dat bijna twintig jaar geduurd had en waarbij hij een in alle opzichten reeds fascistische ideologie had ontwikkeld.³ Ondernemingen die een visie van het marxisme tot doel hebben, zouden krachtens een interne logica gedoemd zijn in het fascisme uit te monden.⁴

In de bijdragen die Dick Pels recentelijk aan Hendrik de Man heeft gewijd⁵ en waarmee hij de facto een jarenlang heersende stilte over deze controversiële figuur in Nederland heeft doorbroken, wordt bovengenoemd noodzakelijkheidskarakter sterk gerelativeerd ; niet elke 'revisie van het marxisme' heeft onovermijdelijk het aanhangen van fascistofide denkbeelden tot gevolg. Anderzijds blijft Pels overtuigd van de nauwe ideologische affiniteit tussen (revisionistische) sociaal-democratie en fascisme ; beide hebben immers hun bestaan in grote mate te danken aan 'een herziening of omkering van Marx'. Anders gezegd : wie in de lijn van De Man een bevrijding van het marxisme nastreeft, dreigt daarmee in een niemandsland te belanden waarin het politieke autoritarisme -- persoonlijk verkies ik deze term om de feitelijke oppositie van De Man in de beginjaren veertig aan te duiden -- een optie is die niet tot de onmogelijkheden behoort. De kritiek die Adriaan M. van Peski op deze stelling -- waarin dus de theorie van het 'hellende vlak' door die van de 'gevaarzone' wordt vervangen -- heeft uitgebracht, is tweërlei.⁶ Ten eerste roept hij het voorbeeld in van de talrijke personen die er ondanks hun afwijzende houding tegenover het marxisme nimmer aan dachten hun gehechtheid aan de democratie prijs te geven. Ten tweede geeft Van Peski enkele aanzetten tot een meer inhoudelijke bestrijding ; De Mans persoonlijke ervaringen met het Belgische politieke systeem in de jaren dertig, alsmede zijn niet minder persoonlijke reactie daarop -- los van elk verband met zijn theoretische werk -- tijdens de bezettingsjaren, krijgen daarbij de voornaamste aandacht.

In de volgende bladzijden heb ik gepoogd om, in weerwil van de mogelijke gegrondheid van Van Peski's kritische beschouwingen, aan de zienswijze van Pels een maximale kans te geven. Ik ben er bij gevolg van uitgegaan dat de manier waarop De Man het Belgische politieke systeem in de jaren dertig ervoer en er op reageerde, hem pas tot autoritarisme kon bewegen, nadat reeds zijn herziening van het marxisme en zijn andere theoretische werk daarvoor de basis hadden gelegd of althans daartoe geen beletsel meer vormden. Het is deze hypothese die als leidraad heeft gediend voor dit artikel waarin het ministerschap van De Man in de regeringen-Van Zeeland en -Janson een centrale plaats inneemt, omgeven door zijn ideologische voorgeschiedenis enerzijds en zijn evolutie vanaf 1938 anderzijds.

De voorgeschiedenis

Bekijken we de theoretische vernieuwingen die De Man in de loop van de jaren twintig en begin jaren dertig voorstond, vanuit het standpunt van de revisie van het marxisme, dan vallen drie belangrijke elementen te vermelden.⁷ In de eerste plaats kan worden gewezen op de intense binding die De Man tussen de begrippen socialisme en democratie heeft gelegd. Een scheiding tussen die begrippen, zoals die door de marxistische voorstellingswijze 'democratie als middel, socialisme als doel' werd gesuggereerd, leek hem niet mogelijk en ook niet wenselijk te zijn. In plaats daarvan ging hij uit van een psychologische identiteit van democratische en socialistische motieven zoals die werden belichaamd in bepaalde, historisch gegroeide rechtsvoorstellingen. Die voorstellingen zouden het typische van de westerse cultuur uitmaken en, uitgaande van de gelijkheidsgedachte van het christendom, een gerichtheid, een

tendens naar toenemende zelfbeschikking aanwijzen. De specifieke bijdrage van het socialisme aan die historische tendens moest dan waarschijnlijk hierin worden gezien dat het de politieke democratie, die zijn ontstaan voornamelijk aan de burgerij te danken had, niet alleen tot alle burgers wenste uit te breiden, maar ook en vooral toepasselijk wenste te maken op het maatschappelijke en economische gebied.

Op het individuele vlak gingen zijn gedachten in de richting van een ethisch socialisme : een individuele keuze voor het socialisme vond niet plaats op grond van de positie in het kapitalistische produktieproces, maar op grond van motieven die ontleend waren aan voor-kapitalistische tendensen en rechtsvoorstellingen. Voor het handelen van socialisten had dit nogal wat consequenties. In de eerste plaats konden, met het oog op de uitbreiding van de politieke tot de sociale democratie, niet om het even welke actiemiddelen ingezet worden. Indien namelijk de motieven centraal behoorden te staan, dan waren slechts deze middelen gerechtvaardigd te noemen die hun oorsprong vonden in hetzelfde motief als datgene waaraan tevens het doel zijn voorstelling ontleende : 'Geen waarderingsoordeel over een sociale beweging is af te leiden uit het door haar nagejaagd einddoel. Het motief voor het heden, niet het doel voor de toekomst beslist alleen'.

In de tweede plaats spoorden genoemde opvattingen ertoe aan de waarde van de bestaande politieke instellingen te relativiseren. Vatte men immers democratie en socialisme voornamelijk als een gezindheid en een tendens op, dan kon men de kwaliteit van de democratische gedachte moeilijk afmeten aan een bestaande en steeds voor verbetering vatbare juridisch-institutionele vormgeving ; het waren juist de instellingen -- en het parlementaire regime in het algemeen -- die voortdurend aan de kritiek van de democratische gezindheid onderworpen konden worden.

Genoemd wantrouwen in de bestaande instituties werd echter ruimschoots gecompenseerd door de visie op de staat die De Man ontwikkelde en die we als tweede element van zijn revisie van het marxisme onderscheiden. In de ogen van De Man moest de vigerende politieke machtsorganisatie niet in statische termen, dat wil zeggen als 'een bestuurscommissie voor de belangen der bezittende klassen' worden beschouwd, maar naar de dynamische opvatting van Jaurès, als 'een burgerlijke democratie waarin de macht der arbeidersklasse groeit'. Een actieve aanwending van het bestaande staatsapparaat kon voortaan dan ook niet meer als ideologisch ongeoorloofd worden gebrandmerkt. In algemene zin stemde deze staatsopvatting overeen met de positieve zijde van de paradox waartoe De Mans stellingen over democratie en socialisme aanleiding gaven : als belichaming van de zelfbeschikkingsgedachte was de vigerende staatsvorm weliswaar niet volmaakt, maar anderzijds evenmin onder alle omstandigheden onbruikbaar en verdacht. Een meer specifieke legitimatie was te vinden in De Mans elite-theorie volgens welke zienswijzen op de wil van de staat als een directe afgeleide van de wil van het volk of die van een of andere heersende klasse vanuit sociologisch standpunt een miskennis van de realiteit inhielden. In feite kon de staatswil volgens De Man slechts concrete vorm krijgen door het optreden van leiders, specialisten eigenlijk, wier activiteiten per definitie intellectuele vaardigheden

vergden en die mede daardoor vrij autonoom stonden ten opzichte van het volk of de heersende klasse. Het is overduidelijk dat ook deze opvatting van De Man er in aanzienlijke mate toe heeft bijgedragen de verwerping van de geldende staatsinrichting als per definitie burgerlijk en repressief vaarwel te zeggen. Een derde afwijking die De Man zich ten aanzien van de marxistische orthodoxie veroorloofde, bestond hierin dat hij het industrieproletariaat niet meer als enig belangrijke gangmaker van het socialisme zag. Aangezien het industrieproletariaat noch in aantal toenam, noch naar een eenwording van belangen evolueerde, viel het niet uit te sluiten dat het socialisme, wilde het de macht veroveren, tevens een beroep zou moeten doen op andere bevolkingscategorieën. Het is niet wenselijk die opvatting alleen als het resultaat van opportunistische overwegingen te beschouwen, van de vaststelling met name dat een arbeideristisch socialisme op grond van de feitelijke maatschappelijke ontwikkeling geen meerderheid zou kunnen behalen. Hier was immers evenzeer van een principe bij De Man sprake, namelijk het beginsel dat men vanuit iedere levensbeschouwing of sociale achtergrond tot het socialisme kon komen.⁸

Het Belgische Plan van de Arbeid⁹, dat in het begin van de jaren dertig onder leiding van De Man werd uitgewerkt, gold in de eerste plaats uiteraard als een concreet politiek project : om de werkloosheid te keren moest met behulp van structuurhervormingen een gemengde economie worden ingevoerd, waarbij voornamelijk de controle op de kredietverlening het mogelijk zou maken om een conjunctuurbeleid te introduceren. In dit project werden evenwel de hierboven besproken ideologische vernieuwingen duidelijk weerspiegeld. Met het Plan had De Man namelijk een democratische oplossing voor ogen, dat wil zeggen een oplossing die uitging van de bestaande politieke democratie en die hij op het sociaal-economische terrein wenste aan te vullen. Om die reden kon aan de grondwettelijke vrijheden beslist niet worden getornd. Wel moest om dezelfde reden aan de roep om een sterke staat enigermate gehoor worden gegeven. Tegen de conceptie van de staat als een apparaat waarmee de leiding van de economie veroverd en verzekerd kon worden, vielen immers geen bezwaren meer in te brengen. In het licht van die conceptie hoeft het niet te verwonderen dat het Plan, zij het niet in overdreven mate, ook van politieke structuurhervormingen melding maakte. Binnen het algemene kader van de oude politieke staat moest een nieuwe economische staat het leven zien, waarin de rol van het parlement beperkt zou worden tot die van machtiging aan commissarissen die het slechts periodiek kon controleren. De op te richten Dienst voor Economisch Herstel (later beter bekend onder zijn Franstalige afkorting 'OREC' -- 'Office de Redressement Economique'), die belast zou worden met verregerende bevoegdheden op het domein van de economische politiek, gaf concreet gestalte aan de visie. Bovendien liet de voorgenomen economische staat, met strikte inachtneming van het principe van het algemeen kiesrecht, ruimte voor een zekere vorm van corporatieve inrichting of belangenvertegenwoordiging.¹⁰ Ook aan het derde element van De Mans revisie van het marxisme -- het zogenaamde 'afscheid van het proletariaat' -- kwam het Belgische Plan van de Arbeid in ruime mate tegemoet. Tegen het monopolie-kapitalisme hoorde een 'Front

van de Arbeid', steunende op de overgrote meerderheid van de bevolking, dus niet alleen op arbeiders, maar ook op boeren en middenstanders, in het geweer te worden gebracht, dat uiteindelijk een regering van het Plan aan het bewind zou brengen.

Het ministerschap

Benaderen we de beschouwingen die Hendrik de Man in zijn memoires¹¹ aangaande zijn loopbaan als minister (1935-1938) geuit heeft, met enige zin voor synthese, dan kunnen we daaruit volgende versie distilleren. Richtinggevend voor genoemde loopbaan is de opvatting geweest dat, in overeenstemming met de etymologische basis van het ministeriële ambt, het dienende aspect de voorrang hoorde te krijgen. Meer specifiek kwam deze opvatting hierop neer dat het ministerschap in de eerste plaats niet mocht worden benut voor het vervullen van allerlei mondaine verplichtingen, maar dat, ter uitvoering van het Plan van de Arbeid, de handen uit de mouwen gestoken moesten worden. Zoals De Man zelf zou hebben verklaard : 'De vader van het Plan en de minister van de werklozen zullen slechts één man zijn. Ik zal een minister in hemdsmouwen zijn die zijn tijd niet besteedt aan redevoeringen en plechtigheden, maar zal werken met hardnekkigheid'.¹² Het feit dat de ministeriële carrière geen bevredigende verwezenlijking van het Plan heeft opgeleverd, moet in hoofdzaak worden toegeschreven aan een uiteindelijk onontkoombare botsing van genoemde opvattingen met de Belgische politieke realiteit. Het nakomen van een dienende functie bleek namelijk stilaan een onmogelijke opdracht te worden in een omgeving waar welsprekendheid meer op prijs werd gesteld dan de uitwerking van een gedurfd beleid ; een dienende rol was a fortiori uitgesloten in een regime dat de regeringen niet in staat stelde hoe dan ook iets nuttigs te verrichten. Uiteraard is de aldus door mij geschetste synthetische weergave vatbaar voor nadere uitleg ; ze noopt evenzeer tot correcties. Een algemene, maar wel cruciale vaststelling is al dat enkele belangrijke strategische richtlijnen, verbonden aan het Plan van de Arbeid, in praktijk niet werden nageleefd. Het congres van de Belgische Werkliedenpartij (BWP) dat einde 1933 zijn zegen had gegeven aan het Plan, had bij die gelegenheid namelijk ondubbelzinnig verklaard niet aan een regering deel te nemen die het Plan niet onmiddellijk wenste uit te voeren ; wel had het zich, met het oog op de verovering en de aanwending van de macht, bereid getoond de steun van alle, met het planisme sympathiserende bewegingen te aanvaarden.¹³ De feitelijk door De Man en de BWP-leiding gevolgde koers week nu, tot verbijstering van vele militanten, sterk van die richtlijnen af. De regering-Van Zeeland die in maart 1935 het leven zag, betekende weliswaar een vernieuwing vergeleken bij de vorige coalities, maar was hoe dan ook een compromis-regering. Programmatisch sloot dit kabinet van nationale unie aan bij het akkoord dat in september 1934 door De Man en de jonge, veelbelovende katholieke politicus Paul van Zeeland was gesloten en waarin de nadruk werd gelegd op een actieve conjunctuurpolitiek om de crisis en de werkloosheid op te heffen.¹⁴ Wanneer die politiek vrij spoedig successen zou behalen, hetgeen meer dan waarschijnlijk was, zou, aldus De Mans

gewijzigd redenering, het moment aangebroken zijn om verkiezingen uit te schrijven, die de overwinning zouden bezorgen aan een nieuwe en zuiverder planistische meerderheid.¹⁴ Het was pas in die tweede fase dat aan economische structuurhervormingen kon worden gedacht. Genoemde fasering stemde evenmin overeen met een andere strategische optie van het Plan van de Arbeid, het beginsel namelijk dat de introductie van een conjunctuurbeleid logischerwijze de voorafgaande doorvoering van structuurhervormingen veronderstelde.¹⁵ Nu was van zeker niet alle in het kabinet-Van Zeeland zetelende ministers een even gunstige instelling tegenover structuurhervorming te verwachten. Zeker de samenstelling van de regering deed de doorbraak van een nieuwe generatie politici vermoeden. Mede op grond van een nogal vage consensus omtrent de noodzaak van meer overheidsinterventie in de economie wenste die generatie een vernieuwing van de democratie na te streven.¹⁶ In deze regering van nationale unie waren echter, naast socialisten en christen-democraten, ook behoudende groepen (conservatieve katholieken en liberalen) vertegenwoordigd. Dat de aanwezigheid van die laatste reeds van meetaf aan een ernstige hypotheek legde op de mogelijkheid van diepgaande hervormingen, blijft treffend uit de wijze waarop De Man zijn portefeuille, 'Openbare Werken en Opslorping van de Werkloosheid', kreeg toegewezen. Volgens hetgeen De Man zelf terzake suggereert, zou de toevoeging in verband met de werkverschaffing op zijn eigen initiatief tot stand zijn gekomen.¹⁷ Geheel anders is de versie waarvan de katholieke minister Philip van Isacker in zijn memoires gewag maakt. Het zou Van Isacker zijn geweest die Van Zeeland tot het lanceren van genoemde toevoeging bewoog, en wel als alternatief voor de socialistische eis om aan De Man een van de veel belangrijker departementen, Financiën of Economische Zaken, toe te vertrouwen.¹⁸ Die handelwijze is niet enkel tekenend te noemen voor de mentaliteit -- 'Zo hielden we en het Geldwezen en de Economische Zaken vrij van socialistisch-etatistische inmenging'¹⁸ -- waarmee de planistische denkbeelden binnen de regering van conservatieve zijde werden bejegend. Zij doet tevens vragen rijzen omtrent de bereidheid van regeringsleider Van Zeeland om daadwerkelijk met De Man samen te werken.¹⁹ Het beleid van de regering ondervond duidelijk de weerslag van haar heterogene samenstelling. Een veel gehoorde en naar alle waarschijnlijkheid terechte typering luidt dat genoemd beleid wel de conjuncturele maar geenszins de structurele maatregelen van het Plan van de Arbeid tot hun recht liet komen. Ongetwijfeld leverde de actieve conjunctuurpolitiek die in het regeringsprogramma in het vooruitzicht gesteld was, spoedig tastbare resultaten op. Op korte tijd werd een economische expansie in het leven geroepen die de werkloosheid tot honderdduizend eenheden terugbracht en die het vertrouwen van zakenwereld en publieke opinie terug deed keren.²⁰ Hoe ver echter de geest van nationale eenheid en vernieuwing die ogenschijnlijk het regeringswerk beheerste en die vooral in premier Van Zeeland een belichaming leek te vinden, in feite slechts reikte, blijkt ten volle uit het lot van de in het Plan vervatte structuurhervormingen. In plaats van de nationalisatie van het krediet, die de hoeksteen vormde van de planistische maatregelen, kwam het tot een Bankcommissie, die de activiteiten van de banken

slechts indirect controleerde en wier wettelijke kader zelfs in permanent overleg met banken en financiële groepen werd uitgewerkt.²¹ Een soortgelijke bestemming kreeg de OREC, eveneens een instelling die in de geleide economie een strategische plaats had moeten bezetten. Tot het autonome college van commissarissen, dat volgens De Man kordaat en met de nodige snelheid van actie moest kunnen ingrijpen, besliste de regering hoegenaamd niet. In feite werd, hoogst waarschijnlijk ten gevolge van politieke tegenwerking, de draagwijdte van de OREC beperkt tot die van een traag en bureaucratisch werkend organisme, waarvan de invloed tot een 'zwakke consultatieve stem' werd teruggebracht.²²

De ervaringen die De Man als minister van Financiën in het tweede kabinet-Van Zeeland en in het kabinet-Janson opdeed, zouden hem niet optimistischer stemmen inzake de mogelijkheid om ingrijpende structuurhervormingen tot uitvoering te brengen. In de eerste plaats leek een politieke hergroepering met de vorming van een planistische meerderheid als inzet steeds minder kans te maken. Doordat immers het principe van het 'tripartisme' volgens hetwelk de regering niet alleen op een parlementaire meerderheid, maar bovendien op een meerderheid in elk der drie deelnemende partijen moest kunnen steunen, gehandhaafd bleef, werden de intriges in het voordeel van de conservatieve elementen aangewakkerd.²³ Een pijnlijke gebeurtenis vond verder plaats met het zogenaamde 'Schandaal van de Nationale Bank' dat in het najaar van 1937 het politieke einde van Van Zeeland inluidde. Gebleken was dat Van Zeeland na zijn aanstelling als premier niet geheel afstand had gedaan van zijn geldelijke bindingen met de Nationale Bank, waarvan hij tot 1935 het vice-gouverneurschap op zich had genomen.²⁴ De onherstelbare schade die deze affaire aan zijn integriteit toebracht, wordt pas duidelijk in het licht van de tussentijdse verkiezingen te Brussel die in maart 1937 door Rex-leider Léon Degrelle, juist berucht vanwege zijn demagogische aanvallen op de politiek-financiële bindingen, waren uitgelokt. Bij die gelegenheid had premier Van Zeeland zich namens de regeringspartijen en namens het democratische regime tegenkandidaat gesteld en een glansrijke verkiezingsoverwinning weten te behalen.²⁵ Een paar maanden later echter bleek de regeringsleider zelf niet langer vrijuit te kunnen gaan! Dat daardoor evenzeer het door Van Zeeland geïncarneerde streven naar nationale eenheid en vernieuwing in diskrediet raakte, ligt voor de hand. Hetgeen trouwens ook De Man, die zelf op het persoonlijke vlak aan het hele gebeuren uiterst onaangename herinneringen overhield, toegaf.²⁶ Het is onder invloed van deze en andere gebeurtenissen en ontwikkelingen, waarbij vooral de tegenstand van de zogenaamde 'geldmachten' een belangrijke plaats innam, dat De Man sterk begon te twijfelen aan het nut van zijn ministerschap. Begin 1938 nam hij ontslag als minister, met als door hem ingeroepen reden zijn zogenaamde 'mosselziekte'.²⁷ In feite was evenwel duidelijk gebleken dat De Man zich vooral gedurende de laatste periode weinig geschikt had getoond voor het ministeriële ambt. Hij kon soms blijk geven van een ongewone werk- en concentratiekracht, maar vond het soms evenzeer noodzakelijk om ontspanning te zoeken, bij voorkeur in sporten zoals bergbeklimmen, skiën, schermen of vissen²⁸, gewoonten die zeker in het Belgische politieke milieu van die tijd eerder uitzonderlijk te noemen waren. Bovendien miste De Man door zijn

hoge achting voor zichzelf en zijn ontoegankelijkheid voor anderen de nodige zin voor het compromis en de mentaliteit van pragmatisme, om niet te zeggen opportunisme, die het welslagen van een politieke loopbaan vereist.²⁹ Hij luisterde liever niet naar de mening van anderen.²⁹ Dat gold niet alleen voor de BWP-militanten die hem in zijn ministeriële kantoor lastig kwamen vallen, maar ook voor bij voorbeeld de parlementsleden. Geplaatst voor de volgens hem talrijke, noodzakelijk te nemen beslissingen, kon De Man zich moeilijk verenigen met de vele parlementaire debatten en de eveneens vele parlementaire vragen die zijn welwillendheid opeisten.³⁰ Dat was voornamelijk het geval vanaf de tweede regering-Van Zeeland, die in tegenstelling met de eerste niet over bijzondere machten kon beschikken.³¹ Vergeleken bij de hooggespannen verwachtingen was het uiteindelijke resultaat van zijn ministeriële carrière al met al bedroevend geweest ; tenslotte had De Man geen ingrijpende planistische structuurhervormingen weten door te voeren. Bij hem deden de ministeriële ervaringen conclusies rijzen die niet alleen op het persoonlijke vlak bitter waren, maar die ook van weinig eerbied blijk gaven jegens het politieke regime waaronder deze ervaringen hadden plaatsgevonden.

De Mans verdere evolutie

In eerste instantie meende De Man uit zijn regeringservaringen te kunnen afleiden dat het achterwege blijven van staatsrechterlijke hervormingen de enige oorzaak was van de gebrekkige resultaten van het planisme. Voortaan achtte hij grondige hervormingen van de maatschappelijke structuur niet denkbaar zonder voorafgaande en even grondige hervormingen van de politieke structuur.³² Het is in dat kader dat het concept van de autoritaire democratie in het leven werd geroepen : om aan de zware gezagscrisis die het Belgische parlementaire regime aan het einde van de jaren dertig had te doorstaan, een einde te maken, moest de uitvoerende macht volgens De Man over een veel grotere vrijheid van handelen kunnen beschikken. Van belang is mijns inziens niet zozeer de concrete inhoud van de politieke hervormingsvoorstellen (regeren bij volmacht, vierjaarlijkse begrotingen en dergelijke) waarmee De Man een discussie wilde uitlokken.³³ Van minstens even groot belang zijn de geringe verwachtingen die hij koesterde inzake de mogelijkheden van het bestaande regime om zichzelf nog op basis van een eigen dynamiek te kunnen omvormen. Aangezien de verstarring en het verval reeds te ver gevorderd bleken te zijn, kon, zo redeneerde De Man, alleen een radicale breuk met de gevestigde traditie uitkomst bieden.³⁴ Bij De Man zou dan ook een bijzondere aandacht uitgaan naar alles wat zo'n radicale breuk kon bewerkstelligen. De internationale ontwikkeling aan het einde van de jaren dertig liet hier duidelijk zijn invloed gelden. In de mate immers dat de oorlogsdreiging toenam, zou het verdere lot van het parlementaire regime in België, met inbegrip van de doorvoering van de gewenste politieke hervormingen, niet door een binnenlandse, maar door een internationale dynamiek zijn definitieve beslag krijgen.³⁵ Ondanks de vredeswil waarmee De Man zijn principiële voorkeur voor een neutrale koers op buitenlands vlak rechtvaardigde³⁶, kende hij dus blijkbaar wel een bepaalde historische zin aan het komende oorlogsgebeuren toe. Met het militaire debacle dat in mei-juni 1940 de westerse democratieën trof en waarmee vooral in België en in Frankrijk een diepgaande maatschappelijke ontreddeering gepaard ging, kon

genoemde zingeving niet anders dan aan kracht winnen. Typisch voor de toenmalige positie van De Man was namelijk niet alleen de bereidheid om de door de militaire gebeurtenissen aangerichte schade te beperken, maar bovendien de wil om alle door diezelfde gebeurtenissen geboden kansen op het spelen van een bij uitstek constructieve rol ten volle te benutten. Want ondanks alle offers en leed hadden de vijandelijkheden tenminste één positief en tevens voldongen feit geschapen, namelijk de instorting van het oude regime, hetgeen voor het socialisme ruime perspectieven leek te bieden. Met die ineensinstorting waren immers eveneens alle vroegere hinderpalen weggevallen en kon in een zeer nabije toekomst tot een ingrijpende politieke en sociale omwenteling worden overgegaan. In het befaamde Manifest van 28 juli, waarin De Man de leden van de BWP -- waarvan hij in 1939 voorzitter was geworden -- opriep de Duitse overwinning te aanvaarden, de politieke activiteiten van de BWP als geëindigd te beschouwen en te ijveren voor de totstandkoming van een nationale eenheidsbeweging onder de hoede van de koning, kwam die opvatting tot uitdrukking.³⁷ Met het streven naar omwenteling ging bij De Man dus onmiskenbaar een hant naar autoritaire gezagsvormen, meer specifiek naar een op te richten eenheidspartij, samen. Gaandeweg beperkte de feitelijke ontwikkeling van het Belgische bezettingsregime de kansen op een sociale revolutie aanzienlijk ; niettemin bleef De Man, naast de behartiging van meer praktische noden van de bevolking, aan het oorlogsgebeuren heilzame mogelijkheden voor het socialisme toekennen. In hetzelfde kader liet hij evenmin zijn -- veelal onverbloemd beleden -- afkeer van het vooroorlogse parlementarisme als zijn pleidooi ten gunste van de eenheidspartij en van een inkrimping van de politieke vrijheid in het algemeen varen. Opvallend was het beroep op historische noodzaak waarmee hij die voorkeuren -- overigens namens de democratie en het socialisme -- verdedigde. Voor de geschiedenis van de democratie, door De Man als een in essentie sociale beweging opgevat, zou een bepaald ritme kenmerkend zijn waarbij liberale fasen met autoritaire fasen afwisselden.³⁸ Perioden van oorlog of revolutie zouden zich lenen voor een snelle uitbreiding van de sociale rechten van de ondergeschikte bevolkingslagen en uit dien hoofde een gevoelige versterking van de staatsmacht vereisen om de voorrechten van de leidende bevolkingslagen aan te tasten. In zo'n tijdsgewricht was een voorlopige beperking van de politieke vrijheden onvermijdelijk geworden ; pas na een dergelijke periode viel weer te denken aan de instelling van een liberaler bestel.³⁸

Conclusies

De in de inleiding van dit artikel geopperde hypothese situeert de hoofdverantwoordelijkheid voor De Mans opstelling in de beginjaren veertig op het terrein van de ideologische vernieuwingen van het socialisme die hij voor zijn ministeriële carrière bepleit heeft ; het is enkel op die materiële basis dat het aanhangen van autoritaire denkbeelden mogelijk werd, waarbij overigens de praktische politieke ervaringen en de verbittering dienaangaande uiteindelijk de doorslag kunnen hebben gegeven. De vraag is nu wat er, na de door mij gegeven schets van de ideologische voorgeschiedenis -- overigens met opzet behandeld vanuit het oogpunt van de revisie van het marxisme --, alsmede van de ministeriële ervaringen en de verdere evolutie van De Man van die veronderstelling overblijft.

In genoemde schets ontbreekt het, althans bij een eerste beoordeling, bepaald niet aan bruikbaar materiaal om de hypothese te bevestigen. Het theoretische werk van De Man telt op het eerste gezicht voldoende 'verdachte' elementen, dat wil zeggen elementen die, wanneer men ze bij voorbeeld onder invloed van teleurstellende praktische ervaringen tot hun uiterste consequenties doordenkt, inderdaad een afglijden naar politiek autoritarisme kunnen bewerkstelligen. Daar was op de eerste plaats de reeds in de jaren twintig wantrouwende houding tegenover het parlementaire stelsel die als basis bij uitstek kon dienen voor de onverholen afwijzing van dat stelsel tijdens de oorlogsjaren. Moest deze laatste niet worden gezien als het logische eindpunt van een theoretische uitgangspositie waarin, zoals hierboven uiteengezet, een onderscheid tussen democratie als gezindheid en tendens enerzijds en parlementarisme als juridisch-institutionele vormgeving anderzijds werd gehuldigd? De staatsopvatting van De Man ontsnapt evenmin aan bezwarende vermoedens. Wat kon De Man ervan weerhouden, toen hij eenmaal het anti-etatisme van de marxistische traditie had opgegeven en nadat pogingen om in het bestaande politieke kader tot een sterke staat te komen eigenlijk niets hadden opgeleverd, om te ijveren voor een oneindig sterkere staat? Eenzelfde verdenking geldt ten slotte het door hem verdedigde afscheid van het proletariaat en het zogenaamde 'Front van de Arbeid' als concreet uitvloeisel daarvan. Waren deze pleidooien niet de eerste uitingen van een streven dat zich op den duur tot 'alle levende krachten van de natie' zou richten?

Hier staat echter het een en ander tegenover. Het begrip 'politieke democratie' bij voorbeeld, dat hij, zo tonen zijn geschriften reeds voor de Eerste Wereldoorlog aan³⁹, hoofdzakelijk opvatte in termen van politieke rechten en vrijheden en waaraan hij in 1919 een wezenlijk belang toekende voor het nieuwe socialisme.⁴⁰ De door hem tijdens de Tweede Wereldoorlog ontworpen projecten, die in de richting van een voorlopige beperking der politieke democratie gingen, rechtvaardigde De Man nu met de constatering dat revolutionaire periodes in de geschiedenis steeds werden gekenmerkt door een autoritair bewind dat de politieke vrijheden inperkte ten gunste van een verruiming der sociale en economische, dus concrete vrijheden; pas in een daaropvolgende fase zou er weer gelegenheid zijn tot de instelling van een liberaler regime. Een dergelijke argumentatie viel in het geheel niet te rechtvaardigen met behulp van zijn vooroorlogse standpunten. Want hoewel De Man zich vanaf 1919 steeds argwanend had getoond ten aanzien van het parlementaire regime, was zijn nieuwe socialisme ervan uitgegaan dat het essentiële belang van de politieke democratie niet alleen betrekking had op de inhoud van de nieuwe maatschappelijke ordening, maar onbetwistbaar ook op de methode voor de verwerkelijking van die ordening.⁴⁰ Die benadering had het planisme overigens met de reformistische traditie gemeen: de nieuwe economische orde kon niet worden gevestigd 'op de puinen der vrijheden van het democratisch regime, maar door middel van deze vrijheden'.⁴¹ De Mans algemene doeleinden waren tijdens de oorlogsjaren grosso modo dezelfde gebleven -- in essentie de uitbreiding van de politieke tot de maatschappelijke democratie --, maar de door hem tijdens diezelfde periode verkozen methode week klaarblijkelijk van de vroegere criteria af. Dat die criteria in de loop der jaren twintig door De Man ondubbelzinnig in zijn motievenleer werden ingekaderd -- 'Door een slecht middel

(...) is een goed doel (...) niet te bereiken. Evenmin kan men de vrijheid door het despotisme, de democratie door de dictatuur, de geweldloosheid door het gebruikmaken van geweld verwezenlijken'⁴² -- kan genoemde afwijking alleen maar scherper doen uitkomen.

Al met al kan men stellen dat het van een grove miskenning van de realiteit zou getuigen, als men in het theoretische werk van De Man de primaire oorzaak van diens opstelling tijdens de bezettingsjaren zou blijven zien. Daarentegen kan het gewicht dat bij een uitleg van die opstelling aan de praktische aspecten van zijn evolutie toevalt, slechts toenemen, tenminste indien, zoals Van Peski terecht benadrukt, bij die aspecten niet alleen De Mans ervaringen als minister, maar ook zijn persoonlijke verwerking van die ervaringen worden gerekend. Het zijn deze factoren geweest die De Man deden aanbelanden op een terrein -- een niemandsland, zo men wil -- dat als voedingsbodem voor politiek autoritarisme kon dienen en dat juist om die reden niet kan worden gelijkgesteld met het terrein van de vooroorlogse theorie (en praktijk!) dat zich ten aanzien van de versterking van de staatsmacht door duidelijke grenzen omgeven wist. Uiteindelijk kan men, zonder abstractie te maken van de psychologische factor bij De Man, niet heen om de feitelijke werking van het Belgische politieke regime in de jaren voor de Tweede Wereldoorlog. Het voorbeeld van Hendrik de Man toont in die zin aan hoe, juist bij authentieke democraten, de praktijk van een in vele opzichten falende democratie, mede het denkbeeld van een ogenschijnlijk veel doelmatiger éénpartijregime aanlokkelijk heeft kunnen maken.

Noten

1. Dit artikel is in ruime mate gebaseerd op mijn licentiaatsverhandeling Hendrik de Man en zijn opvattingen over de parlementaire democratie, K.U.Leuven, Faculteit der Sociale Wetenschappen, februari 1985 -- promotor : prof. dr. L. Preneel
2. E. Mandel, 'Hendrik de Man, vijftig jaar later'. In : Hendrik de Man, een portret 1885-1953. Antwerpen, 1985, p. 51
3. Z. Sternhell, Ni droite, ni gauche. Parijs, 1983, p. 38.
4. Ibid. p. 232-233. In de grond bieden deze visies niet meer dan een geactualiseerde uiting van de kritiek die destijds, voor de Tweede Wereldoorlog, vanuit marxistische zijde tegen De Mans denkbeelden werden ingebracht.
5. D. Pels. 'Hendrik de Man en "De psychologie van het socialisme".' In : Socialisme en Democratie, 41 (1984), 11, p. 367-373 ; Idem. 'Hendrik de Man en de ideologie van het planisme.' In : J.J. van Galen e.a. Het moet, het kan! Op voor het plan! Amsterdam, 1985, p. 124-155.
6. A.M. van Peski. 'Een relaas met een vreemde conclusie.' In : Bulletin de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man. Nr. 13 (november 1985), p. 89-95 (inz. p. 93-94). Zie, voor andere kritische beschouwingen bij Pels' visie : H. Brugmans. 'Over Hendrik de Man.' In : Standaard der Letteren, 10 november 1984, p. 2.
7. In hoofdzaak gebaseerd op volgende publikaties van De Man : De psychologie van het socialisme (voorgesteld door L. Magits), Antwerpen, 1974 ; De socialistische idee (voorgesteld door L. Hancké), Antwerpen, 1975 ; Masses et chefs. Brussel, 1937

8. M. Peeters. 'Hendrik de Man over godsdienst en christendom'. In : Politica. 20, (1970), 3-4, p. 257-266.
9. Zie vooral : P. Frantzen (samenstelling). Planisme. Antwerpen, 1975
10. Corporatisme en socialisme, Brussel, 1935.
11. Cf. M. Claeys-van Haegendoren (samenstelling). Autobiografie. Antwerpen, 1974, p. 303 e.v. Dit werk bestaat uit een compilatie van de drie gedenkschriften van Hendrik de Man : Herinneringen (1941), Cavalier Seul (1948) en Gegen den Strom (1953).
12. M. Claeys-van Haegendoren (sam.). Op.cit. p. 296.
13. De resolutie van Kerstmis 1933 en het Plan van de Arbeid (P. Frantzen (sam.). Op.cit. p. 288).
14. M. Claeys-van Haegendoren (sam.). Op.cit. p. 298-299.
15. Enkel met de 'bezetting van de commandoposten', d.i. de structuurhervormingen, werd een instrument geschapen voor het ingrijpen op de economische conjunctuur (cf. ondermeer : De uitvoering van het Plan van de Arbeid (P. Frantzen (sam. Op.cit. p. 81)).
16. C.H. Hoejer. Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940. Uppsala, 1946, p. 237 en p. 240-241.
17. M. Claeys-van Haegendoren (sam.). Op.cit. p. 298.
18. Ph. van Isacker. Tussen staat en volk. Antwerpen, 1953, p. 187.
19. Zie, voor nog andere bedenkingen aangaande de opstelling van Van Zeeland in dit verband : G. Vanthemsche. 'L'élaboration de l'Arrêté Royal sur le contrôle bancaire' (1935). In : Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis. 11, (1980), 3, p. 396-399.
20. C.H. Hoejer. Op.cit. p. 244 ; T. Luykx. Politieke geschiedenis van België. Dl. 1. Brussel-Amsterdam, 1977, p. 351-352.
21. G. Vanthemsche. Art.cit. p. 389-437.
22. Idem. 'De mislukking van een vernieuwing economische politiek in België voor de Tweede Wereldoorlog : de OREC van 1935 tot 1938'. In : Belgische Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis. 13, (1982), 2-3, p. 339-389 ; interview van de auteur met M. Somerhausen.
23. M. Claeys-van Haegendoren (sam.). Op.cit. p. 259-260.
24. T. Luykx. Op.cit. p. 369.
25. Ibid. p. 367-368 ; C.-H. Hoejer. Op.cit. p. 269-260.
26. 'Belgische politiek : een opheldering'. In : Socialisme en Democratie. 1, (1939), 1, p. 40.
27. Op 23 februari 1938 zou De Man in de senaat plots onwel zijn geworden ingevolge een vergiftiging die hij bij een mosselsouper had opgelopen (M. Claeys-van Haegendoren (sam.). Op.cit. p. 350).
28. Interviews met G. de Muynck, L. Moulin en J. Rens ; zie tevens : F. Baudhuin. Histoire économique de la Belgique. Tome premier. Brussel, 1944, p. 338-339.
29. Interviews met N. Bal, E. Delvo, G. de Muynck, H. Fayat, L. Magits, L. Major, L. Moulin, P. Frantzen, J. Rens en P. Vermeylen ; Brief van A.E. de Schryver aan de auteur, 24 februari 1984.
30. Ibid., Interview met J. Rens.
31. Brief van A.E. de Schryver aan de auteur, 24 februari 1984.
32. 'Is het planisme dood?' In : Leiding. 1, (1939). 1 (H.

- Balthazar (sam.). Een halve eeuw doctrine. Antwerpen, 1976, p. 283-288).
33. 'Hervorming van de staat vooraf!' In : Leiding. 1, (1939), 2 (Ibid. p. 294-295).
 34. 'Een nawoord'. In : Leiding. 1 (1939), 6, p. 334-335.
 35. 'Vanaf 1938 gaf ik dan ook te kennen dat het vraagstuk van de hervormingen waarschijnlijk niet opgelost zou worden door een binnenlands debat, maar door de uitwendige schokken waaronder België onvermijdelijk te lijden zou krijgen ten gevolge van de verwickelingen op Europees vlak tussen de autoritaire staten en de "westerse democratie die door haar eigen fouten met ineensmorting bedreigd werd"' (M. Claeys-van Haegendoren (sam.). Op.cit. p.. 369).
 36. Zie ondermeer zijn artikel : 'Genoeg sabotage van de onzijdigheid!' in Leiding. 1, (1939), 10 (H. Balthazar (sam.) Op.cit. p. 363-367).
 37. Manifest van 28 juni 1940 (Ibid. p.381-383).
 38. 'De vrijheid kiest een ander kamp' (La liberté change de camp). In: Le travail, 25 oktober 1941 (Ibid. p. 446-448).
 39. Cf. Het Tijdvak van de democratie. Gent, 1907, p. 87.
 40. The Remaking of a Mind. Londen, 1919, p. 275.
 41. Socialisme en planisme -- 1934 (P. Franzten (sam.). Op.cit. p. 325).
 42. L. Magits (voorstelling). De psychologie van het socialisme. Antwerpen, 1974, p. 283.
-



Le Comité de l'Association avant la réunion due 18/11/1989 à Anvers. De gauche à droite : M. Brélaz, I. Rens, P. De Buyser, M. Van Haegendoren, P. Tommissen, J.Capelle, J. de Man, H. Balthazar, M. de Man-Flechtheim, J. Anthoons, A. van Peski.
(Foto A. Ver Elst)

PROGRESSIEVE FRONTVORMING IN DE JAREN 1930

Het Plan van de Arbeid en de christen-democratie¹

De 19de-eeuwse Industriële Revolutie bracht niet enkel de economische maar ook de politieke opgang van de gegoede burgerij. Haar dominante positie kwam evenwel vanaf de tweede helft van de negentiende eeuw in het gedrang door de opkomst van een emancipatorische arbeidersbeweging, die de uitbuiting van het proletariaat aan de kaak stelde. In 1885 ontstond vanuit vroegere initiatieven de socialistische Belgische Werklieden Partij (BWP) en binnen het katholieke blok ontwikkelde zich vanaf die tijd een arbeidersvleugel (christendemocratie). Nog voor de Eerste Wereldoorlog zette een democratisering van het Belgische politieke leven in die bekroond werd met de invoering van het algemeen enkelvoudig stemrecht voor mannen in 1918. Door van bij de aanvang het parlementaire spel mee te spelen nam de BWP feitelijk afstand van haar revolutionaire wortels en rethoriek. De overtuiging groeide dat het kapitalisme langs legale weg omgevormd kon worden tot een socialistische samenleving, op voorwaarde dat de socialisten bij democratische verkiezingen een absolute meerderheid in de wacht sleepten. In afwachting daarvan zou de partij haar politieke gewicht in de schaal werpen om de scherpste hoeken van het kapitalisme af te ronden. De voortdurende aangroei van het industriële proletariaat betekende alvast een machtig electoraal potentieel voor de BWP. Uiteindelijk bleef de absolute meerderheid echter buiten bereik. In Wallonië haalde de socialistische partij in 1919 weliswaar 51 % van de stemmen, maar nationaal bleef ze datzelfde jaar met 36,7 % net onder de 37 % van de katholieke partij. Haar hoogste stemmenpercentage zou de BWP bij de verkiezingen van 1925 halen : 39,4 %. Het waren de enige tussenoorlogse verkiezingen waarbij de partij in Vlaanderen de 30 %-grens overschreed². In het zich later industrialiserende Vlaanderen kreeg de BWP inderdaad minder gemakkelijk voet aan de grond dan in Wallonië. Eén van de oorzaken hiervoor was de snelle opgang van de christen-democratie in Vlaanderen. Reeds op het einde van de 19de eeuw ontstonden overal anti-socialistische werkliedenbonden. Hun afkeer voor de revolutionaire en atheïstische tendensen binnen de socialistische beweging sloeg vooral in het nog minder ontkerstende Vlaanderen aan. De christen-democratie werd pas na de Eerste Wereldoorlog een echte machtsfactor. In de jaren 1919-1921 hervormde de beweging zich, waarna ze zich wist los te werken van de conservatieve betutteling binnen de katholieke partij. Het Algemeen Christelijk Werkersverbond (ACW) was geboren en consolideerde zich als één van de vier samenstellende pijlers van de katholieke partij (naast de Boerenbond, de middenstand en de conservatieve burgerij, vertegenwoordigd door de Federatie van katholieke Verenigingen en Kringen)³. Het ACV (Algemeen Christelijk Vakverbond) begon de socialistische Syndicale Commissie (SC) ernstig te beconcurreren, maar slaagde daar in

Wallonië minder goed in, omdat de socialisten er in de oude industriebeekens reeds een superieure machtspositie hadden opgebouwd.

De eenheid van de arbeidersbeweging mocht dan al aangetast zijn, toch kon ze aan het einde van de jaren 1920 terugblikken op een reeks opmerkelijke successen. Tijdens de Eerste Wereldoorlog was de BWP voor het eerst in de regering opgenomen. De democratiseringsgolf na de oorlog had naast het algemeen enkelvoudig stemrecht voor mannen ook de wettelijke achturen-dag en de volledige erkenning van het stakingsrecht gebracht. Voor de BWP volgde de ontnuchtering echter snel. Na de verkiezingsoverwinning van 1925 werkte ze nog mee aan de sanering van de Belgische frank in regeringen van nationale eenheid. Het voeren van een progressieve hervormingspolitiek bleek in die context evenwel onmogelijk, zodat de partij in 1927 opnieuw de oppositiebanken opzocht. In het kader van de economische boom op het einde van de jaren 1920 bleek die oppositiekur weinig vruchtbaar. Electorale stagnatie en een groeiende besluiteloosheid binnen de partijleiding waren hiervan het gevolg.

De crisis van de jaren 1930 schudde de kaarten dooreen. Dermate zelfs dat dit decennium een historische scharnierfunctie zou vervullen als voorbode van de na-oorlogse maatschappelijke ontwikkeling. Het ging immers niet enkel om een economische maar ook om een diepgaande politieke crisis. Het Belgische socialisme bleef hierbij niet onberoerd. Op haar kerstcongres in 1933 nam de BWP het "Plan van de Arbeid" aan als actieprogramma ter bestrijding van de crisis. Hendrik de Man was er de auteur van en beoogde met het Plan een ingrijpende heroriëntatie van de partij, zowel op ideologisch vlak als in haar politieke praktijk. Met het Plan stelde de BWP uitdrukkelijk haar kandidatuur voor de macht. De Man hoopte op basis van het Plan een breed anti-kapitalistisch front te kunnen mobiliseren en aldus de enge partijgrenzen te overstijgen. Hiertoe richtte de BWP zich uitdrukkelijk tot de boeren, de middenstanders en vooral de christelijke arbeiders verenigd in het ACW. Het is precies op het ontstaan en de doelstellingen van het socialistische planisme en vooral ook op de reactie van de christen-democratische beweging hierop, dat we dieper willen ingaan.

De economische crisis en haar weerslag op het politieke leven

De wereldcrisis die na de beurscrash in Wallstreet van november 1929 uitbrak, bereikte België relatief laat. 1930 werd nog gekenmerkt door het optimistische geloof dat ons land aan het ergste zou ontsnappen. De financiële crisis die in de loop van 1931 vanuit de Verenigde Staten oversloeg naar Midden- en West-Europa maakte een einde aan deze illusie. Op 21 september 1931 besloot Groot-Brittannië af te stappen van de gouden standaard en van het pond een zwevende munt te maken. Deze feitelijke devaluatie kreeg in talloze landen navolging. Samen met de protectionistische handelsafspraken binnen het Britse Imperium betekende dit een zware slag voor een kleine, exportgerichte economie als de Belgische. De internationale handel raakte helemaal in het slop en de ineensstorting van groothandels- en landbouwprijzen zette zich door. In de winter van 1931-32 verscherpte de crisis in ons land op dramatische wijze. In 1932 liep de gemiddelde industriële produktie in België terug tot 74,4 % van wat ze in 1930 nog was geweest. Het totale aantal

verzekerde werklozen liep in het voorjaar van 1932 op tot boven de 300 000⁴. Vermits er geen verplicht stelsel van werkloosheidsverzekering bestond, moet het werkelijke aantal nog een stuk hoger gelegen hebben. Deze crisissomstandigheden hadden ook een onmiddellijke weerslag op de overheidsfinanciën. De inkomsten uit belastingen daalden snel, terwijl het uitgavenpeil hoog bleef, onder meer doordat de overheid in toenemende mate de syndicale verzekeringskassen moest bijspringen voor het uitbetalen van de werkloosheidsvergoedingen. De toekomstperspectieven waren somber en van alle kanten werd een beroep gedaan op de regering om het crisisleed te verzachten. Sedert 1927 werd het land bestuurd door katholiek-liberale kabinetten. In de heersende economische opvattingen betreffende de overheidsrol stond de begrotingsorthodoxie centraal. De late jaren 1920 waren dank zij de gunstige economische conjunctuur met belangrijke begrotingsoverschotten afgesloten. Het verslechteren van de budgettaire situatie vormde voor de regering dan ook de onmiddellijke aanleiding voor het uitwerken van een aangepaste crisispolitiek. Feitelijk wenste men de beginselen van het economische liberalisme niet te verlaten. De overtuiging gold dat de economie enkel zichzelf kon genezen, zodat de crisis na een moeilijke aanpassingsperiode vanzelf zou verdwijnen. De overheid had tot taak op haar eigen terrein bij te dragen tot het succes van deze noodzakelijk geachte aanpassing. Basis van de saneringspolitiek vormde het behoud van de frank aan zijn in 1926 vastgestelde goudpariteit. In de politieke wereld was niemand te vinden voor een devaluatie. De moeizame muntherschikking van 1926 lag daarvoor nog te vers in het geheugen. Bovendien vreesden alle partijen de electorale weerslag wanneer het spaargeld van grote en kleine spaarders bedreigd zou worden. Intussen kreeg het geloof in een stabiel monetair systeem op basis van de gouden standaard internationaal wel flinke klappen. De Verenigde Staten volgden in 1933 het Britse voorbeeld door de dollar los te maken van die gouden standaard. De westerse landen, waaronder België, die bleven zweren bij de gouden standaard, sloten zich in datzelfde jaar aaneen tot het zogenaamde Goudblok onder leiding van Frankrijk. Het waarborgen van de muntstabiliteit hield de verplichting in het prijspeil te drukken. De prijzen op de wereldmarkt vertoonden immers een sterk dalende trend wat een bedreiging inhield voor de Belgische export. Om haar concurrentiekracht te behouden zag de Belgische industrie zich verplicht die trend te volgen. De regering wilde hier door een strenge deflatiepolitiek toe bijdragen. Concreet betekende dit het drukken van de prijzen, de lonen en de levensduurte in het algemeen, en mede als voorwaarde hiertoe het inkrmpen van de circulerende geldhoeveelheid en het terugschroeven van de overheidsuitgaven. Zo verlaagde de regering Renkin in maart 1932 de wedden van de staatsambtenaren met 10 %. De meeste aandacht ging echter uit naar het herstellen van het begrotingsevenwicht. Verscheidene saneringsplannen zagen het licht, maar aanvankelijk bleven de verhoopte resultaten uit als gevolg van de verdere verscherping van de crisis. Het budgettair evenwicht werd pas in 1933 bereikt door de ingrijpende maatregelen van minister van financiën Jaspar. Talrijke nieuwe belastingen, waaronder een nationale crisistaks, werden in het leven geroepen. Deze politiek werd tot de regeringscrisis van maart 1935 aangehouden. Ze droeg bij tot een gevoelige daling van het

prijsspeil en de nominale lonen. De reële lonen daalden overigens nauwelijks, wat wijst op de politieke kracht van de vakbeweging⁵. Toch konden de deflatiemaatregelen het tij niet doen keren. De "aanpassing" van de Belgische economie bracht een schijnbaar eindeloze stroom van faillissementen op gang. De zware offers, vooral inzake werkloosheid, volstonden niet om in een internationaal klimaat van recessie en protectionisme, de Belgische concurrentiepositie te herstellen. Integendeel, door het uitblijven van een heropleving begonnen de negatieve gevolgen van de deflatie steeds zwaarder te drukken. De lage prijzen boden te weinig vooruitzichten om de produktie te kunnen stimuleren. De binnenlandse vraag bleef ondermaats, niet enkel omdat het loonverlies bij werkloosheid en de belastingsverhogingen de koopkracht aantastten, maar ook doordat heel wat aankopen in de verwachting van verdere prijsdalingen werden uitgesteld. Het doel van de deflatiepolitiek, namelijk het hernemen van de economische bloei, leek steeds moeilijker te bereiken. De arbeidersbeweging reageerde verdeeld op de crisis. Dit had op de eerste plaats te maken met het feit dat het ACW deelnam aan het regeringswerk, terwijl de BWP de oppositie leidde. De leiding van de christelijke arbeidersbeweging hoopte door regeringsdeelname de overheidspolitiek maximaal te kunnen beïnvloeden. Anderzijds hield dit ook de verplichting in het gevoerde beleid tegenover de achterban te verdedigen, ook al kwamen de getroffen maatregelen vaak hard aan. De filosofie achter het regeringsbeleid werd door het ACW niet in vraag gesteld. Althans in de beginjaren van de crisis niet. De beweging beijverde er zich vooral voor de besparingsmaatregelen ten koste van de werkende klasse te verzachten. Binnen de regering stond het ACW hierbij vaak lijnrecht tegenover de liberalen en de conservatieve vleugel van de katholieke partij. De soms erg gespannen verhouding tussen progressieven en conservatieven binnen de katholieke partij was trouwens niet nieuw.⁵ Ze bemoeilijkte de taak die het ACW zichzelf stelde, maar zette er haar ook toe aan eigen politieke kanalen te ontwikkelen. Hierdoor won de christelijke arbeidersbeweging aan invloed en ontwikkelde ze zich in vele opzichten tot een partij binnen de partij. Toch bleef het, in naam van de katholieke eenheid, vaak schipperen. Dat het ACW de regering steunde, betekende nog niet dat het geen eigen voorstellen tot bestrijding van de crisis formuleerde. Grofweg viel het crisisprogramma van de christelijke arbeidersbeweging in twee luiken uiteen. Vooreerst werd een pakket concrete maatregelen voorgesteld om de werkloosheid te bestrijden en een economische heropbloei te stimuleren. De voornaamste hieronder waren een openbare werkenpolitiek, arbeidsduurvermindering en het voeren van een actieve handelspolitiek, maar ook een beperking van de arbeid van gehuwde vrouwen en vreemdelingen werd gesuggereerd. Daarnaast bepleitte het ACW ook meer structurele hervormingen die een terugkeer van ernstige economische crisissen onmogelijk moesten maken. Het economische liberalisme werd op de korrel genomen. De ongebreidelde vrije concurrentie stond enkel ten dienste van het individuele winstbejag en niet van het algemeen welzijn. Het hoefde dan ook niet te verbazen dat dit systeem tot ontsporingen leidde. Als alternatief bepleitte het ACW een christelijk-corporatieve maatschappijvisie geïnspireerd op de pauselijke encyclieken Rerum Novarum (1891) en Quadragesimo Anno (1931). Deze pauselijke schrijvens legden de nadruk op een organische

maatschappij-opvatting gekenmerkt door 'klassensamenwerking' in plaats van 'klassenstrijd' als middel om de sociale tegenstellingen te overbruggen⁷. De hoeksteen van het corporatieve alternatief vormde de bedrijfsorganisatie. Dit kwam neer op het uitbouwen van een net van paritaire comités op bedrijfs-, sectorieel en nationaal niveau, waarin werkgevers en werknemersafgevaardigden elkaar zouden kunnen vinden. Het ACV-congres van 1932 vroeg ook om de oprichting van een paritair samengestelde Centrale Raad van de Nationale Voortbrenging die de regering advies kon verlenen inzake economisch beleid en sanctionerend zou kunnen optreden naar de bedrijven toe. Een bescheiden stap in de richting van een geleide economie. Er werd ook gedacht aan het bijsturen van de politieke structuren in corporatieve zin. Opvallend in de ACW-voorstellen was zowel de sterk anti-etatistische inslag als de beklemtoning van ethische waarden en een zedelijke heropstanding. Het kapitalisme op zich werd niet verworpen. De idee overheerste dat een geleidelijke hervorming de voornaamste kwalen ervan zou kunnen verhelpen.

De socialistische beweging ging vanzelfsprekend veel verder in haar kritiek op kapitalisme en economisch liberalisme. Niettemin was het verre van duidelijk hoe de BWP de crisis dacht aan te pakken. Sedert de partij in november 1927 uit de regering was getreden, bevond ze zich in een malaise. De verkiezingen van 1929, in volle economische bloei, bracht een teleurstellend stemmenverlies van 3,6 %⁸. BWP-voorzitter Vandervelde verklaarde op het partijcongres van november 1929 dat de partij pas uit de oppositie zou treden, wanneer ze zich na nieuwe verkiezingen als de spil van een nieuwe regering zou kunnen opwerpen. In afwachting werd een constructieve oppositie in het vooruitzicht gesteld. De BWP zat echter duidelijk verlegen om een alternatief voor het regeringsbeleid ten aanzien van de economische crisis. Dit was mede het gevolg van de interne partijt tegenstellingen. Terwijl de linkervleugel aanstuurde op een heftige agitatiecampagne en het uitroepen van een algemene staking, maande de traditioneel meer behoudsgezinde vakbondsvleugel aan tot voorzichtigheid. De Syndicale Commissie was als de dood voor een algemene staking, omdat ze de kans op slagen gering achtte -- slechts één op drie Belgische arbeiders was socialistisch gesyndiceerd -- en de financiële gevolgen voor de vakbonden zelf nefast konden zijn. Deze vrees valt makkelijk te verklaren. Vermits de meeste werkloosheidsuitkeringen via de vakbonden werden uitbetaald, kregen die in crisistijd met enorme uitgaven af te rekenen. Bovendien werden ze bij het verergeren van de crisis in toenemende mate afhankelijk van overheidtoelagen om hun verplichtingen na te komen. De vakbonden moesten ook voortdurend op hun hoede zijn, omdat ze te allen prijze wilden vermijden dat de werklozenbijstand -- een belangrijk middel tot ledenwerving -- hen werd ontnomen. Iets waarop vanuit conservatieve hoek meermaals werd aangedrongen. De impasse vertaalde zich in een weinig inspirerende oppositie⁹. De eerste herstelplannen van de katholiek-liberale regering Renkin werden hooguit verbaal bekritiseerd. De BWP schoof als alternatief een Noodplan naar voren, uitgewerkt door Arthur Wauters. Het offensieve karakter van sommige voorstellen, zoals de 40-urenweek, het invoeren van een geleide economie en de bankcontrole, werd echter teniet gedaan door de vage termen waarin ze waren gesteld, maar evengoed door de tactiek die de BWP

volgde met het Noodplan. Emile Vandervelde legde het plan in zijn geheel voor aan de Kamer, waar het, zoals te verwachten viel, door de meerderheid werd weggestemd. Nadien stierf het Noodplan in socialistische rangen een stille dood.

In de loop van 1932 kwamen er ernstiger signalen vanuit de basis dat de opstelling van de BWP aan herziening toe was. In juni braken in de mijnstreek van de Borinage stakingen uit naar aanleiding van de scherpe loonsverminderingen. De beweging nam al gauw een grimmig karakter aan. Betekenisvol was vooral dat ze buiten deze twee grote vakbonden om uitbreiding nam. In Charleroi sloegen socialistische en christen-democratische vakbondsleiders zelfs de handen in elkaar om zo snel mogelijk de sociale rust te herstellen. Ze waren vooral bevreesd voor een nog moeilijker te controleren escalatie van de arbeidersacties en voor een groeiende invloed van de communisten. Als gevolg van de stakingsgolf nam de regering voorlopig wat gas terug in haar strenge deflatiepolitiek en groeide bij de BWP-leiding nog sterker het besef van de nood aan een inspirerend en radicaal crisisprogramma. Bij de verkiezingen van 27 november 1932 trad de BWP voor de kiezers met haar integrale partijprogramma, het Charter van Quaregnon uit 1894. De stemmenwinst bleef erg beperkt. Na de verkiezingen verstrakte de katholiek-liberale regering de Broqueville de deflatiepolitiek op basis van volmachten. De spanningen binnen de BWP namen nog toe.

Hendrik de Man en de heroriëntering van het Belgische socialisme
In maart 1933 keerde Hendrik de Man na een jarenlang verblijf in Duitsland terug naar België. Hij nam de leiding op zich van het pas opgerichte Bureau voor Sociaal Onderzoek, studie bureau van de BWP, met als doel een nieuw actieplan voor de partij uit te werken. Hieruit ontstond het "Plan van de Arbeid" dat de socialistische partij op nieuwe banen moest leiden. De planidee bij De Man bouwde logisch voort op de conclusies uit zijn theoretisch werk van de jaren 1920 en op de ervaringen die hij in Duitsland had opgedaan. Vooral door de publikatie van zijn Zur Psychologie des Sozialismus (Au-delà du Marxisme) in 1926 had De Man internationaal bekendheid verworven als socialistisch criticus van het marxisme.

De Mans analyse van het marxisme baseerde zich op de feitelijke ontwikkeling van het kapitalisme sinds de 19de eeuw.¹⁰ De sociaal-economische omstandigheden en de verhoudingen tussen arbeid en kapitaal waren in de jaren 1920 en 1930 niet meer dezelfde als ten tijde van Marx. Het marxisme zoals dat voortleefde in de ideologie en praktijk van de sociaal-democratische partijen was dan ook aan een herziening toe. Het ging, zoals De Man beklemtoonde, immers niet om de dode Marx maar om het levende marxisme. In Zur Psychologie des Sozialismus rekende De Man af met wat hij het 'vulgair marxisme' moemde. Hij kantte zich sterk tegen het marxistische economisme en determinisme, dat zijn actualiteit verloren had. Ook de reformistische praktijk van de westerse sociaaldemocratische partijen werd aan een kritiek onderworpen. In zijn boek Die Sozialistische Idee uit 1933 poogde De Man vanuit zijn kritiek tot een positieve formulering te komen van een socialisme gebaseerd op ethische en psychologische grondslagen.

Kenmerkend voor het 20ste-eeuwse kapitalisme was dat het van een

zuiver concurrentieel kapitalisme meer en meer evolueerde naar een monopolie-kapitalisme. Fabrieken werden niet alleen steeds groter, ze raakten ook opgenomen in steeds grotere eenheden die een toenemende specialisatie aan de dag legden. Het financie-kapitaal dat zulke concentratiebeweging mogelijk maakte, schiep aldus monopolies of oligopolies die in privé-handen bleven. Het financie-kapitaal was in de economie dan ook dominant geworden. Het betekende dat de economie weliswaar geleid werd, maar dan enkel in het belang van een kleine groep kapitaalkrachten. Naast de monopolisatie van de kapitalistische economie was een tweede opvallende ontwikkeling dat de algemene proletarisatie voorspeld door Marx zich klaarblijkelijk niet doorzette. Het aandeel van het industriële proletariaat in de totale werkbevolking begon in het Westen zelfs langzaam terug te lopen. Dit had te maken met het zich bestendigen van een ruime middenklasse van kleine zelfstandigen en handelaars, opnieuw in tegenstelling met wat Marx had voorspeld. Het kapitalisme was er daarenboven in geslaagd door een intense ontwikkeling van de produktiekrachten te voldoen aan een aantal onmiddellijke noden van de werkende klasse. De algemene welvaartsstijging sinds de 19de eeuw was onweerlegbaar. Tot op zekere hoogte leidde dit tot een "verburgerlijking" van de arbeiders. Deze tendens werd nog versterkt door de differentiatie die optrad binnen de arbeidersklasse zelf. Door de snelle technologische ontwikkeling en de doorgedreven arbeidsverdeling had de industrie nood aan geschoolde arbeidskrachten voor een waaier aan verschillende functies. Het proletariaat als één homogene klasse bestond allang niet meer. Binnen de arbeidersklasse deed zich een elitevorming voor, waarbij velen zich precies zochten te onderscheiden van het maatschappelijk vaak laag geachte fabrieksproletariaat.

Uit de analyse van deze ontwikkelingen trok De Man verregaande conclusies voor het socialisme. Hij vertrok vanuit de vaststelling dat de voorwaarden voor een blijvende groei van de sociaal-democratie steeds meer in het gedrang kwamen. De voornaamste reden hiervoor was dat de socialisten zich bijna uitsluitend verbonden hadden met de arbeidersbelangen, terwijl een absolute proletarische meerderheid bij verkiezingen een illusie bleek te zijn. De arbeidersklasse was bovendien verre van homogeen, zelfs niet in haar politieke vertegenwoordiging. Daarnaast leidde het door de sociaal-democratische partijen gehuldigde reformisme tot een feitelijk immobilisme, omdat de echte structuurhervormingen almaar op de lange baan werden geschoven. De economische crisis bewees dat het kapitalisme geen onbeperkte ruimte bood voor een politiek die zich louter richtte op het afdwingen van materiële toegevingen aan de arbeidersklasse.

Om aan de nieuwe impasse te ontsnappen moest het socialisme op zoek gaan naar een nieuw sociaal platform waarin de uiteenlopende belangen zich zouden kunnen terugvinden. Voorwaarde hiertoe was het overstijgen van de enge klassebelangen. De weerstand tegen het financie-kapitalisme kon volgens De Man het sociale bindteken worden voor de vorming van een breed front van arbeiders, boeren en middenstanders. Boeren en kleine middenstanders waren immers in grote mate afhankelijk geworden van het financie-kapitaal, vertegenwoordigd door hun werkgevers of geldschietters. De belangen van arbeiders en middenklassen liepen hier dus samen, hoewel het anti-kapitalisme van de arbeidersklasse uiteraard veel

verder ging. Maar aangezien de financiële sector de commandopost bij uitstek van het kapitalisme was geworden, moest die het eerste en voornaamste doelwit zijn van de socialistische structuurhervormingen.

Voor de vorming van een Arbeidsfront was de houding van de middenstand van cruciaal belang. De Man was tot deze conclusie gekomen door wat zich in Duitsland had afgespeeld. Het nationaal-socialisme kende er groot succes bij de vele kleine middenstanders die door de crisis in een benarde situatie waren beland. Ondanks hun moeilijkheden behielden zij hun klassegevoel en lieten daarom het socialisme links liggen. Enkel een ingrijpende heroriëntering van het socialisme kon de middenklassen hun traditionele allergie ervoor helpen overwinnen. Uit de onmacht en nederlaag van de SPD tegenover Hitler trok De Man nog een tweede les. Het bleek een verkeerde tactiek het fascisme te willen bestrijden door zich fanatiek vast te klampen aan de verworvenheden van de arbeidersklasse. Zulke politiek leidde er uiteindelijk toch toe dat de socialistische beweging steeds meer water bij de wijn moest doen, wat in de kaart speelde van het erg agressieve fascisme. De vooruitgang van de reactionaire krachten kon het beste bestreden worden door een krachtadig en inspirerend programma uit te werken, dat voor alle bevolkingsgroepen perspectieven bood. De tijd was rijp om met een vernieuwd socialisme opnieuw in het offensief te treden en het falende kapitalistische bestel grondig te hervormen. Het "Plan van de Arbeid" was de politieke vertaling van deze inzichten. Doel van Het Plan was een welvaartsverruiming tot stand te brengen en de fundamenteën te leggen voor een rechtvaardiger maatschappij door een democratisering van het economische leven. Hiertoe omhelsde het Plan zowel conjuncturele en structurele economische maatregelen als politieke hervormingen. Vooreerst moest de economische crisis overwonnen worden door een aangepast conjunctuurbeleid. De Man zette zich scherp af tegen de door de regering gevoerde deflatiepolitiek. Het was "een vermageringskuur voor vermagerden". In plaats daarvan moest de overheid door een kredietverruiming en een grootscheepse politiek van openbare werken de economische heropleving stimuleren. Voor De Man was het reeds in 1934 een uitgemaakte zaak dat de Belgische frank gedevalueerd moest worden. Uitdagend werd de opslorping van de werkloosheid in het vooruitzicht gesteld, in minder tijd dan nodig was geweest om ze te veroorzaken. De Man wijtte de crisis aan de te zwakke consumptiekracht van de arbeidersklasse. Hiermee greep hij in feite terug naar de onderconsumptie-these die reeds door Karl Marx en Rosa Luxemburg werd uitgewerkt. De economische structuurmaatregelen concentreerden zich op de nationalisatie van de kredietsector en van de sleutelnijverheden. Een centraal kredietinstituut van de Staat zou voldoende controlestukken van de grote banken in handen krijgen om de kredietverlening te kunnen sturen volgens de richtlijnen van het economische plan en in dienst van het algemeen nut. Het kredietinstituut zou zich nochtans beperken tot algemene richtlijnen en zo min mogelijk tussenkomen in het dagdagelijkse beleid van de banken. Voor de overdracht van de nodige controlestukken aan de staat werden vergoedingen voorzien, zodat moeilijk van een zuivere naasting van eigendom gesproken kon worden. Het ging er vooral om de overheid het hoogste gezag

in de kredietsector te verlenen. Eenzelfde vorm van nationalisatie werd ook voorzien voor de sleutelnijverheden waarvan het merendeel toch al monopolistisch van aard was. Het Plan had hierbij de nijverheden op het oog die grondstoffen of drijfkracht voortbrachten, zoals de elektriciteitssector, de steenkool- en de staalnijverheid. Een Commissariaat van de Nijverheid, rechtstreeks afhankelijk van de wetgevende macht, zou de leiding waarnemen over de genationaliseerde industriesector. In alle andere takken van het economische leven zouden het private eigendomsrecht en de kapitalistische inrichting gehandhaafd blijven. Waar de eigendom en het gebruik van de produktiemiddelen nog samenvielen, wat voor zelfstandige landbouwers, handelaars en ambachtslieden het geval was, moest deze eenheid versterkt worden. Hierin kwam duidelijk De Mans intentie tot uiting om ook de middenstanders en boeren achter het Plan te krijgen. Om de laatste angst voor een collectivistisch socialisme weg te nemen werden ook de bescherming van het individuele spaarwezen en van het integrale erfenisrecht in het Plan opgenomen. Ten slotte voorzag het Plan nog in een aantal institutionele hervormingen. Op sociaal vlak sloot de eis tot wettelijke erkenning van syndicaten, paritaire commissies en collectieve arbeidsovereenkomsten goed aan bij hetgeen leefde binnen de christelijke arbeidersbeweging. Op politiek vlak wilde het Plan de democratie versterken en efficiënter maken. Hoe dit precies moest gebeuren was niet geheel duidelijk. Wel voorzag het Plan de raadpleging van corporatieve lichamen bij het wetgevende werk. De op te richten instellingen belast met leiding van de economie zouden een ruime uitvoeringsmacht krijgen om het gevaar voor etatisme in te dijken. Ze bleven natuurlijk wel onder parlementaire controle staan. De democratie zou trouwens het best gediend zijn door de herwonnen onafhankelijkheid van het staatsgezag tegenover de geldmachten.

De moeizame zoektocht naar een Front van de Arbeid

In zijn toelichting bij het "Plan van de Arbeid" op het BWP-kerstcongres van 1933 riep Hendrik de Man alle burgers van goede wil op tot de vorming van een arbeidsfront. De socialisten rekenden hiervoor op de steun van boeren, middenstanders en christelijke arbeiders. Toch richtten ze zich vooral tot deze laatste groep omdat die via zijn organisaties, het ACW en ACV, het gemakkelijkst aanspreekbaar was. De Man lanceerde zijn oproep aan het adres van het ACW op het BWP-congres : "L'acceptation du Plan du Travail (par le P.O.B.) indiquera que nous sommes disposés à accepter la collaboration des travailleurs chrétiens pour un programme de gouvernement qui comportera l'exécution de ce Plan, rien de plus et rien de moins!"¹¹ Na de publikatie van het Plan lag de bal nu in het christen-democratische kamp. Reeds op 23 november 1933, dus nog voor het BWP-kerstcongres, boog het ACW-bureau zich over het nieuwe socialistische actieplan, dat via de pers bekend was geraakt. Er werd afgesproken de beoordeling van de economische waarde van het Plan aan het ACV over te laten. Over de politieke implicaties zou het ACW zich uitspreken. Aan de vooravond van het BWP-congres werd op 500 000 exemplaren een manifest verspreid waarin het ACW elke verdere stellingname over het Plan afhankelijk maakte van het socialistische antwoord op drie voorafgaande vragen : "Ja of neen, verzaakt de BWP officieel aan de beginselverklaring die tot op heden gediend heeft tot de grondslag van haar werking? Ja of

neen, verzaakt de BWP officieel aan de toepassingen die door haar vroegere congressen uit deze principes werden afgeleid? Ja of neen, verzaakt de BWP officieel aan haar vroegere verklaringen inzake klassenstrijd, het eigendomsrecht, het anticlericalisme, de toelagen aan het vrij onderwijs?¹² Het ACW-manifest vroeg niet meer of minder dan dat de socialistische partij haar eigen geschiedenis en partijprogramma als een vergissing zou afzweren. De discussie opende slecht.

Het BWP-congres bevestigde de gehechtheid van de partij aan het Charter van Quaregnon en aan de vroegere congresbesluiten. De christen-democraten werden enkel uitgenodigd tot een tijdelijke samenwerking met als concreet doel de realisatie van het Plan van de Arbeid. Doctrinaire principiële kwesties deden, volgens De Man, dan ook niet ter zake. In de discussie die in de daaropvolgende maanden vooral via de pers van beide zuilen werd gevoerd, kwamen de traditionele ideologische tegenstellingen toch weer bovendrijven. Het ACW zag het Plan als een politiek manoeuvre van de BWP om de macht te veroveren en het traditioneel collectivistisch partijprogramma integraal te verwezenlijken. Nog voor het ACV zich had uitgesproken over de economische waarde van het Plan werd het dus door de ACW-leiding feitelijk afgeschoten op politieke gronden. Daar waren twee redenen voor. Vooreerst wilde het ACW zich niet vereenzelvigen met een politiek project dat volledig was uitgewerkt door de concurrerende politieke familie. De christen-democraten hadden geen enkele inspraak gehad bij de totstandkoming van het Plan.¹³ Bovendien vreesden ze bij een samenwerking met de socialisten weinig inbreng te zullen hebben, alleen al omdat de christelijke arbeidersbeweging numeriek gezien veel minder gewicht in de schaal kon werpen. Ten tweede begrepen de leiders van het ACW en ACV dat een verregaande samenwerking met de BWP onherroepelijk tot een breuk binnen de katholieke partij zou leiden.

In de andere geledingen van de katholieke partij werd het Plan van de Arbeid zonder meer van de hand gewezen. In die omstandigheden was het voor het ACV wel erg moeilijk zich nog onbevooroordeeld uit te spreken over de economische aspecten van het Plan. De christelijke vakbond nam op 6 februari 1934 een definitief standpunt in. Ondanks het feit dat het ACV zich achter het merendeel van de crisismaatregelen voorgesteld door het Plan kon scharen, werd het als een geheel afgewezen.¹⁴ De voornaamste reden lag in de voorziene nationalisaties. Ze zouden een staatsinmenging vereisen die onaanvaardbaar was in het licht van de christelijke leer, en bovendien waren ze tot mislukken gedoemd. Alleen al de aankondiging van een banknationalisatie zou een paniekreactie en een massale kapitaalvlucht uitlokken. Daarnaast werd de BWP het vasthouden aan haar marxistisch partijprogramma verweten en het gebrek aan aandacht voor de zedelijke oorzaken van de crisis. Het overkoepelende ACW trad de vakbond bij door op 10 april 1934 een resolutie tegen het Plan te verspreiden. Hierin werden de gekende argumenten tegen een samenwerking met de socialisten herhaald. "Het is aan de katholieken verboden," zo stelde de resolutie, "om hun hulp te verlenen aan de propaganda voor of de verwezenlijking van het Plan"¹⁵. Uit vrees voor de mogelijke aantrekkingskracht van het Plan op de christelijk gesyndiceerde arbeiders werden de gelederen gesloten. De ACW-leiding drukte de militanten op het hart niet al teveel ruchtbaarheid te geven aan het Plan door de studie ervan in de plaatselijke kringen tot een minimum te

beperken. De tekst van het Plan van de Arbeid werd behalve in het ACV-leidersblad niet één keer gepubliceerd in de ACW-pers. De christen-democraten wezen een samenwerking met de socialisten op basis van het Plan van de Arbeid dus af. De BWP kwam er trouwens slechts moeizaam toe haar aanbod aan het adres van het ACW te concretiseren. Een publieke oproep tot samenwerking is één zaak, de concrete invulling daarvan een andere. Op geen enkel ogenblik deed de BWP het ACW of de katholieke partij een formeel politiek aanbod tot onderhandelingen met het Plan van de Arbeid als inzet. Het werd aan de Syndicale Commissie overgelaten haar christelijke tegenhanger tot de vorming van een arbeidsfront over te halen. Op 30 januari 1934 stelde SC-voorzitter Corneille Mertens het ACV voor onderhandelingen te openen over een samenwerking op basis van het Plan. De christelijke vakbond zou vanzelfsprekend zijn volledige onafhankelijkheid behouden en inspraak krijgen in de uitwerking van de wetsvoorstellen nodig voor de uitvoering van het Plan. Het antwoord sloot volledig aan bij het ACV-standpunt van 6 februari. Het was over de hele lijn negatief.

Hoewel het samenwerkingsaanbod officieel gestrand was, kwam het nog bij verschillende gelegenheden tot contacten tussen socialisten en christen-democraten. Toch gebeurde dit vooral in de marge van het politieke bedrijf. De Mans denkbeelden vonden enige weerklank bij enkele jongere katholieken, zoals de publicist Elie Baussart en Raymond de Becker die actief was in de Katholieke Actie-beweging. Zij bekleedden echter geen leidinggevende functies binnen de katholieke beweging, laat staan binnen het ACW, zodat deze contacten zonder gevolgen bleven. Nochtans speelde de tijd in het voordeel van de planisten. De economische crisis hield aan en werd nog verscherpt door een bankcrisis die naar het einde van 1934 toe onrustwekkende vormen aannam. Zeker binnen de christelijke vakbond nam het ongenoegen met het gevoerde regeringsbeleid snel toe. De roep om samen met de socialisten een alternatief uit te werken voor de deflatie- en besparingspolitiek werd steeds luider. Intussen voerde de BWP haar propaganda voor het Plan van de Arbeid opnieuw op. Op 13 november 1934 viel de regering de Broqueville. De speculaties rond een socialistische regeringsdeelname laaiden hoog op. Sommige katholieken en liberalen zagen de socialistische oppositie graag geneutraliseerd, maar het Plan bleef voor hen een obstakel. Ook binnen de BWP, en dan vooral in de vakbondsmiddens, groeide de wil tot regeringsdeelname. Nog voor de val van de regering de Broqueville vonden enkele verkennende gesprekken plaats tussen socialistische leiders als Hendrik de Man en Paul-Henri Spaak en christen-democraten als Elie Baussart en Jean Bodart, volksvertegenwoordiger en lid van het Nationale ACW-Bureau. Deze contacten resulteerden in een tweede officieel aanbod van de socialistische Syndicale Commissie aan het ACV om een gemeenschappelijk eisenpakket uit te werken.¹⁵ Deze keer werd enkel een verkorte versie van het Plan als discussienota voorgesteld. De socialisten waren dus blijkbaar bereid concessies te doen. Toch liepen de contacten ook nu weer op niets uit, ook al omdat een politieke toenadering tussen de BWP en het ACW uitbleef. De katholiek George Theunis kwam op 20 november klaar met de vorming van een nieuw katholiek-liberaal kabinet. De deflatie-politiek werd onverminderd verdergezet.

Oorzaken van de mislukking en betekenis

De regering Theunis raakte al snel in ademnood. De bankcrisis en een verdere waardevermindering van het Britse pond brachten de deflatiepolitiek de genadeslag toe. Het ACV vroeg nu openlijk dat de regering het roer zou omgooien. In socialistische kringen drongen de radicalen aan op een algemene werkstaking om de zogenaamde 'bankiersregering' ten val te brengen. Hoe geladen de atmosfeer wel was, bleek toen de regering de BWP verbood op 24 februari 1935 in Brussel te betogen voor het Plan van de Arbeid en tegen het regeringsbeleid. De massamanifestatie had het hoogtepunt moeten worden in de propagandacampagne voor het Plan. Uit protest nam Paul-Henri Spaak ontslag als volksvertegenwoordiger, waardoor in Brussel een tussentijdse verkiezing werd uitgelokt. De politieke ontwikkelingen waren de tactiek van de socialistische oppositie echter te snel af. Het vertrouwen in de Belgische frank was geschokt en de kapitaalvlucht nam zorgwekkende proporties aan. Een devaluatie leek steeds moeilijker te vermijden. Vermits de regering Theunis haar lot had verbonden aan het behoud van de frank aan zijn geldende waarde, nam ze op 19 maart 1935 ontslag. Door de heersende crisissomstandigheden werd meteen een beroep gedaan op de drie grote partijen om een regering van Nationale Unie te vormen. Eerste-minister werd de 41-jarige vice-gouverneur van de Nationale Bank de katholiek Paul van Zeeland. Bij de uitwerking van het regeerprogramma stelde de BWP zich erg inschikkelijk op. Rechtstreekse verwijzingen naar het Plan van de Arbeid werden vermeden om de coalitiepartners niet voor het hoofd te stoten. Er werd wel een ommezwaai in de economische politiek geëist en de instelling van een overheidscontrole over de bankwereld.

Waarom liet de BWP haar eis tot integrale uitvoering van het Plan van de Arbeid vallen? Op de eerste plaats wees dit erop dat de basis waarop De Mans planisme binnen de BWP steunde eigenlijk vrij zwak was. De reformistische vleugel, met de Syndicale Commissie voorop, was al langer gebrand op een socialistische regeringsdeelname om een socialer beleid en een effectieve bestrijding van de zwaar wegende werkloosheid af te dwingen. Vele socialisten bewezen het Plan weliswaar lippendienst, maar vonden dat de oppositiekuur reeds lang genoeg had geduurd. Daarnaast werd de partij in haar onderhandelingen met katholieken en liberale als vanzelf gedwongen tot een hoge mate van politiek realisme. Bij het begin van 1935 was het maar al te duidelijk dat het Plan er niet in geslaagd was de verwachte doorbraak te forceren. Het voorstel tot de vorming van een Arbeidsfront over de partijgrenzen heen stuitte op het besliste verzet van de gevestigde politieke partijen. Ook wat de christen-democraten betrof, hoefden de planisten zich in maart 1935 geen enkele illusie meer te maken. Bovendien was De Man ervan overtuigd geraakt dat zelfs het uitlokken van vervroegde verkiezingen het Plan geen parlementaire meerderheid kon opleveren. Het leek hem dan ook beter zich voorlopig te beperken tot wat realistisch haalbaar was. De vorming van een progressief democratische regering zou dan op termijn toch nog kunnen verwezenlijken wat de Planpropaganda niet was gelukt, met name een duidelijke scheidslijn in de Belgische politiek tussen een conservatief en een democratisch-progressief blok, waarbij dit laatste zich zou optrekken aan het planistisch socialisme. Vanuit die basis zou

dan ook werk gemaakt kunnen worden van ingrijpende structuurhervormingen.

Het programma van de drieledige regering Van Zeeland voorzag in een economische relance-politiek die nauw aansloot bij het conjunctuurbeleid vervat in het Plan van de Arbeid. Over deze ommezwaai bestond er, na de ontgoochelende resultaten van een vier jaar volgehouden deflatie-politiek, een ruime consensus. Ook de christen-democraten drongen hier reeds geruime tijd op aan. De Belgische frank werd met 28 % devalueerd. De nieuwe economische politiek begon snel vruchten af te werpen, wat zich vertolkte in een daling van de werkloosheid. Van structuurhervormingen kwam echter niet veel in huis. Wel werd een Dienst voor Economisch Herstel (Office de Redressement Economique of OREC) opgericht, maar dan met veel beperktere bevoegdheden dan de economische dienst die het Plan voorzag. Er kwam ook een wet op de bankcontrole met de oprichting van een Bankcommissie, maar van een kredietnationalisatie was geen sprake.¹⁷

De regering Van Zeeland werd dus niet de Planregering waarvoor de BWP geijverd had. Toch bracht ze een belangrijke ommekeer teweeg. En hoewel vele planisten ontgoocheld waren, koesterden sommigen nog de hoop dat de basis werd gelegd voor latere structuurhervormingen. Het overwinnen van de economische crisis had immers de prioriteit. Ook De Man zelf geloofde erin. Ze kwamen uiteindelijk bedrogen uit. Het planisme maakte geen kans. Rond de oprichting van de OREC en de invulling van de bankcontrole moest binnen de regering een harde strijd geleverd worden. Later werd de OREC dermate uitgehold dat de dienst zijn nut verloor en in 1939 definitief werd opgeheven. De Man zelf werd binnen de regering tot op zekere hoogte geneutraliseerd, onder meer door de liberale minister van Financiën Max-Léo Gérard. De conservatieven waren erin geslaagd De Man van de sleutelpost van Financiën af te houden, zodat hij zich tevreden moest stellen met het ministerie van Openbare Werken en Werkloosheidsopsiorping. Ook de hoop van De Man Van Zeeland te kunnen opvolgen als regeringsleider bleek ijdel toen hij als formateur in oktober 1937 geen gesprekspartners vond. Het Plan van de Arbeid riep teveel weerstanden op om een succesvolle uitvoering te kunnen krijgen. Het was inderdaad een ingrijpend project dat een erg ruime meerderheid vereiste om een kans op slagen te hebben. Die meerderheid kwam niet tot stand. Dit was echter niet alleen te wijten aan het radicale karakter van het Plan, maar ook aan de onmacht om de traditionele ideologische en politieke tegenstellingen te overbruggen. Die onmacht of onwil lag zowel bij de katholieken als bij de liberalen en socialisten. Het was weinig redelijk te verwachten dat de christen-democraten zonder meer de katholieke partij zouden verlaten om zich aan te sluiten bij een Plan waarvan ze zelf geen letter hadden geschreven. Omgekeerd was het even onredelijk om van de socialisten te eisen dat ze hun partijprogramma en vroegere congresbesluiten zouden afzweren. Op minstens drie vlakken heeft de Plan-episode belangrijke gevolgen gehad : in de relatie tussen socialisten en christen-democraten, voor de ontwikkeling van de BWP en voor de evolutie van de Belgische maatschappelijke organisatie. In de jaren 1930 erkennen de socialisten voor het eerst dat de christen-democratie is-uitgegroeid tot een machtige beweging waar terdege rekening mee moet worden gehouden. Langzaam wordt de vijandige houding

verlaten en tasten beide kampen de mogelijkheden af van een betere samenwerking in dienst van de arbeidersbelangen. Wat op syndicaal vlak kan, is politiek nog niet altijd mogelijk, maar dat heeft ook te maken met de bijzondere positie van het ACW/ACV door haar inbedding in een standenpartij.

Het inzicht dat de socialisten niet op een absolute meerderheid moeten rekenen, leidt tot een pragmatischer opstelling. Niet alleen ten aanzien van andere arbeiderspartijen, maar ook tegenover andere klassen, zoals boeren en middenstanders. De Man had goed begrepen dat het socialisme om te overleven de traditionele klassenbelangen moest overstijgen. De jaren 1930 luiden voor het socialisme, ook buiten België, een zoektocht in naar een bredere sociale basis. Na de Tweede Wereldoorlog zou de Belgische socialistische partij zich ook formeel omvormen van klasse- tot volkspartij. Anti-clericalisme en een op de spits gedreven klassenstrijd pasten niet meer in het nieuwe schema.

Ten slotte hielp het Plan van de Arbeid ook de idee verbreiden dat de overheid actief kan en moet ingrijpen in het economische leven. Het Keynesianisme dat na de Tweede Wereldoorlog in het Westen een ruime toepassing kreeg, kende in het planisme van de jaren 1930 een belangrijke voorloper. Veel van de planistische principes, die in experimenten als de OREC weinig succes kenden, raakten na de oorlog ingeburgerd en werden met meer blijvende resultaten toegepast. De verslechtering van de internationale toestand en de mislukking van de BWP om een progressief front te vormen of zelfs maar electorale winst te boeken, deden na 1936 elk ingrijpend hervormingsstreven stranden.

1. Dit artikel is gebaseerd op de licentiaatverhandeling die ik onder leiding van Dr. E. Gerard schreef : Piet Clement, Zoeken naar crisisoplossingen. De christelijke arbeidersbeweging tegenover het socialistische "Plan van de Arbeid" 1931-1935. De kansen van een gemeenschappelijke actie. Leuven, (K.U.L.), 1988, XVII-205 pp. Graag wil ik zowel dr. Gerard als Guy van Gyes danken voor hun stimulerende bemerkingen.
2. Els Witte en Jan Craeybeckx, Politieke geschiedenis van België sinds 1930, Antwerpen, 1985, p. 171-173.
3. Voor de geschiedenis van het ACW zie vooral : E. Gerard, De kracht van een overtuiging. 60 jaar ACW 1921-1981, Zele, 1981 en E. Gerard en J. Mampuyts (eds.), Voor Kerk en werk. Opstellen over de geschiedenis van de christelijke arbeidersbeweging, 1886-1986, Leuven, 1986.
4. Omtrent de complexe werkloosheidsproblematiek van de jaren 1930, zie : Guy Vanthemsche, De werkloosheid in België : 1929-1940, Berchem, 1989.
5. Tussen einde 1930 en begin 1935 daalden de Belgische industrielonzen nominaal met ruim 26 %. Vele marktgoederen daalden echter nog sterker in prijs, zodat de reële loondaling erg beperkt bleef. Althans voor de arbeiders die aan het werk konden blijven! Zie : Frederic Stevens : Enkele aspecten van de sociaal-economische evolutie in België 1930-1939, Leuven (K.U.L.), 1978.
6. Voor de ontwikkeling van en de machtsverhoudingen binnen de katholieke partij tijdens het interbellum : Emmanuel Gerard, De katholieke partij in crisis. Partijpolitiek leven in België (1918-1940), Leuven, 1985
7. Een inleiding op het christelijke sociale denken tijdens het

- interbellum bij : Godfried Kwanten, "De bedrijfsorganisatie in de christelijke arbeidersbeweging 1918-1930", - Gids op Maatschappelijk Gebied, 75,4 (1984) 337-347. & Jozef Mamapuys, "Quadragesimo Anno, corporatisme en christelijke arbeidersbeweging 1930-1940", - Gids op Maatschappelijk Gebied, 75,5 (1984) 395-418.
8. Els Witte en Jan Craeybeckx, Politieke geschiedenis van België sinds 1830, p. 171.
 9. Mieke Claeys-van Haegendoren, 25 jaar Belgisch socialisme 1914-1940, Antwerpen, 1967. André Pletincxk, "Le Parti Ouvrier Belge dans la première phase de la crise économique, 1930-1933", - Belgisch Tijdschrift voor de Nieuwste Geschiedenis, 3/4 (1976) 273-326 n 1/2 (1977) 237-289.
 10. Voor de erg uitgebreide bibliografie van en rond Hendrik de Man verwijs ik naar mijn thesis en naar Wouter Steenhaut, Hendrik de Man, Bibliografie, Antwerpen-Amsterdam, 1977. Van recente datum en erg interessant is ook : Mario Telo, Le New Deal européen, La pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente, Brussel, 1988.
 11. Compte Rendu sténographique. XXXXVIII Congrès du POB, Bruxelles, 24 et 25 décembre 1933 : Le Plan du Travail, p. 30.
 12. ACW-manifest, Geen dubbelzinnigheid! De socialisten moeten antwoorden!, Archief ACW, KADOC-Leuven, nr. 165.
 13. De christen-democratische volksvertegenwoordiger Jean Bodart drukte het als volgt uit : "...les dirigeants socialistes, sans avoir pris contact avec les dirigeants chrétiens, ont élaborés un programme à eux seuls. Puis ils lancent des propositions de collaboration à la cantonnade en s'efforçant d'atteindre les tropes par dessus la tête des chefs. Non contents de cela ils ajoutent : 'Le Plan est à prendre ou à rejeter en bloc. Le Plan, tout le Plan, rien que le Plan'. A quoi servons-nous alors, nous autres?" J. Bodart, "Le Plan De Man", - La Vie Nouvelle, (21/1/1934), p.1.
 14. ACV-Raad, notulen 6/2/1934 ; Archief ACV.
 15. "Het ACW en het Plan De Man", Het Volk (22/4/1934) 2.
 16. Weergave van de briefwisseling tussen de SC en het ACV in : ACV-Maandblad, (jan. 1935), p. 68-76. Zie ook een brief van Jean Bodart aan Hendrik de Man : J. Bodart aan H. de Man, 5/12/1934 ; IISG, Amsterdam, Archieven de Man, 429/13.
 17. Zie : Guy Vanthemsche, "L'élaboration de l'Arrêté Royal sur le contrôle bancaire (1935)", - Belgisch Tijdschrift voor de Nieuwste Geschiedenis, XI,3 51980), p. 389-437 & "De mislukking van een vernieuwde economische politiek in België voor de tweede wereldoorlog : de OREC van 1935 tot 1938, - BING, XIII (1982), p. 339-389.

Bedenkingen bij Leopold III,
Hendrik de Man en de erfenis van 1945

Voor iemand die is opgegroeid met de naoorlogse versies over het nazisme, de geallieerde oorlogsinspanning, de koningskwestie e.d.m., houdt de lektuur van Michel Brélaz over de relaties tussen Leopold III en Hendrik de Man een speciale uitdaging in.¹ Ofschoon de auteur van "Léopold III et Henri de Man" duidelijk te kennen geeft dat zijn optiek en methode geen andere dan deze van de historicus zijn geweest, heeft hij immers evenmin de mogelijkheid willen uitsluiten dat men zijn aanpak als "revisionistisch" zou kwalificeren.² Voor dergelijke kwalificatie kan nu in mijn ogen een dubbele rechtvaardigingsgrond worden ingeroepen : de argumenten van Brélaz zijn niet enkel in historisch-wetenschappelijk opzicht als een nieuw geluid te duiden, maar laten eveneens een dissidente stem horen bij de evidentie waarmee het naoorlogse wereldbeeld in politiek-ideologische zin werd gebillijkt. Tussen deze twee invalshoeken lijkt een eigenaardige vermenging te hebben plaatsgegrepen waarbij de wetenschappelijke analyse van de feiten, de hoofdpersonen en hun handelingen mede wordt geschraagd en vergezeld door veeleer politieke en morele beschouwingen bij die feiten, personen en handelingen.

Wetenschappelijk gezien bevat de studie van Brélaz heel wat materiaal om bepaalde veralgemeningen over Hendrik de Man, met name over diens vermeende rol als verderfelijke raadgever van Leopold III, als hoofdverantwoordelijke van het misverstand tussen koning en regering e.d.m. te relativiseren.³ Onze aandacht wordt verder gevestigd op een aantal typering van De Man over de vorst die het optreden en de reacties van deze laatste in hun juiste context kunnen plaatsen.⁴ Ook het befaamde Manifest van 28 juni 1940 en het revolutionaire defaultisme van De Man worden op een verhelderende manier geïnterpreteerd.⁵ Nog andere elementen kunnen worden aangehaald waaruit de verdienste van een bewijsvoering op grond van feiten ten volle blijkt ; toch lijkt de specificiteit van de studie vooral bij de andere invalshoek te berusten. Op het colloquium dat de "Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man" ter zake op 18 november 1989 te Antwerpen organiseerde, is gebleken dat vooral de politiek-ideologische geladenheid van Brélaz' essay als controversieel wordt ervaren. Volgens de critici zou de auteur de kritische ingesteldheid die van een historicus jegens zijn studie-object verwacht wordt, niet altijd in acht hebben genomen en zich al te zeer hebben geïdentificeerd met de versies en opvattingen van De Man zelf.⁶ Al is het duidelijk dat Brélaz de houding van Leopold III en De Man niet in alle opzichten bijtreedt, voor die kritiek valt inderdaad veel te zeggen. Niet alleen ontkomt de lezer bezwaarlijk aan de indruk dat de stellingen van Brélaz op een alleszins gedeeltelijke rehabilitatie van De Mans optreden en opvattingen tijdens de oorlogsjaren zijn uitgelopen. Bovendien lijkt het wel, met name wat de internationale ontwikkelingen na 1945 aangaat, alsof de auteur zich tot woordvoerder heeft gemaakt van een zienswijze die

deze van De Man had kunnen zijn, mocht hij de mogelijkheid hebben gehad die ontwikkelingen retrospectief te overschouwen. Het voorgaande impliceert dat ik mijn bedenkingen bij het werk van Brélaz eerlijkheidshalve niet zozeer op een historisch-wetenschappelijke inspiratie kan steunen. Evenals haar object zal de kritiek niet vrij te pleiten zijn van een zekere politiek-ideologische inslag. In dat licht meen ik drie thema's te kunnen onderscheiden die tot een nadere reflectie dwingen : de functie van het koningschap in een democratisch stelsel ; het nut van de geallieerde oorlogsinspanning tegen nazi-Duitsland ; de naoorlogse repressie van het incivisme in België.

Koningschap en democratie

In het vaak emotionele debat rond de Belgische koningskwestie blijkt de sympathie van Michel Brélaz duidelijk uit te gaan naar Leopold III. De breuk van Wijnendaele wordt door hem niet toegeschreven aan een meningsverschil tussen koning en ministers ; zij werd daarentegen gewild door de ministers, die zich de constitutionele legitimiteit wilden aanmatigen.⁷ Men kan naar zijn mening het belang van 's konings initiatief, genomen in 1946, tot de oprichting van een onderzoekscommissie over de koningskwestie niet voldoende beklemtonen.⁸ De houding van Leopold III heeft de passies slechts kunnen doen oplaaien door het toedoen van linkse drijfverijen en van een regering die zwichtte voor die drijfverijen.⁹ De koning had te lijden onder een onrechtvaardige behandeling.¹⁰ Hij verkoos liever zijn bevoegdheden definitief te verliezen dan ze te behouden middels een verraad aan zijn beginselen.¹¹ Hij bleef op een opmerkelijke manier consequent in zijn hervormingsvoorstellen.¹² De opmerking van Paul-Henri Spaak dat de historicus niet zal kunnen ontkomen aan de conclusie dat Leopold III, ondanks zijn goede wil en nobele drijfveren, een persoonlijke politiek had gevoerd die hem verboden was door de Grondwet, wordt door Brélaz als een "a posteriori"-oordeel uitgelegd dat stilzwijgend voorbijging aan de aarzelingen en onzekerheden in hoofde van de Belgische regering op het betrokken tijdstip zelf.¹³ Op de politiek onverantwoordelijke vorst rustten nu eenmaal ook andere verplichtingen die van hem een nauwe en duurzame binding eisten jegens leger en volk.¹⁴ Op militair vlak was het de koning geweest die alles wilde voorzien en erop uit was niets aan het toeval over te laten.¹⁵ In verband met het politieke testament van Leopold III laat Brélaz opmerken dat het hier om een hartekreet gaat waarin de breuk met de ministers symbool stond voor de breuk met een regime dat de koning in toenemende mate onverdraaglijk was geworden.¹⁶ Het betrokken document ontleende zijn inspiratie aan een onmiskenbaar revolutionair voornemen waarbij de vorst, gebruik makend van zijn politieke en morele autoriteit, opriep tot een drastische politieke, sociale en economische vernieuwing.¹⁶ Had de bevrijding immers niet de restauratie ingeluid van een systeem waarvan de dwalingen onophoudelijk door Leopold III en De Man waren aangeklaagd en waarvan zij ontegensprekelijk het einde hadden gewenst?¹⁷

Uit bovengenoemde beweringen laat zich een beeld afleiden waarin de morele integriteit van het hoofdpersonage boven elke twijfel verheven is ; in het optreden van de regering-Pierlot daarentegen wordt een dergelijke ethische dimensie niet aangetroffen. De aarzelingen, dubbelzinnigheden en dwalingen van Leopold III

worden niet ontkend -- evenmin als het feit dat zijn politiek vrij was van zwakheden --, maar uiteindelijk zal de zuiverheid van de intentie ongeschonden moeten blijven.¹⁸ Het is ondermeer in die zin dat Brélaz het politieke testament van de koning, daar waar anderen er een bewijs van trots en onverzettelijkheid in hebben gezien, beoordeelt als een treffend voorbeeld van moed en eerlijkheid.¹⁹

Het morele aspect van de koninklijke instelling is onlangs weer in de Belgische actualiteit opgedoken naar aanleiding van de weigering, begin april 1990, van koning Boudewijn het wetsontwerp betreffende de zwangerschapsonderbreking, dat was goedgekeurd door een parlementaire meerderheid, te ondertekenen.²⁰ Ook bij die gelegenheid werd de koninklijke houding in laatste instantie vertolkt als een gewetenskwestie : "Aan hen die zich verbazen over mijn beslissing, stel ik de volgende vraag : 'Is het normaal dat ik de enige Belgische burger ben die verplicht is tegen zijn geweten te handelen in zulke belangrijke materie? Geldt de gewetensvrijheid voor allen behalve voor de Koning?'"²¹ In een commentaar bij het incident werd geconcludeerd dat koning Boudewijn de substantiële democratische waarden, in casu de rechten van elk levend wezen, hoger had geplaatst dan de procedurele democratie, waarin elk besluit dat volgens de meerderheidsregel tot stand komt, zonder bezwaar aanvaard dient te worden.²² Tegenover de formeel-juridische opvatting die de koning als instituut beperkt tot een uitvoerende robot, werd een meer ethische opvatting gesteld die de koninklijke institutie ziet als drager en verdediger van een aantal waarden : "In en door de persoon krijgen deze waarden hun concrete betekenis. Van de persoon in zijn institutionele functie kan en moet worden geëist dat hij de dynamische continuïteit van deze waarden in de maatschappij verzekert."²²

Het is interessant de opvattingen van Leopold III en Hendrik de Man vanuit het geschetste denkraam te onderzoeken. In beide gevallen lijkt de ethische conceptie de bovenhand te hebben gekregen op de formeel-juridische. Wat Leopold III betreft hoeft men niet noodzakelijk een beroep te doen op een onrechtstreekse bron, de geschriften van Louis Wodon, zijn kabinetschef van 1934 tot 1940, volgens wie de monarch als instelling de staat op een hoger niveau incarneerde dan de constitutionele bepalingen aangaven.²³ Het volstaat te wijzen op enkele befaamde toespraken die Leopold III, verontrust door de groeiende regeringsinstabiliteit, in de tweede helft van de jaren dertig tot de ministers heeft gericht. Naar mijn mening kon het staatshoofd zich namelijk niet beperken tot een passieve rol bij het regeringswerk : "Le Constituant n'a certes pas voulu que le rôle du chef de l'Etat fût réduit à celui de législateur servile de décisions prises en dehors de lui par les membres de son Gouvernement"²⁴. Wanneer Leopold III de grondwettelijke principes in herinnering bracht, beweerde hij zich enkel te laten leiden door de traditie die door zijn voorgangers, met het oog op het landsbelang, gevestigd was.²⁵ Ook hij had bij zijn troonsbestijging gezworen de Grondwet en de wetten van het Belgische volk te zullen naleven, 's lands onafhankelijkheid te zullen handhaven en het grondgebied ongeschonden te zullen bewaren.²⁵ Ook hij nam zich voor die eed getrouw te blijven.²⁵

Dat eveneens De Man de ethische opvatting van het koningschap sterk was toegedaan, blijkt ten volle uit zijn uit 1938 daterende nota "Réflexions sur la monarchie constitutionnelle".²⁶ In zijn ogen kon de grondwettelijke monarchie uitstekende diensten bewijzen als stabiliserende kracht, bij machte bepaalde geschillen te helpen oplossen en nu en dan de grondwettelijke spelregels te doen eerbiedigen.²⁷ Als verpersoonlijking van de eenheid der natie diende hij werkelijk "de koning van iedereen" te zijn, zonder onderscheid qua klasse, taal, geloof of partij.²⁷ Later heeft De Man te kennen gegeven dat het prestige van de constitutionele monarch berustte op de gezworen eed, de getrouwheid aan de verbintenissen, het plichtsbewustzijn en de erfelijke verplichtingen.²⁸ In een samenleving die gedomineerd werd door de cultus van geld en winstbejag, vormden de koningen wellicht nog de hoogste en ultieme belichaming van het nobele streven de moed boven alles te plaatsen.²⁹ Bij De Man leek die opvatting overigens in nauw verband te staan met zijn visie op de democratie. Op een ruimer vlak immers neigde zijn denken naar een relativering van de juridisch-constitutionele vormen van de democratie ten aanzien van de inhoud en tendens van de hele ontwikkeling.³⁰ Regeringsvormen dienden niet naar hun vorm te worden beoordeeld, doch volgens de waarde der beleidsdaden van de regeerders ; instellingen die hetzij door misbruiken, hetzij door uitwassen afweken van de democratische principes waarop ze zich beriepen, dienden plaats te maken voor andere instellingen.³¹

Morele integriteit, geweten, zuivere intenties, prestige van de koning, plichtsbesef, ethisch inhoud van koningschap en democratie. Welke functie moeten deze hoogstaande begrippen vervullen bij de interpretatie van de ideeën en het handelen van Leopold III en Hendrik de Man tijdens "de wondere zomer van 1940"? Principieel meen ik niet dat het hier om nogal vage categorieën gaat die slechts subjectief zijn te duiden en waaraan men verder eigenlijk geen speciale aandacht hoeft te schenken. De vraag is niettemin of men de procedurele opvatting over koningschap en democratie wel zo afgelijnd moet plaatsen tegenover de substantiële als hierboven werd gesuggereerd. Uiteindelijk vormen ook de juridische regels slechts de vertolking van morele en ideologische beginselen waaraan de geldende staatsinrichting haar bestaansgrond ontleent. Aldus biedt de in artikel 64 van de Belgische Grondwet vastgelegde regel van de ministeriële medeondertekening de basiswaarborg dat elke "politieke" handeling van het staatshoofd gedekt dient te zijn door een minister die daardoor zelf voor die handeling verantwoordelijk wordt en te gevolge daarvan eventueel ook tot aftreden zal kunnen worden gedwongen.³² De verantwoordelijkheid berust steeds bij de ministers die het vertrouwen genieten van de volksvertegenwoordiging en, door de volksvertegenwoordiging heen, van het gehele volk. Het naleven van die regels hoeft niet als een inhoudsloze formaliteit te worden opgevat, maar geeft juist vorm aan de representatief-symbolische functie van het staatshoofd. Bovendien hebben die regels de koning wel van zijn macht, maar niet van zijn invloed beroofd. Als ervaren en onpartijdig raadgever van de regering heeft hij inderdaad het recht, zoals Bagehot in 1891 vaststelde, "to be consulted, to encourage, to warn". In de Belgische context is de koninklijke instelling bovendien onontbeerlijk ter wille van de landseenheid.

Maar juist om zijn symbolische en consultatieve functies naar behoren te kunnen vervullen dient de koning in een constitutionele monarchie elke persoonlijke macht te verzaken of, zoals De Man in 1938 vaststelde, zich bestendig rekenschap te geven van de werkelijke aard van zijn opdracht "en ne faisant jamais plus ce qu'il peut, et jamais moins ce qu'il doit"³³. Kortom, zeer uitzonderlijke gevallen van gewetensnood buiten beschouwing gelaten, ontleent de koning zijn morele prestige in de regel aan de eerbiediging van datgene wat de grondwettelijke bepalingen voorschrijven of toelaten ; het ontzeggen van een ethisch fundament aan die bepalingen, zou van weinig begrip getuigen voor de juiste verhoudingen.

Het beroep op de morele integriteit dekt bij gevolg geenszins een naieve, wereldvreemde lading, maar moet steeds in samenhang met de concrete uitwerking en de aangewende middelen worden getoetst. In de manier waarop Brélaz tegen de houding van Leopold III en Hendrik de Man tijdens de bezettingsjaren aankijkt, lijkt nu die samenhang te zijn veronachtzaamd en het ethische aspect tot een louter op zichzelf staande categorie te zijn verheven. Mijn bezwaar tegen die zienswijze heeft te maken met haar verhullende karakter. Wanneer de zuiverheid der bedoelingen op de voorgrond wordt geplaatst, dreigt de gemaakte keuze voor de praktische methoden aan het gezichtsveld te worden onttrokken. Indien de morele integriteit als ultieme toetssteen bij de beoordeling van het politieke handelen fungeert, wordt een nadere discussie over dat politieke handelen inderdaad gauw overbodig, want voor elk politiek handelen kan de inspiratiebron van de morele onkreukbaarheid worden ingeroepen.

In dat licht hoeft het niet te verwonderen dat Brélaz, zoals Ivo Rens op het colloquium te Antwerpen opmerkte, bijna geen oog heeft voor het constitutionele probleem dat met de koningskwestie was gerezen. De enige allusie op genoemd probleem gebeurt naar aanleiding van de reeds geciteerde bewering van Spaak dat Leopold III een persoonlijke politiek had gevoerd waartoe de Grondwet geen legitimatie leverde.³⁴ Bij zijn bespreking daaromtrent spitst Brélaz de aandacht enkel toe op de vele aarzelingen, onzekerheden en koerswijzigingen bij de ministers, meer bepaald op hun voornemen, na de Franse capitulatie, onderhandelingen aan te knopen met de aanstaande Duitse overwinnaar. Beweren dat de grondwettelijke voorschriften betreffende de ministeriële medeondertekening niet werden nageleefd, is in de ogen van Brélaz blijkbaar alleen denkbaar in het kader van een partijdige "a posteriori"-uitleg, dienstig om de aandacht af te leiden van de twijfels en vergissingen aan regeringszijde. Immers, op de inhoudelijke draagwijdte van Spaaks verklaring wordt niet verder ingegaan. De vraag blijft m.a.w. of het verwijt van een persoonlijke politiek juridisch terecht was, en zelfs indien dat verwijt juridisch terecht was, het onbesproken morele engagement, mede gezien de speciale tijdsomstandigheden, een afwijking van de grondwettelijke bepalingen kon rechtvaardigen.

De concrete institutionele voorstellen die De Man tijdens de maand juni 1940 in samenspraak met koning Leopold III uitwerkte, worden daarentegen wel aan nadere analyses onderworpen ; toch laat Brélaz' bespreking van de notie "autoritaire democratie" geen eenduidige indruk na. Enerzijds beklemtoont hij dat De Man met genoemd begrip slechts een waarachtige politieke en

economische democratie beoogde waarin de uitvoerende macht over reële bevoegdheden zou beschikken om het algemeen welzijn te kunnen bevorderen.³⁵ Op geen enkel ogenblik evenwel -- dus blijkbaar ook niet tijdens de bezettingsjaren -- zou De Man volgens Brélaaz de autoritaire democratie hebben opgevat in de zin van een dictatoriaal regime van het fascistische type, al dan niet uitgerust met corporatistische structuren.³⁶ Anderzijds wordt van het Programma van 19 juni 1940 gezegd dat, hoewel de ideeën ervan grotendeels de voortzetting vormen van De Mans vooroorlogse opvattingen over de versterking van de uitvoerende macht, toch een beslissende stap werd gezet in de richting van een plebiscitaire monarchie.³⁷ Voor Brélaaz is het evident dat dergelijk regime het kader van de democratische systemen te buiten zou zijn gegaan en veeleer onder de autoritaire systemen zou moeten worden gerangschikt, zelfs indien De Man zonder twijfel de dubbelzinnige term "autoritaire democratie" zou hebben verkozen!³⁷ Hoe dan ook, het feit dat men de autoritaire strekking van de hervormingsprojecten van juni 1940 kennelijk niet in twijfel kan trekken, blijkt later in het eindoordeel over Leopold III en Hendrik de Man niet of nauwelijks meer aan bod te komen.

Blijft een consistente kijk op de draagwijdte van het begrip "autoritaire democratie" dus achterwege, dan wordt de lezer eveneens in het ongewisse gelaten omtrent de mogelijke persistentie, bij Leopold III en De Man, van de ideeën die achter het Programma van 19 juni 1940 alsmede achter het Manifest van 28 juni 1940 schuilgingen. Indien namelijk vaststaat dat Leopold III en De Man onophoudelijk en consequent hun afkeer van het vooroorlogse parlementaire systeem tot uitdrukking hebben gebracht, moet ook de vraag worden opgeworpen in hoeverre de door hen aangeprezen praktische alternatieven eezelfde continuïteit hebben vertoond. Zeker, Brélaaz onderkent bijvoorbeeld een opmerkelijke bestendigheid bij 's konings hervormingsprojecten.³⁸ Maar aan welke concrete institutionele hervormingen werd gedacht, toen Leopold III in zijn politieke testament een terugkeer naar de vooroorlogse dwalingen ondubbelzinnig veroordeelde? En moet, aangezien het democratische karakter van de hervormingsplannen niet meteen tot de zekerheden lijkt te behoren, geen grotere terughoudendheid worden betracht bij het optreden van Leopold III en Hendrik de Man tijdens de bezettingsjaren en dit ondanks de zuiverheid van de intentie die dat optreden zou hebben bezielde? Aan die belangwekkende vragen kan niet zomaar worden voorbijgegaan, hoezeer men ook -- mede vanuit een ethisch standpunt -- begrip kan opbrengen voor de onvrede met het vooroorlogse parlementaire regime, alsook voor de inspanningen om de praktische noden van de bevolking tijdens de bezetting te lenigen.

De erfenis van 1945

Anders dan bij Leopold III en Hendrik de Man, is volgens Brélaaz een ethische inspiratie bij de geallieerden tijdens de Tweede Wereldoorlog ver te zoeken. De geallieerden vochten niet, zoals Léon Blum meende, voor "de Vrijheid" en "het Recht", doch voor de verdediging en het herstel van hun belangen en instellingen.³⁹ De overwinning op het Duitse totalitarisme heeft als feitelijk resultaat gehad dat een der overwinnaars zijn evenzeer totalitaire methoden zou doen zegevieren in de oostelijke helft van Europa -- die helft juist die het meest geleden had onder het

nazisme -- terwijl de westelijke helft een restauratie meemaakte van de oude economische en sociale orde en horig werd gemaakt aan de Amerikaanse hegemonie.⁴⁰ In het voetspoor van A.J.P. Taylor concludeert Brélaz dat het Westen Hitler niet de oorlog heeft verklaard om de mensenrechten en de democratische waarden te verdedigen, wel om redenen van buitenlandse politiek.⁴¹ Overigens heeft ook de Führer niet uit wezenlijk andere beweegredenen gehandeld.⁴¹

De mogelijkheid van een ideologische oorlog wordt derhalve door Brélaz uitgesloten en daarmee ligt zijn visie stellig in het verlengde van deze van De Man. Zoals Brélaz met reden benadrukt, valt de opstelling van De Man in 1940 pas goed te begrijpen door voor ogen te houden dat hij behoord had tot de generatie die zich in 1914 had opgeofferd om "het Recht" en "de Democratie" veilig te stellen, maar die zich nadien bekocht had gevoeld door veel minder hoogstaande belangen.⁴² In dat kader was het niet zo verwonderlijk dat De Man later de vrede met Hitler zou verkiezen boven om het even welke oorlog⁴³ en beslissend afstand zou nemen van de oorlog als ideologische kruistocht van de democratie tegen het fascisme.⁴⁴ Waarschijnlijk in dezelfde gedachtengang achtte De Man in juni 1940 de vrede enkel verzekerd met de volledige overwinning van de totalitaire staten in Europa.⁴⁵ Voorts meende hij na de Tweede Wereldoorlog dat men ook nu weer kon gewagen van een pijnlijk contrast tussen de verheven aspiraties van de oorlogvoerenden en de beschamende resultaten van hun inzet.⁴⁶

Voor een goed begrip wijs ik erop dat bovengenoemde standpunten niet zomaar worden vertolkt in het kader van een waardenconflict waarbij de tegenstanders van de ideologische oorlog, hoewel ze de uiteindelijke opstelling van de voorstanders niet kunnen delen, toch ook bij die voorstanders de aanwezigheid van bepaalde ethische beweegredenen -- zij het andere dan de eigen ethische beweegredenen -- erkent en waardeert, zodat de andere opstelling hoofdzakelijk wordt gezien als een verschillende afweging van waarden. Uit de stellingen van De Man en Brélaz vloeit daarentegen veeleer de opvatting voort dat aan de eigenlijke gegrondheid van de door deze voorstanders ingeroepen beweegredenen sterk moet worden getwijfeld. Wie beweert de mensenrechten en de democratische waarden te willen verdedigen, kan wel oprecht overtuigd zijn van zijn goede bedoelingen, maar in de grond is er sprake van misleiding. Indien de moderne oorlogen essentieel conflicten tussen rivaliserende imperialismen zijn en men bijgevolg alle ideologische oorlogen als boerenbedrog kan betitelen⁴⁷, dan wordt het beroep op het recht en de democratie inderdaad een naieve motivatie, een dekmantel van bepaalde gevestigde belangen. Het is bevreemdend dat De Man die bij zijn kritiek op het marxistische reductionisme de aandacht zo opvallend heeft gevestigd op de autonome functie van de ethische drijfveren, bij zijn zienswijze op de internationale verhoudingen de blik haast even nadrukkelijk tot de belangen blijkt te verengen. Waren de frustaties naar aanleiding van zijn deelname aan de Eerste Wereldoorlog dan zo duurzaam dat zij op termijn een fixatie van een dergelijke omvang hebben opgeleverd, een onwrikbare behoedzaamheid tegenover het komediespel dat zou kunnen schuilgaan achter om het even welke aansporing "to make the world safe for democracy"?

Het is natuurlijk een feit dat oorlog steeds neerkomt op een

absurde accumulatie van menselijk leed, waarbij, zoals een Westvlaamse zanger het uitdrukte, "altijd iemands vader, altijd iemands kind" betrokken is. In het bijzonder de Tweede Wereldoorlog heeft een ongeziene verschrikking betekend, aangezien noch de geallieerden, noch de Asmogendheden zijn teruggedeinsd voor massale slachtingen en een gewelddadige verdediging van de eigen belangen. Even onomstotelijk is het feit dat ook de geallieerden, in het kader van de strijd voor "het Recht" en "de Democratie", de overwinning tot elke prijs wensten te bereiken en zich bij dat streven ook tot misdaden -- het meest bekende voorbeeld is wellicht te vinden bij de bombardementen op Dresden -- bereid toonden. Hebben de vijandelijkheden onmiskenbaar een groteske en ongehoorde ontplooiing van geweld te zien gegeven, dan roept ook de eindbalans tal van vragen op. De bedenkingen die Winston Churchill tot de kwalificatie "the unnecessary war" inspireerden, laten inderdaad een bijzonder beklemmende indruk na.⁴⁸ Werd de menselijke tragedie niet ten top gedreven met het feit dat men, na de offers en inspanningen van honderden miljoenen en na het zegevieren van de goede zaak, nog steeds niet de vrede en veiligheid had weergevonden en bedreigd werd door nog ergere gevaren dan diegene die men te boven was gekomen?

Wie zich voorneemt onbevangen te oordelen over de eindbalans, hoort voor alle aspecten oog te hebben. De conclusie moet dan zijn dat de bedoelingen van de geallieerden niet uitsluitend valselijk waren en dat er naast de beveiliging van de eigen belangen ook sprake kon zijn van een gerechtvaardigde strijd voor beginselen die het verdedigen waard waren. De wereld die na de geallieerde oorlogsinspanning het leven zag -- hoe onvolkomen en wraakroepend die wereld ook was -- viel tenslotte nog altijd te verkiezen boven de wereld waarin die inspanning achterwege zou zijn gebleven. Poogt men de erfenis van 1945 te inventariseren, dan stoot men namelijk niet alleen op de uitbreiding van het communistische totalitarisme tot de oostelijke helft van Europa en op de instelling van een evenwicht in de terreur tussen de twee supermogendheden, doch ook op de overleving, in de westelijke helft van Europa, van datgene wat gemakshalve valt te betitelen als het westerse democratische model. Niet toevallig was het in 1945 dat Karl R. Popper de eerste uitgave liet verschijnen van zijn bekende werk "The Open Society and its Enemies"⁴⁹, waarin hij op polemische wijze afrekende met alle theorieën die volgens hem ten grondslag lagen aan totalitarisme en onderdrukking. Tegenover die theorieën werd dan het type van de open samenleving geplaatst waarin de democratische controle verzekerd zou worden door maximale mogelijkheden tot openbaarheid en kritiek en waarin de vooruitgang voortdurend zou worden bijgestuurd door een uitgebreid arsenaal van "checks and balances". Hedentendage blijkt men het erover eens te zijn dat Poppers opvattingen eigenlijk het politieke en ideologische verzet van de Tweede Wereldoorlog belichamen tegen zowel het nazistische en fascistische als tegen het communistische totalitarisme.⁵⁰ Zijn rationalisme en ideologiekritiek fungeren daarenboven zelf "als de nieuwe ideologie achter het westerse maatschappijtype met zijn veronderstelde algemene consensus over de waarden van liberale oorsprong, uitgedrukt in titelformules als de 'mensenrechten', de 'democratische beginselen', de 'technisch-wetenschappelijke vooruitgang', die in zichzelf niet

worden ondervraagd noch gefundeerd".⁵⁰

Wenst men zich ten volle rekenschap te geven van de consequenties die aan de zienswijzen van De Man en Brélaz op de Tweede Wereldoorlog verbonden zijn, dan blijken het behoud en de verdere uitbouw van bovengenoemd maatschappijtype, alsmede het ontstaan van de eraan verbonden algemene consensus niet als evident te worden ervaren. De strijd voor het behoud en de verdere uitbouw van het westerse democratische model afdoen als een perfide onderneming, louter gericht op de beveiliging van "gevestigde belangen", impliceert eigenlijk dat de feitelijke basis zelf waarop de overleving van bedoeld model steunt, d.i. de militaire overwinning op het nazisme en fascisme en het tot staan brengen van het communisme, wordt ondergraven. Mijns inziens gaat het hier om een fundamentele kwestie die men beter niet kan bagatelliseren. Fundamenteel is immers dat de geallieerde oorlogsinspanning in haar geheel onder verdenking wordt geplaatst. Immers, het betrof een operatie waaraan blijkbaar ieder voornemen een politiek van het minste kwaad te voeren vreemd was en waarvan voorts alle resultaten -- het minst onfraaie resultaat is wellicht nog "de restauratie van de oude economische en sociale orde" in West-Europa -- te veroordelen zijn.

Men kan zich niet voorstellen dat Brélaz het belang van democratische instellingen of de dreiging van het totalitarisme zou willen loochenen ; niettemin lijken dit elementen te zijn die, zodra ze in verband worden gebracht met de Tweede Wereldoorlog, er niet meer toe doen. Enerzijds geeft de auteur van "Léopold III et Henri de Man" duidelijk te kennen enkel van democratische regimes, dank zij de institutionele mechanismen waarover ze beschikken om de greep van de overheid op de burger en deze van de natie in de betrekkingen met andere staten te beperken, meer vrijheid te verwachten.⁵¹ Hij erkent eveneens dat de politiek van Leopold III en Hendrik de Man uitging van de overheersing van nazi-Duitsland op het continent en van de territoriale en politieke expansie van een bijzonder hatelijk regime.⁵² Maar een tiental bladzijden verder blijkt het totalitaire karakter van dat regime in vergetelheid te zijn geraakt en wordt onomwonden gesteld dat de enige fout van de Führer erin zou hebben bestaan Duitser te zijn geweest en de oorlog te hebben verloren.⁵³

De ultieme consequentie van Brélaz' instelling lijkt te zijn dat het gelijk van de overwinnaar, welke ook zijn interne regime weze, niet meer te betwisten valt ; evenals zijn tegenstander heeft ook hij slechts uit eigenbelang of uit redenen van buitenlandse politiek gehandeld. In de gedachtengang van Brélaz moet men eigenlijk besluiten dat de Führer geen fouten zouden kunnen worden aangerekend, mocht deze bij voorbeeld Fransman zijn geweest en als voorman van een bijzonder hatelijk Frans regime de oorlog hebben gewonnen. In die zin ligt een merkwaardige parallel met het ideeëngoed van De Man in juni 1940 voor de hand. Hoewel Brélaz duidelijk afstand neemt van dat ideeëngoed, komt zijn voorstelling van zaken uiteindelijk toch neer op een instemming met een van de elementen ervan, namelijk de opvatting dat het vonnis van de oorlog definitief is en dat de wereldgeschiedenis een tribunaal zonder mogelijkheid tot beroep vormt.⁵⁴

Met de eerder geciteerde bewerkingen lijkt Brélaz zich aan te sluiten bij een vaker gehoorde bedenking, namelijk dat de beeldvorming omtrent de Tweede Wereldoorlog ons weer treffend aantoonde dat de geschiedenis steeds door de overwinnaars wordt geschreven. De aanhangers van die zienswijze gaan eraan voorbij dat de geschiedschrijving, ook in de hypothese van een geallieerde nederlaag, de overwinnaars zou hebben gelijkgegeven, doch met uitsluiting van de mogelijkheid een andere versie openbaar te maken dan deze die door Hitler of -- indien men nog een bijkomende hypothese in beschouwing wil nemen -- Stalin zou zijn geduld. Nu weliswaar bleef zowel tijdens als na de geallieerde oorlogvoering het optreden van de machthebbers menselijke tragedies -- cf. Dresden, Hiroshima, Nagasaki, Vietnam, Cambodja enz. -- veroorzaken, maar kon dat optreden openlijk aan kritiek worden onderworpen en mede door die kritiek aan banden worden gelegd.

Een culpabiliserende instelling omtrent de Tweede Wereldoorlog heeft in die optiek niet langer zin. Dresden, Hiroshima, Nagasaki, de Europese deling, Vietnam, Cambodja, de nucleaire bewapeningswedloop, het evenwicht in de terreur waren mogelijk, maar de kansen om dergelijke absurditeiten in te perken en een herhaling ervan te voorkomen, zijn niet verdwenen. Er bleef namelijk een dynamiek gespaard die men niet kritiekloos en naïef hoeft aan te prijzen als "de ideologie van het vrije Westen", maar veeleer kan opvatten als een permanente mogelijkheid tot verbetering. Kan men het belang van die mogelijkheid nog onderschatten, nu blijkt dat ook de Sovjet-Unie en de oostelijke helft van Europa er een laatste redmiddel in hebben gezien, zodat eindelijk kan worden gedacht aan het opgeven van het evenwicht in de terreur?⁵⁵

De repressie van het incivisme

Ook ongewoon, maar daarom niet minder interessant zijn de bedenkingen die Michel Brélaz wijdt aan de naoorlogse repressie van het incivisme in België. Voor Brélaz kwam de Tweede Wereldoorlog namelijk zowel neer op een conflict tussen staten als op een nationale en internationale burgeroorlog die tot voltooiing kwam met ongeziene en massale zuiveringen, waarbij in het geheel van de collaboratiedaden en de verscheidenheid van de achterliggende motivaties een element van verraad werd gezien.⁵⁶ Ongetwijfeld waren er bij de incivieken ook authentieke verraders aan te treffen, maar een repressie van dergelijke afmetingen moest ertoe leiden dat een massa "verdachten" op één hoop werd gegooid met de werkelijke schuldigen.⁵⁷ Brélaz onderkent in de repressieve acties wel één positieve bestaansreden: de plicht van de staat te verhinderen dat de burgeroorlog zich ook na de bevrijding zou voortzetten en de verdachten te onttrekken aan de volksrechtspraak.⁵⁷ Desondanks is het feitelijke effect geweest dat de totale oorlog, waartoe het conflict tussen de staten aanleiding had gegeven, weer geïnstitutionaliseerd, doordat de ideologische scheidingslijn, tijdens de oorlog ontstaan tussen collaborateurs en verzetslieden, in vreedstijd verlengd en bekrachtigd was.⁵⁷ In die zin heeft de staatsrepressie bijgedragen tot een geruststellende identificatie van het collectieve geweten met de geest van het verzet.⁵⁷ Het is evenwel juist met dat verzet geweest dat volgens Brélaz een evolutie in het oorlogsrecht werd ingeluid die, verre van een vooruitgang te

zijn, de mislukking inhield van alle pogingen de oorlog te reglementeren en aan banden te leggen.⁵⁸ Die evolutie wees immers in de richting van de partizanenoorlog, de gewapende burgeroorlog, de genadeloze terreur en contra-terreur, de escalatie tot het bittere einde ; het huidige terrorisme vormt er enkel de meest recente uitloper van.⁵⁸ De staat en het gerechtelijke apparaat hebben in deze totale oorlog weliswaar een remmende rol kunnen uitoefenen jegens de publieke opinie, maar hebben zich anderzijds niet beperkt tot een rechtvaardige bestraffing van de schuldigen⁵⁹. Aan velen werd een behandeling opgelegd die niet enkel in economisch en sociaal opzicht veel pijnlijker en duurzamer uitviel dan voor veroordeelden van gemeen recht, maar die daarenboven inging tegen elementaire rechtsbeginselen.⁵⁹ Het "dwaze vonnis" (Hendrik Brugmans) dat Hendrik de Man ten deel viel, vormt daarvan een overtuigend bewijs.⁶⁰ De thema's verraad, incivisme en repressie komen ten slotte nog aan bod in de epiloog van het boek waarin Brélaz de veelzeggende statistieken over de repressie in België (meer dan 400 000 dossiers, bijna 2900 doodvonnissen, 242 uitgevoerde doodstraffen) in herinnering brengt en tevens een interessante parallel trekt met de totalitaire democratie zoals die ten tijde van de Franse revolutie door Robespierre werd beleiden.⁶¹

Over repressie en epuratie in België werd al veel door historici geschreven, maar zelden werd zo naar de kern van de zaak gegaan als in de hierboven aangehaalde bedenkingen van Michel Brélaz. De meeste studies en discussies rond de repressie-statistieken bijvoorbeeld hebben vooral betrekking op de vraag of er al dan niet sprake was van een anti-Vlaams of anti-klerikaal complot dat aan het optreden van de autoriteiten ten grondslag zou hebben gelegen.⁶² Dergelijke invalshoeken hebben tot nadeel dat de aandacht wordt toegespitst op het relatieve aandeel van bepaalde bevolkingsdelen in het totaal der verdachten en vervolgd, terwijl de massaliteit of alleszins ongewone omvang van de operatie als geheel aan de analyse dreigt te ontsnappen. Hetzelfde geldt voor het fenomeen van de volksrepressie die aan de officiële repressie was voorafgegaan en deze in vele gevallen voor voldongen feiten had geplaatst. Wat zich juist bij de bevrijding heeft afgespeeld, blijkt in de eerste plaats nog een populair gespreksonderwerp te zijn dat de aandacht van de geldende geschiedschrijving tot nader order niet gaande houdt. De verhalen die, zoals ik persoonlijk mocht ervaren, nu nog steeds bij de modale Belg de ronde doen over het straatgeweld, het onbesuisde optreden van gewapende groepen, de plunderingen van goederen der "zwarten", het in het openbaar ontkleden en kaalscheren van vrouwen en meisjes e.d.m. zijn talrijk, maar de pogingen om tot een wetenschappelijke analyse van het fenomeen te komen, zijn al met al schaars gebleven. Juist om die reden moeten de beschouwingen van Brélaz met welwillendheid worden begroet. Aansluitend bij zijn bedenkingen vermeld ik in de volgende aninea's enkele globale richtsnoeren om de lacune waarvan hierboven sprake te dichten.

Gaat men op zoek naar de ideologische en morele wortels van de grote officiële zuiveringen, dan stoot men, zoals ook Brélaz te kennen geeft, op de rol van het gewapende verzet⁶³; de beïnvloeding blijkt zowel in onrechtstreekse als in rechtstreekse zin te hebben plaatsgevonden. De repressie waartoe gerechtelijke

en administratieve autoriteiten besloten, werd voorafgegaan en gestuwd door een volksrepressie die zelf was voorafgegaan en gestuwd door het gewapende verzet. Tijdens de eerste maanden na de bevrijding ging er bovendien in België van bepaalde verzetsgroepen een aanhoudende bedreiging van gewelddadige betogingen en van een "massale schoonmaak" uit -- geweigerd werd de wapens af te staan -- bedreigingen waarvan Th. Luyckx meent dat zij er mede oorzaak van waren "dat de repressie en epuratie in België niet binnen redelijke grenzen gehouden konden worden"⁶⁴. Ideologisch gesproken gaven die groepen, waarvan het Onafhankelijkheidsfront wellicht de meest beruchte was, een eigenaardige combinatie te zien van Belgische vaderlandsliefde met linkse en communistische sympathieën. In ethisch opzicht echter liet het optreden van het gewapende verzet een akelige indruk na. Het gaat immers niet op de door het verzet gepleegde gewelddaden te banaliseren door te wijzen op de minstens even erge gewelddaden waaraan de bezetter en diens handlangers zich schuldig zouden hebben gemaakt of op het -- op zichzelf reeds twijfelachtige -- argument dat de moraal die normalerwijze in vreedstijd van toepassing was, nu niet kon gelden. In bepaalde verzetsmilieus werd het gebruikmaken van geweld in zo'n sterke mate vanzelfsprekend geacht dat de overtuiging dat het begaan van een moord eigenlijk steeds een afschuwelijke zaak is waartoe men slechts in uiterste noodzaak mag overgaan, leek te ontbreken. Achteraf werden de slachtoffers betreurd, maar op het moment zelf had men toch moeten tewerkgaan "à la guerre comme à la guerre", waar gehakt werd, moesten spaanders vallen, in de strijd was men gedwongen geweest minder zachte middelen te gebruiken, enz. Indien dus het maxime van het gewapende verzet vermoedelijk luidde dat datgene zedelijk was wat de vernietiging van de vijand diende, dan lijkt het moderne terrorisme er inderdaad de logische voortzetting van te zijn.

Volgens Theo Luyckx ging de repressie onmiddellijk gepaard met zulke excessen en misbruiken, dat België in de jaren 1944 en volgende de indruk gaf geen ware rechtsstaat meer te zijn.⁶⁵ Het gemak waarmee aan enkele traditionele rechtsprincipes werd voorbijgegaan, was inderdaad opvallend te noemen. Brélaz wijst ondermeer al op artikel 123sexies van het Strafwetboek, waarbij de strafrechterlijke rechtsberovingen en onbekwaamheden in zeer aanzienlijke mate werden uitgebreid, zodat men in feite de rechtsfiguur van de burgerlijke dood, waardoor destijds -- onder het Ancien Régime en onder de Napoleontische wetgeving -- de betrokkene in een juridische fictie als overleden werd beschouwd, benaderde.⁶⁶ Evenals artikel 13 van de Grondwet ("De burgerlijke dood is afgeschaft ; hij kan niet opnieuw worden ingevoerd") werd artikel 12, dat een einde had gesteld aan de straf van algemene verbeurdverklaring der goederen, in praktijk ontzenuwd. In het kader van de repressie stelde de staat zich immers systematisch burgerlijke partij in de vervolgingsprocedures en vroeg hij telkens zeer hoge schadevergoedingen voor het nadeel hem berokkend door de strafbare activiteiten van de beschuldigten. De som van de gevorderde en ook van de toegewezen bedragen lag dikwijls zo hoog dat in feite alle goederen van de veroordeelden eraan gingen. Op die manier vertoonden de praktische gevolgen van zo'n bestraffing een grote gelijkenis met de algemene verbeurdverklaring.⁶⁷

De rechtsstaat bleef natuurlijk het meest frappant afwezig tijdens de eerste maanden na de bevrijding toen het wettige gezag zich nog onvoldoende had kunnen herstellen en België in een tijdsgewricht verkeerde dat sociologen een toestand van anomie en filosofen, met enige overdrijving wellicht, een Hobbesiaanse situatie zouden noemen. Toen de regering-Pierlot op 8 september 1944 te Brussel was teruggekeerd, zaten de Belgische gevangenen en kampen reeds propvol met echte en vermeende collaborateurs.⁶⁸ Om deze zeer ijverige volksrepressie, een Belgische versie van de bijltjesdag, te duiden volstaat het niet te wijzen op de spontane, op zichzelf begrijpelijke uitbarstingen van woede waartoe meer dan vier jaar bezetting aanleiding hadden gegeven. Intrigerend is bovendien de onvoorspelbaarheid van de publieke opinie, haar vatbaarheid voor agitatie en voorliefde voor simpele verklaringen en oplossingen ("il faut que la justice populaire se fasse"); "wit" werd zonder omwegen tegenover "zwart" gesteld. Voor de massa-psychologie ligt nog een heel onderzoeksterrein open inzake de toenmalige grillen van het publiek, die overigens de indruk nalaten steeds de winnende partij gunstig gezind te zijn, d.w.z. de Duitse invaller in "de wondere zomer van 1940" en de geallieerde bevrijders in de jaren 1944-1945. In het verhitte klimaat van de jaren die volgden op de bevrijding, werd de afrekening met de landverraders ook vaak gekoppeld aan de campagne tegen de terugkeer van Leopold III, afgeschilderd als "l'espoir de tous les traîtres et collaborateurs" of als "le plus grand incivique du royaume".⁶⁹ Wanneer de verontwaardiging van de massa het haalt op de scepsis van het individu, dreigen het demagogische en het irrationele zo'n grote plaats te verwerven dat de mogelijkheid tot een serene en geargumenteerde dialoog bijna geheel lijkt te zijn verstikt. Een aardig voorbeeld van het betrokken klimaat is te vinden in de uitleg die Willem Frederik Hermans, in zijn roman "De tranen der acacia's", de jonge Nederlander Arthur, ten tijde van de bevrijding op bezoek bij zijn vader te Brussel, laat aanhoren uit de mond van dienstmeid Rose : "Wist hij het niet? Leopold was altijd pro-boche geweest. Zijn vader, Albert, had de Maginotlinie willen doortrekken om heel Vlaanderen heen tot aan de zee. Toen had Leopold zijn vader in een afgrond laten werpen. Ook zijn vrouw had hij doodgemaakt, de onvergetelijke Astrid, om te kunnen trouwen met die dochter van die flamingant, die garnalenhandelaar uit Oostende : cette Baels!"⁷⁰

Dergelijke fenomenen houden een ernstige waarschuwing in tegenover de ontsporingen die het eerder vermelde type van de open en democratische samenleving bedreigen, zelfs wanneer dat type kan bogen op een stevige traditie als de Belgische. Het meerderheidsbewind kan een tirannieke karakter dragen.⁷¹ De publieke opinie, in normale tijden een corrigerende kracht versus het regeringsoptreden, kan omslaan in een forum voor ongeoorloofde hetze ("cette Baels!"). Om pertinente redenen kan dan ook niet aan het belang van institutionele voorzieningen, "checks and balances", nodig om machtsmisbruik tegen te gaan, worden getornd.⁷²

Anno 1990 zouden alle voorwaarden moeten zijn vervuld om een kritisch en evenwichtig onderzoek van de repressie in België aan te vatten. Wellicht is thans de dag aangebroken, in het vooruitzicht gesteld door Hendrik de Man, waarop de spasmen van

een geterroriseerde opinie tot stilstand zijn gekomen en er enkel nog een knagende herinnering van is overgebleven.⁷³ De passage in het huidige Belgische regeerakkoord waarop Koning Boudewijn recent nog zinspeelde en waarin maatregelen werden gesuggereerd die kunnen bijdragen tot de verzoening tussen alle burgers, stemt in elk geval hoopvol. Maar hoe reëel zijn de kansen op die verzoening, nu blijkt dat de Parti Socialiste (Franstalige socialisten) zich nog steeds kant tegen een mogelijke amnestie of eerherstel, zich in dat verband zelfs tegen de afschaffing van de doodstraf verzet en zich dus kennelijk wenst te blijven identificeren met de repressie?⁷⁴ Niet de bereidheid tot een onbevooroordeeld zelfonderzoek, maar de factor van de haat blijkt voorlopig, jammer genoeg, sommige politici nog te inspireren.

Besluit

De jaren dertig, de ideeën en politiek van Hendrik de Man, de koningskwestie, de Duitse bezetting e.d.m. vormen, zoals bekend, tot op de huidige dag een controversiële episode van de Belgische geschiedenis. Werpt men een blik op de geschiedschrijving, dan valt het op dat in een eerste fase sprake kon zijn van een officiële, nogal "leopoldistisch" gekleurde interpretatie van de feiten ; vanaf het begin van de jaren zeventig werd deze officiële versie betwist en weerlegd in het werk van Jo Gérard-Libois en José Gotovitch, Albert de Jonge, Jean Stengers en Herman Balthasar. Het zijn voornamelijk hun onderzoeksresultaten geweest waaraan, begin jaren tachtig, in de geruchtmakende televisieserie van Maurice de Wilde over "De Nieuwe Orde" een meer vulgariseerde uitdrukking werd verleend. Met het relaas van Michel Brélaz over Leopold III en Hendrik de Man lijkt de slinger zich echter weer in de andere richting te bewegen, in de mate dat het optreden en de opvattingen van de hoofdpersonages meermaals met onverholen sympathie worden verantwoord. Ook dit -- overigens zeer informatieve -- werk roept tal van kritische bedenkingen op en uit de voorgaande bladzijden is gebleken dat die bedenkingen zelfs fundamenteel kunnen zijn. In "Léopold III et Henri de Man" worden de moreel onbesproken doelstellingen van de hoofdpersonages zodanig geklemdoond dat de concrete middelen die zij meenden te moeten aanwenden, aan de nadere analyse lijken te ontsnappen. Van het geallieerde oorlogsoptreden wordt een beoordeling verstrekt die, alle verhoudingen in acht genomen, onverdiend is. Op andere punten nochtans verdient het boek van Brélaz stellig een positief onthaal, in de eerste plaats daar waar het openlijk de in België gevoerde repressie van het incivisme in twijfel durft te trekken. Kortom, "Léopold III et Henri de Man" biedt de lezer een aantal ongewone stellingen en zienswijzen en daarom maakt het werk, samen met de documentaire uitgave van het "dossier Léopold III", zeker aanspraak op een belangrijke plaats in de intussen omvangrijke lijst publikaties over de Tweede Wereldoorlog in België.

Noten

1. M. BRELAZ. Léopold III et Henri de Man. Genève, Editions des Antipodes, 1988, 340 p.
H. de MAN. Le "dossier Léopold III" et autres documents sur la période de la seconde guerre mondiale, réunis, présentés et édités par Michel Brélaz. Genève, Editions des Antipodes, 1989, 455 p.
2. M. BRELAZ. Op.cit. p. 9.

3. Ibid. p. 137-141
4. Ibid. p. 77-80 ; Note sur mes rapports avec le roi Léopold - 1948-1949 (H. de MAN. Op.cit. p. 15-40); zie ook L. WILS. De Man over Leopold. In : Standaard der Letteren, 12 mei 1990, p. 2.
5. M. BRELAZ. Op.cit. p. 24-26, p. 198-206.
6. Cf. W. STEENHAUT in AMSAB-Tijdingen, Winter 1990, nr. 6, p. 9-10 : "Michel Brélaz (...) laat Hendrik de Man ten volle aan het woord. Hij tracht voortdurend de gedachtengang en de houding van Hendrik de Man te begrijpen, uit te leggen en zelfs te verdedigen ook soms met argumenten die er niet rechtstreeks mee in verband staan."
7. M. BRELAZ. Op.cit. p. 7.
8. Ibid. p. 8
9. Ibid. p. 14 en p. 262.
10. Ibid. p. 13 en p. 15.
11. Ibid. p. 67 en p. 272.
12. Ibid. p. 85.
13. Ibid. p. 127.
14. Ibid. p. 129.
15. Ibid. p. 229.
16. Ibid. p. 272.
17. Ibid. p. 275-276.
18. Cfr. M. BRELAZ. Léopold III. Naissance et mort d'une légende. In : Bulletin de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man. Mei 1987, nr. 14, p. 100
19. IDEM. Léopold III et Henri de Man. Genève, 1988, p. 274.
20. Dit probleem wordt opgelost door vast te stellen dat het staatshoofd zich tijdelijk in de onmogelijkheid bevond te regeren en door het betrokken wetsontwerp, "in naam van het Belgische volk", te laten bekrachtigen en afkondigen door de in raad verenigde ministers.
21. Brief dd. 30 Maart 1990 van Koning Boudewijn aan premier Martens. In : België even zonder koning. Groot-Bijgaarden, De Standaard, 1990, p. 35.
22. L. BOUCKAERT, R. BURGGRAEVE, p. SCHOTSMANS en J. SELLING. Het democratische argument. In : De Standaard, 7 april 1990, p. 8.
23. Cf. E.R. ARANGO. Leopold III and the Belgian Royal Question. Baltimore, 1961, p. 30.
24. Discours prononcé par le Roi, le 12 avril (1939). In : Recueil de documents établi par le Secrétariat du Roi concernant la période 1936-1949. S.l; (Brussel), s.d. (1950), p. 18.
25. Lettre du Roi au Premier Ministre sur la nécessité de maintenir intacts, dans la vie parlementaire, les principes constitutionnels (6 mars 1939). In : Ibid. p. 25.
26. H. de MAN. Op.cit. p. 42-50.
27. Ibid. p. 43.
28. Réflexions sur la question de l'entourage du Roi - 1941 (Ibid. p. 154).
29. Notes complémentaires à mes lettres des 7 et 15 septembre et 9 novembre 1946 - 16 novembre 1946 (Ibid. p. 154).
30. J. ANTHOONS. Hendrik de Man en zijn opvattingen over de parlementaire democratie. Licentiaatsverhandeling K.U. Leuven, februari 1985, p. 94.
31. H. de MAN. Propos sur la démocratie. S.l., s.d., p. 9 (archieven Hendrik de Man A.M.V.C.).
32. J. DE MEYER. Staatrecht. Volume I. Leuven, 1981, p. 203.

33. Réflexions sur la monarchie constitutionnelle - 1938 (H. de MAN. Le "dossier Léopold III". Genève, 1989, p. 43).
34. M. BRELAZ. Op.cit. p. 127.
35. Ibid. p. 81.
36. Ibid. p. 81-82.
37. Ibid. p. 177.
38. Ibid. p. 85.
39. Ibid. p. 192.
40. Ibid. p. 23, p. 38, p. 191 en p. 102.
41. Ibid. p. 302.
42. Ibid. p. 296.
43. H. de MAN. La défense nationale et le Plan du Travail. In : Le Peuple, 31 januari 1934, p. 4.
44. "Assez de sabotage de la neutralité!" - 1939 (IDEM. Le "dossier Léopold III". Genève, 1989, p. 164).
45. I. L'organisation de la paix (Ibid. p. 176)
46. IDEM (vertaling J. CAPELLE). Voorbij het nationalisme (Aula delà du nationalisme - 1946). Edegem, (1988), p. 4 e.v.; IDEM. Propos sur la démocratie. S.l., s.d., p. 1 (archieven Hendrik de Man A.M.V.C.).
47. De la capitulation à l'exil - 1945 (IDEM, Le "dossier Léopold III". Genève, 1989, p. 321.)
48. M. BRELAZ. Op.cit. p. 304.
49. Cf. K.R. POPPER. The Open Society and its Enemies. 2 volumes, zevende druk. Londen - New York, Routledge & Kegan Paul, 1986. 420 + 361 p.
50. B.J. DE CLERCQ. Menselijk samenleven als opdracht. Grondlijnen van een sociale ethiek. Leuven, 1980, p. 48.
51. M. BRELAZ. Op.cit. p. 301.
52. Ibid. p. 292.
53. Ibid. p. 302.
54. Cf. H. BRUGMANS. Over De Man in 40-41. In : Streven. 54, (1986), p. 16.
55. Op het colloquium te Antwerpen van 18 november 1989 heeft Michel Brélaz toegegeven dat de recente ontwikkelingen in Oost-Europa lijken uit te lopen op een ontkrachting van zijn opvattingen.
56. M. BRELAZ. Op.cit. p. 42.
57. Ibid. p. 43.
58. Ibid. p. 47.
59. Ibid. p. 48-50.
60. Ibid. p. 51-62.
61. Ibid. p. 298-301.
62. Cf. L. HUYSE. Onverteerd verleden. Over de geschiedschrijving van collaboratie en repressie. In : Ons Erfdeel. 33, (1990), 2, p. 239-243.
63. Abstractie wordt gemaakt van het politiek-filosofische verzet waarvan sprake in het vorige onderdeel, alsook van het niet-gewapende verzet zoals dat bij voorbeeld een uitdrukking vond in de socialistische ondergrondse beweging tijdens de Duitse bezetting (zie ondermeer N.BAL. Mijn wankel wereld. Vier jaar in het socialistisch verzet. Leuven, Kritak, 1984. 375 p.)
64. Th. LUYCKX. Politieke geschiedenis van België 2 (1944-1977). Amsterdam-Brussel, 1978, p. 453.
65. Ibid. p. 441.
66. M. BRELAZ, Op.cit. p. 49-50.
67. J. DE MEYER. Op.cit. Volume II. Leuven, 1982, p. 586.
68. Th. LUYCKX. Op.cit. p. 452.

69. Geciteerd in : Ibid.
70. W.F. Hermans. De tranen der acacia's. Achttiende druk.
Amsterdam, 1983, p. 258.
71. Cf. K.R. POPPER. Op.cit. Volume II, p. 160.
72. Cf. M. BRELAZ. Op.cit. p. 302.
73. Cf. Notes complémentaires à mes lettres des 7 et 15 septembre et 9 novembre 1946 - 16 november 1946 (H. de MAN. Op.cit. p. 154).
74. Cf. F. VERLEYEN. De nasleep. In : Knack, 25 juli 1990, p. 5.

=====

Michel BRELAZ

LEOPOLD III ET HENRI DE MAN

Genève - 1988 - 340 pp. - 625.- BF

LE DOSSIER LEOPOLD III et autres documents sur la période de la seconde guerre mondiale

Genève - 1989 - 455 pp. - 625.- BF

L'auteur propose la première histoire des relations entre Léopold III et Henri de Man, de 1936 à 1953. Son étude est fondée sur l'ensemble des archives d'Henri de Man et d'autres sources complémentaires. Sur l'arrière-plan des grandes questions politiques de l'époque - de la politique d'indépendance à la répression de l'incivisme et à la question royale - l'ouvrage retrace l'histoire d'une amitié entre deux "hommes de bonne volonté" mus par un idéal commun qui devrait se briser sur les écueils d'une période chagrine mais sans pitié.

Le volume documentaire (établi par Michel Brélaz) rassemble une quarantaine de textes d'Henri de Man et d'autres documents, en grande partie inédits, y compris la Note sur mes rapports avec le roi Léopold III, restée secrète jusqu'en 1988. Le lecteur a pour la première fois accès au "Dossier Léopold III" d'Henri de Man et à un ensemble de documents essentiels pour la compréhension de sa pensée et de sa politique à l'époque de la seconde guerre mondiale.

=====

Hendrik de Man

MASSIFICATIE EN CULTUURVERVAL

Regelmatig leest en hoort men tegenwoordig klachten en waarschuwingen in verband met het cultuurverval in onze Westerse wereld. Woorden als massificatie, commercialisatie, Amerikanisering, soap-cultuur, sponsoring zijn dagelijkse kost. In zoverre zelfs dat men denkt dat het een mode geworden is van de tegenwoordige tijd".

Maar reeds veertig jaar geleden, in 1951, schreef Hendrik de Man vanuit zijn ballingschap een indringende studie over datzelfde onderwerp. En die tekst kan nog gelezen worden alsof hij van onze dagen is.

In 1976 verscheen de eerste Nederlandse vertaling, van de hand van Walter De Brock. Dat de inhoud van dit boek nog zeer up-to-date is, zal volgend jaar blijken : dan dient deze tekst als inleiding voor een colloquium over "Democratisering of cultuurverval " op 16 november 1991 in de Arbeidershogeschool/Brussel

Zopas verscheen dan ook, als voorbereiding op het Colloquium, een herdruk van

MASSIFICATIE EN CULTUURVERVAL (gedeeltelijke herdruk van het uitverkochte werk : Hendrik de Man, persoon en ideeën, deel VI) : 202 pp. - ingenaaid -- 725 BF.

Inhoudsopgave

Onze cultuur - Cultuur in enkelvoud en meervoud - Massa en massificatie - Massaproductie en mode - Massificatie en zede - Het massabrein - Kunst en psychose - De dialectische omslag in Godsdienst en Wetenschap - Omslag in de economie - Het tijdperk van de angst - Noodlot en taak.

Uittreksels uit de brochure, gepubliceerd door Hendrik de Man in 1931

Indien Vlaanderen wil vermijden dat het een slagveld van blind nationaal fanatisme wordt... dan moet de Vlaamse Beweging binnen de perken gehouden worden die het vrijheidsnationalisme als beweging voor culturele en administratieve autonomie scheiden van het ontketende machts- en prestigernationalisme. Dat hangt voor een deel van de Vlamingen zelf af, voor een ander deel van de heersende machten in het overige België.

Het hangt van de Vlamingen af de juiste verhouding te vinden tussen de krachten die gericht zijn op de oplossing van de taalkwestie en de krachten die de strijd voor de volksverheffing rechtstreeks als sociale strijd voeren. Dat betekent nagenoeg hetzelfde als : het hangt af van de juiste verhouding tussen Vlaamse Beweging en Socialistische Beweging. En onder juiste verhouding moet verstaan worden de verhouding die overeenstemt met het parallellisme van de werkelijke, zakelijke, concrete grieven en eisen.

De Vlaamse socialist heeft twee redenen om flamingant te zijn, terwijl de niet-socialistische Vlaming maar één reden daartoe heeft.

Ik heb de indruk dat de noodzakelijkheid van dit parallellisme tegenwoordig algemener wordt ingezien in de Socialistische Beweging dan in de Nationale Beweging. Dit komt natuurlijk niet daaruit voort dat de socialisten allemaal knappere mensen zouden zijn. Het vloeit voort uit de natuur van de Socialistische Beweging en van de socialistische idee zelf.

De Vlaamse socialist kan zeggen, zoals de niet-socialist : "Ende omdat ik Vla-minc ben". Maar hij kan bovendien zeggen : "En omdat ik socialist ben". En daarmee is veel meer gezegd, daarmee is een veel omvattender en tevens veel scherper doel omljnd. Want met de verklaring "omdat ik Vlaming ben" is het vraagstuk, wat mag en moet geeist zijn, alleen gesteld, niet opgelost. De buurman kan eveneens zeggen : "Parce que je suis Wallon", en - hier ligt de grote moeilijkheid : "Parce que je suis Belge".

Daarmee staat alleen nog maar wil tegen wil, macht tegen macht. Willen we verder geraken dan een burgeroorlog, moeten wij een principe erkennen, dat een beslissing kan motiveren, een principe dat de machtswil zelf op een wenselijk en bereikbaar doel kan richten. Dat kan alleen een rechtsprincipe zijn. En dit rechtsprincipe is nergens zo totaal en diep gevat als in het socialisme. Het socialisme grijpt aan de wortel van alle nationale onrechtvaardigheden omdat het een sociale beweging is, omdat het een democratische beweging is, omdat het een internationale beweging is.

Omdat het sociaal is, want het erkent de oorzaak van de vernedering van de taal in de vernedering van het volk, van zijn arbeid, van zijn levensstandaard, van zijn cultuurpeil, van zijn aanspraak op zelfbeheer.

Omdat het democratisch is, want het ziet de oplossing niet in de vervanging van de klassenheerschappij door de klassenheerschappij in het Vlaams, maar door de opheffing van de klassenheerschappij door de zelfregering van het volk in zijn eigen taal.

Omdat het internationaal is, want het wil niet enkel andere machtsverhoudingen tussen naties en staten, maar wel een internationale rechtsorde, die aan alle nationale onderdrukking, aan alle nationale machtsstrijd, aan alle militarisme, aan alle oorlog een einde maakt. Door het internationale socialisme verkrijgt elk nationaal onderdrukt of vernederd volk de ondersteuning en het bondgenootschap van alle onderdrukten en vernederden over de gehele wereld.

Dat is tenminste wat het socialisme van de socialisten eist. Aan die eis wordt niet altijd voldaan, ook in België niet. Wel is de Waalse en de Brusselse tegenstand in de Belgische werkliedenpartij de laatste 20 of 30 jaar voortdurend verzwakt, wel is hij veel kleiner dan in de Waalse en de Brusselse gedeelten van de burgerlijke partijen. Maar toch blijft er op dit gebied voor de Vlaamse socialisten nog veel te doen - niet in de machtsstrijd tegen de belangen van de Waalse arbeiders, maar in de geestelijke strijd voor hun proletarische belangen tegen hun burgerlijke en kleinburgerlijke vooroordelen. Dit is een werk van opheldering en propaganda, een werk van socialistische argumentering, evenzeer als een werk van nationale rechtvaardigheid.

Dit werk, waarvan Camille Huysmans (met wiens opvattingen ik mij trouwens niet vereenzelvig) een van de eerste dappere pioniers is geweest, gebeurt voortdurend en het gaat voortdurend vooruit. En laat de Vlaams-Nationalisten overwegen dat het door niets erger kan bemoeilijkt worden dan door de overdrijvingen van het nationalistisch fanatisme. Het moet tenslotte geheel gelukken zoals het reeds ten dele is gelukt, indien wij met goed geweten aan onze burens kunnen zeggen: dit is geen strijd tegen een taal of tegen een natie, het is de sociale strijd van het Vlaamse volk tegen een klasseheerschappij, die zich steunt op een taalheerschappij; het is geen strijd van Vlaamse kandidaat-beambten tegen Waalse kandidaat-beambten voor de beste plaatsjes aan de staatskribbe, het is de strijd voor het recht van een geheel volk, in zijn eigen taal zichzelf te regeren en te besturen, zoals gij het voor uzelf wilt.

Het zou mij niet verwonderen indien de eindbeslissing over de uitkomst van die strijd niet zozeer in Antwerpen of Gent zou vallen, als in de Volkshuizen van Luik of Charleroi. De nationale toekomst van het Vlaamse volk ligt in de handen

van de Belgische Werkliedenpartij. Daarmee is de verantwoordelijkheid van de socialisten omschreven - hun plicht al hun krachten voor de bevrijding van het Vlaamse volk in te spannen -, maar ook de verantwoordelijkheid van de flaminganten - hun plicht tegende vooroordelen van het Franse, Waalse en Belgische nationalisme geen gelijkaardig Vlaams vooroordeel te stellen, maar wel een hoger principe, dat de nationale onderdrukking door sociale en internationale bevrijding overwint. Men heeft alleen dan maar het recht tegen de overblijfsels van nationalisme in de Socialistische Beweging van andere volken op treden wanneer men niet zelf aan de ziekte lijdt die men bij de anderen wil bestrijden. Nu blijft de vraag : waar zijn eigenlijk die grenzen, die het socialistisch inzicht aan het vrijheidsnationalisme kan en moet stellen.

Die zijn natuurlijk in de zakelijke natuur van die eisen vervat. En die eisen zijn vanuit het socialistisch gezichtspunt tamelijk gemakkelijk te bepalen. Het socialisme eist rechtsgelijkheid voor alle mensen, voor alle volken, voor alle talen. Daaruit vloeit voort, wat de taalkwestie betreft, de eis van taalgelijkheid met al zijn logische gevolgen op het gebied van alle trappen van onderwijs, van de gehele inrichting van wetgeving, administratie, leger. Maar die taaleis moet, volgens socialistische opvatting, het Vlaamse volk niet alleen aan anderen stellen, maar ook aan zichzelf. Het socialisme vergt van elke arbeidersklasse, van elk volk zelfverheffing en zelfbevrijding. Daarom moet de volkstaal het werktuig van een culturele verheffing en zelfstandigwording zijn, daarom moet de Vlaamse Beweging veel meer zijn dan een taalbeweging, namelijk een cultuurbeweging, een beweging tegen eigen onverschilligheid en onwetendheid.

Over al die dingen - De Vlaamse Beweging als taalbeweging en cultuurbeweging - kan men het zeer gemakkelijk eens zijn, ook buiten Vlaanderen. Het moeilijkste probleem van de tegenwoordige tijd is dat de tegenstand, die zich in het Belgische staatsleven zolang tegen de vervulling van de elementairste taaleisen heeft gekant, vermeerderd door de algemene ontevredenheid met het halfslachtige stelsel van de zogenaamde tweetaligheid, de Vlaamse Beweging over haar oorspronkelijke taaleisen heen heeft gedreven naar de politieke eisen van het nationaal zelfbestuur.

Federalisme en separatisme

Hadden wij na 1830 een Zwitsers regime gehad in plaats van een franskiljons regime, dat zou dit naar mijn overtuiging nooit gebeurd zijn. Dan zouden wij thans in België evenmin een Vlaams nationalisme hebben als men in Zwitserland

een Duits, Frans of Italiaans nationalisme heeft.

Maar wij hebben nu eenmaal een eeuw van nationaal onrecht en vernedering achter ons, en daaruit is stilaan de behoefte gegroeid niet alleen in de eigen taal geregeerd te worden, maar ook zichzelf in de eigen taal te regeren.

Nu, het socialisme vergt ook zelfbepaling, zelfsregering en zelfbestuur voor alle naties. En op de vraag wat een natie is, heeft het als democratische beweging een zeer duidelijk antwoord: een natie is de geheelheid van de mensen die een eigen staat wensen te vormen of te blijven vormen. Dat is dus een kwestie die principieel maar door de vrije wil van de betrokkenen kan beslist worden. En in geval van twijfel is er een zeer eenvoudig middel om die wil vast te stellen: de stemming op grond van geheim, gelijk en algemeen stemrecht.

Maar dat is niet alles wat het socialisme op dit terrein voorstaat. Juist omdat het tegen elke vorm van onderdrukking, ook van nationale onderdrukking is, juist omdat de democratie niet alleen de wil van de meerderheden, maar ook de rechten van de minderheden beschermt, kan het zich niet tevreden stellen met politieke veranderingen die geen waarborgen scheppen voor de rechten van de minderheden binnen en buiten de grenzen.

Dat is de reden waarom in Europa geen enkel nationaal probleem alleen als grenzenprobleem kan worden opgelost. President Wilson en de vredesverdragen van 1919 hebben het geprobeerd en bij de reeds in Europa bestaande grenzen nog enkele duizenden kilometers nieuwe grenzen toegevoegd. Men hoeft niet veel van de minderhedenkwesties en van de andere hachelijke vormen van de nationale onrust in Europa te weten om ervan overtuigd te zijn dat die oplossing niet de juiste geweest is. Bevrediging is alleen mogelijk indien de soevereiniteit van de nationale staten zelf wordt besnoeid, indien de nationale minderheden lokale en zelfs persoonlijke keus- en autonomierechten verkrijgen, indien het protectionisme en het militarisme worden afgeschaft, kortom indien men de grenzen zelf hun betekenis ontnemt - als een stap op weg naar hun volledige afschaffing. Ja, ik geloof dat het moeilijkste van alle Europese nationaliteitsvraagstukken, het minderhedenvraagstuk, maar één, radicale oplossing toelaat: de vrije persoonlijke keus van nationaliteit en staatsverband, onafhankelijk van de woonplaats. En ik zou die hervorming nog radicaler willen maken door twee andere: het recht van alle mensen, in plaats van een bestaande staat, als burgers van Volkenbond of Wereldunie, het wereldburgerschap te kiezen. En het recht van alle staatsburgers zich om gewetensredenen te onttrekken aan de militaire dienstplicht waar die nog bestaat.

In elk geval is de socialistische eis zowel de nationale autonomie als de

zelfbepaling van de minderheden zoveel mogelijk te verwezenlijken zonder Europa nog meer door grenzen aan stukken te scheuren dan het, helaas ! reeds is. En dat is principieel en praktisch mogelijk indien men het vrijheidsnationalisme erkent als wat het is en dient te blijven : streven naar de autonomie van de volken, niet naar de autonomie van de staten.

De zaak van de autonomie van de volken is natuurlijk niet alleen een kwestie van taalrechten en van cultuurverheffing, maar ook een zaak van politieke en administratieve inrichting. Hierin is de socialistische oplossing : federalisme, niet separatisme. Juister - en misschien voorzichtiger - uitgedrukt : zoveel federalisme mogelijk, zo weinig separatisme mogelijk.

Dus : geen staatsverband dat niet op de vrije wil van de bondgenoten berust; ontwikkeling van het zelfbestuur niet alleen volgens taaleenheden maar volgens plaatselijke eenheden en zelfs volgens beroepseenheden, in zover dit door de mensen die deze groepen vormen, gewenst wordt. Maar ook : geen verscheuring van bestaande economische en politieke staatsbanden, geen nieuwe grenzen, geen nieuwe nieuwe staten waar dit voor het bereiken van de economie der volkeren niet absoluut vereist is - en in elk geval : geen nieuwe legers ! En tegelijk daarmee : internationale actie voor de beperking van de economische en politieke soevereiniteit van de staten, voor de ontwapening, voor de opheffing van de grenzen door een internationaal verbond van de naties dat ik, voor mijn deel, alleen maar als een internationale federatie van socialistische volksrepublieken kan voorstellen.

Het ligt in de aard van mijn onderwerp het met betrekking op de mogelijke vormen van Vlaams zelfbestuur bij deze algemene, principiële beschouwingen te laten. Maar ik heb nog een andere reden, hier niet nog nader op de praktische bijzonderheden van het Vlaams-Belgische vraagstuk in te gaan. Namelijk : het gaat hier om dingen die niet alleen afhangen van onze Vlaamse en socialistische wil, maar ook van de krachten die tegen deze wil ingaan.

Ik wil mij in dit opzicht geen illusies maken : indien de bevrediging van de rechtvaardige taaleisen ook in de toekomst zo kleinzielig en halfslachtig blijft als in het verleden, indien elke hervorming telkens weer te laat komt, dan moet men met de mogelijkheid rekenen dat het geloof groeit en tenslotte de overhand neemt dat de rechten van het Vlaamse volk niet meer kunnen veroverd worden binnen de Belgische staat, en dat men van de taalkwestie een nationale kwestie en van de nationale kwestie een grenskwestie moet maken.

In dit opzicht kan men van de nationale eisen met betrekking tot de staatsgrenzen zeggen wat men van het socialisme kan zeggen met betrekking tot de omwenteling. Het socialisme wenst geen omwenteling, het wenst zijn eigen doel te

bereiken op grond van de bestaande democratische orde, door de geweldloze methode van de overtuiging. Maar als de tegenstrevers dat onmogelijk maken, doordat zij bijv. zelf de democratie afschaffen, dan heet het : "Op jullie komt het aan ! Zonder revolutie als het kan, met revolutie als het moet !" En zo kan men ook zeggen : "Op België komt het aan. Met België als het kan, zonder België als het moet!"

Ik hoef zeker niet te zeggen dat en waarom ik wens dat dit 'moet' aan Vlaanderen, België en Europa bespaard zou blijven. Bij de redenen, die ik als socialist en Europeaan daartoe heb, komen nog redenen die ik als Vlaming heb. Zo hoog ik het culturele en administratieve zelfbestuur van het Vlaamse volk schat, zo zeer vrees ik dat het die te duur zou betalen indien het daarom de economische voordelen van de eenheid met het Waalse gebied verloor, indien het als nog kleiner volk onder een nog sterkere druk van militaristische buurvölker kwam te staan, indien het als nog kleinere ruimte ook in intellectueel opzicht nog meer aan nationalistische bekrompenheid was overgeleverd.

De separatistische oplossing komt trouwens niet overeen met de ware natuur van het Belgische nationaliteitenprobleem. Want dit onderscheidt zich van al de andere Europese nationaliteitenproblemen, ook dat van het Tsjechische en het Ierse, dat de Vlamingen geen minderheid zijn maar een meerderheid. Het Vlaamse volk wordt niet door een vreemde macht onderdrukt; het wordt door een klasse-macht vernederd. Het is een cultureel en sociaal probleem, dat naar een culturele en sociale oplossing verlangt. De staat kan een hinderpaal zijn voor deze oplossing, maar hij is niet haar middel. En, ik geloof dat de Vlaamse Beweging thans verder vooruit zou zijn dan ze is indien ze in het verleden niet te veel van de staat had verwacht endaarom te weinig van de eigen sociale en culturele inspanning van het volk.

Niet zozeer een sterke eigen staat is de redding van het Vlaamse volk, maar een van alle centralistisch en militaristisch en protectionistisch staatsbestuur zo onafhankelijke, zo min belemmerde sociale en culturele verheffing en lokaal-administratieve autonomie als het in een federalistisch staatsverbond maar mogelijk is.

Mijn besluit luidt daarom :

De vrijheidseisen van het vrijheidsnationalisme zijn vervat in de vrijheidseisen van het socialisme; een niet-socialistische nationale beweging is in het gunstigste geval onvolledig en daarom onvruchtbaar half-socialisme, in het ongunstigste geval antisocialistisch chauvinisme. Het socialisme alleen kan de onrechtvaardige nationale eisen verwezenlijken, omdat het socialisme alleen de strijd tegen de diepere sociale oorzaken van de taalvernederen en de

volksonderdrukking voert. De opslorping van deze eisen is het enige middel om te beletten dat de strijd voor de autonomie van de naties op een nog meer door nationale tegenstellingen verscheurd, door nationalistisch fanatisme verdierlijkt Europa zou uitlopen. Het socialisme alleen kan het Vlaamse volk zo van het Belgisch-Frans nationalisme verlossen dat het daardoor meteen van alle nationalisme verlost wordt. Zijn strijd is voor de natie, tegen het natio-lisme; doordat het alle naties vrijmaakt moet het alle nationalismen overbodig waren.

LEVERBARE BOEKEN EN PUBLICATIES

Besteladres :

Vereniging voor de Studie van het Werk van Hendrik de Man

Jan Ockeghemstraat 16

B 2650 Edegem/Antwerpen

Tel. 03/449.03.31

Bankrek. 220.- 0866780-24

<u>Hendrik de Man</u>	Au delà du Marxisme (1974)	BEF	500.-
<u>Hendrik de Man</u>	L'idée socialiste (1957)		600.-
<u>Hendrik de Man</u>	Der neuentdeckte Marx redécouvert (1980)		250.-
<u>Hendrik de Man</u>	<u>Persoon en ideeën</u>		
	1. Autobiografie		
	2. Psychologie van het socialisme/Opbouwend socialisme		
	3. De socialistische idee		
	4 Het planisme		
	5. Een halve eeuw doctrine		
	6. Massificatie en cultuurverval - Bibliografie		
	N.B. Van deze belangrijke reeks, die reeds geruime tijd uitverkocht is, heeft de Vereniging nog enkele stellen kunnen bemachtigen. Enkel leverbaar per stel		6000.-
<u>Hendrik de Man</u>	Voorbij het nationalisme (1988)		450.-
<u>Association...</u>	Actes du Colloque International sur l'oeuvre d'Henri de Man, Genève 1973 (3 vol.)		500.-
<u>Association ...</u>	Bulletin N° 13 - novembre 1985 - Numéro spécial publié à l'occasion du centenaire de la naissance d'Henri de Man		300.-
<u>Michel Brélaz</u>	Henri de Man, une autre idée du socialisme (1985)		750.-
<u>Michel Brélaz</u>	Léopold III et Henri de Man (1988)		625.-
<u>Michel Brélaz</u>	Dossier Léopold III et autres documents sur la période de la 2e guerre mondiale (1989)		625.-
<u>Peter Dodge</u>	The faith and works of Hendrik de Man		900.-
<u>Peter Dodge</u>	A documentary study Hendrik de Man		900.-
<u>Pareto</u>	Cahiers Pareto, tome XII, N° 31 : Sur l'oeuvre d' Henri de Man, rapports au colloque de Genève 1974		750.-
<u>Hendrik de Man</u>	Massificatie en cultuurverval (1951)		725

